

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

L'IMPASSE COMMUNICATIONNELLE
OU L'ARRÊT DE MORT DU PEUPLE DEGAR

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN COMMUNICATION

PAR
VIRGINIE MICHEL

MAI 2007

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Ma présence au Canada, cette maîtrise, cette petite recherche et tout ce que cela implique n'auraient jamais été possibles si ce n'était du soutien de mes proches. Mes premières pensées vont à ma regrettée Aileen Keating pour avoir bouleversé le cours de ma vie, rien que ça ! Le ton déterminé de ses séances intensives de motivation et sa voix rauque résonnaient de toute part dans ma tête chaque fois que le découragement pointait le bout du nez... Elle est malheureusement partie trop vite pour voir jusqu'où elle m'avait emmenée.

Je tiens également à remercier mes amis et ma famille pour leurs encouragements et Kok Ksor, Président de la Montagnard Foundation, pour sa confiance. J'émet, cependant, une mention spéciale à mes parents qui m'ont soutenue tant moralement que financièrement sans jamais se poser de questions ni jamais me reprocher mes choix. C'est à eux que, littéralement, je dois cette maîtrise.

Enfin et surtout, j'aimerais exprimer tout le plaisir que j'ai eu à étudier auprès de mes professeurs. Je pense en particulier à Gina Stoïcu, Luce Des Aulniers et Carmen Rico. La qualité de leur enseignement a été une source non négligeable d'inspiration pour ce mémoire. Je remercie tout particulièrement celle qui a accepté de diriger cette recherche, Gina Stoïciu, qui aura su gérer ces flots d'inspiration qui bien souvent me submergeaient. Merci Gina, de m'avoir sauvée de la noyade.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES.....	v
RÉSUMÉ	v
INTRODUCTION	1
 ESSAI I : LE CONTEXTE ET L'IMPASSE COMMUNICATIONNELLE	9
INTRODUCTION	9
1.1 Le contexte	12
1.1.1 Qui sont les Montagnards ?	12
1.1.2 Au Vietnam.....	14
1.1.3 Dans les Hauts Plateaux du Centre	16
1.1.4 Les acteurs	21
1.1.5 La situation-problème	30
1.2 La double impasse communicationnelle	32
1.1.6 Un objet de recherche difficile à observer.....	32
1.1.7 Le premier niveau de l'impasse communicationnelle : O.N.G. versus O.I.	37
1.1.8 Le deuxième niveau de l'impasse communicationnelle : le groupe O.N.G./O.I. versus le gouvernement vietnamien	39
CONCLUSION	45
 ESSAI II : LES FACTEURS GÉNÉRATEURS DE L'IMPASSE COMMUNICATIONNELLE	49
INTRODUCTION	49
2.1 Vision collectiviste versus individualiste.....	51
2.1.1 Culture individualiste	52
2.1.2 Une culture collectiviste : le Vietnam et le confucianisme	54

2.1.3 Un régime totalitaire	61
2.2 Le conflit idéologique en fonction de la culture.....	62
2.2.1 Droits individuels ou collectifs ?	62
2.2.2 L'inapplicabilité de l'universalisme des droits de l'homme dans un monde pluriculturel	68
2.2.3 L'inapplicabilité des droits de l'homme au Vietnam.....	71
CONCLUSION	74
ESSAI III . LES MÉTHODES PRÉCONISÉES PAR LA SYSTÉMIQUE POUR DÉPASSER L'IMPASSE COMMUNICATIONNELLE	77
INTRODUCTION.....	77
3.1 Pourquoi la systémique ?	79
3.2 Redéfinition de la situation	81
3.2.1 Étude des jeux d'interaction dans leurs contextes	81
3.2.2 Pourquoi les acteurs restent-ils prisonniers des jeux d'interaction ?.....	87
3.3 Les scénarii possibles.....	94
3.3.1 Le recadrage.....	94
3.3.2 La médiation normative culturelle	97
3.3.3 La manipulation des contextes.....	100
CONCLUSION	103
CONCLUSION	105
BIBLIOGRAPHIE.....	113

LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

A.I.	Amnesty International
C.D.D.H.V.	Comité pour la Défense des Droits de l'Homme au Vietnam
É.C.O.S.O.C.	Conseil Économique et Social des Nations Unies
F.I.D.H.	Fédération Internationale des Droits de l'Homme
F.U.L.R.O	Front Unifié de Lutte des Races Opprimées
H.C.D.H.	Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme
H.R.W.	Human Rights Watch
M.F.I.	Montagnard Foundation Inc
O.I.	Organisme International
O.M.C.	Organisation Mondiale du Commerce
O.N.G.	Organisation Non Gouvernementale
O.N.U.	Organisation des Nations Unies
PACCOM	People's Aid Co-ordinating Committee (Comité Populaire d'Aide à la Coordination)
P.C.V.	Parti Communiste Vietnamien
T.R.P.	Transnational Radical Parti
U.E.	Union Européenne
U.N.H.C.R.	Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés

RÉSUMÉ

L'Impasse Communicationnelle ou l'Arrêt de mort du Peuple Degar est un travail de recherche en trois essais destinés à replacer dans un contexte institutionnel des droits de l'homme, mû par les cultures qui s'y concentrent, une situation-problème née dans les Hauts Plateaux du Centre du Vietnam.

Cette recherche s'inspire des méthodes communicationnelles systémiques et de contextualisation préconisées par Alex Mucchielli. Ainsi, le premier essai consiste en un premier niveau de contextualisation dont le but est de définir les acteurs et le rôle qu'ils occupent sur les scènes locale et internationale. À partir de leurs rôles et des relations qu'ils entretiennent les uns avec les autres, on obtient un aperçu du système dans lequel ils évoluent. C'est en observant ce système qu'il est possible de mettre en exergue les phénomènes contribuant au blocage de la situation que nous appelons impasse communicationnelle. Cette impasse se répercuterait sur deux niveaux, à la fois entre les O.N.G. et les O.I. et entre ce groupe O.N.G. / O.I. et le gouvernement vietnamien. On s'aperçoit également que les différents discours rapportés par les acteurs ne seraient pas étrangers à la consolidation de cette impasse communicationnelle.

Ensuite, le deuxième essai redéfinit la contextualisation faite dans l'essai précédent et l'élargit à la dimension culturelle particulièrement présente dans la situation-problème. Avec elle, les références aux cultures collectiviste et individualiste permettent de mieux comprendre les points de vue fondateurs des discours que chacun des acteurs tient sur les droits de l'homme, concernant notamment leur prétendue universalité, et qui se répercutent sur la situation que vit présentement le peuple Degar dans les Hauts Plateaux. À travers une présentation détaillée du confucianisme, fondement de la culture vietnamienne, cet essai tente de mettre l'accent sur les raisons pour lesquelles les droits de l'homme sont inapplicables au Vietnam.

Enfin, le troisième essai résonne comme une synthèse à travers laquelle l'ensemble des contextualisations préalablement faites s'associent aux méthodes d'analyses systémiques susceptibles de faire ressortir les éléments des discours utiles à la redéfinition de la situation partagée par les acteurs. Pour y parvenir, la méthode systémique privilégiée sera celle du recadrage dont trois variables seront observées. Ainsi, l'attention sera portée sur le recadrage par le contact intergroupe, la médiation culturelle et la manipulation des contextes. Ces méthodes de communications mettent l'emphase sur la nécessité d'ajuster les discours des acteurs de manière à amener le gouvernement vietnamien à négocier sur la situation particulièrement préoccupante des droits de l'homme dans les Hauts Plateaux.

O.N.G. ; O.I. ; COMMUNICATION INTERCULTURELLE ; DROITS DE L'HOMME ; AUTOCHTONES ; VIETNAM.

We are called Montagnards (Mountaineers), a name given to us by the French.

We are called yards by the American who fought with us in the second Indochina war.

We are called “Moi”, or savages, by the Vietnamese.

We are called “Nguoi Dan toc” by the Vietnamese government.

We call ourselves Degar, a name coined by those who fought in the forest for their freedom.

We are the Indigenous People of Vietnam’s Central Highlands.

Kok KSOR, Montagnard Foundation Inc.

INTRODUCTION

Le désir d'entreprendre une recherche sur la situation du peuple degar remonte à mon séjour au Vietnam de septembre 2002 à août 2004. Depuis longtemps, j'étais fascinée par le mode de vie des peuples autochtones, quels qu'ils soient et d'où qu'ils soient. Sans doute, l'exotisme tel que défini par Todorov, c'est-à-dire un éloge dans la méconnaissance, constituait le fondement de cette fascination. Comme j'ai une nette tendance à être attirée par ce que je ne peux toucher, l'éloignement géographique et surtout culturel de ces peuples représentait pour moi « la » rencontre avec l'autre. De fait, mon affectation au Vietnam devenait l'occasion rêvée de rencontrer des peuples autochtones ou des minorités ethniques – à l'époque je ne faisais pas de différence entre ces deux termes – puisque ce pays n'en compte pas moins de 54. Or, ce ne sera pas la rencontre avec les minorités qui marquera le plus mon séjour au Vietnam mais bel et bien cette impression de liberté conditionnelle qui parasitera chacun de mes gestes et de mes mots, m'obligeant sans cesse à me remettre en question. Si « *l'usage abusif d'une formulation vague des lois relatives à la sécurité nationale pour criminaliser des activités considérées comme parfaitement légales au regard du droit international et des lois de la plupart des pays dans le monde*¹ » pesait comme une épée de Damoclès sur la tête de chaque citoyen vietnamien, il en allait de même pour chaque ressortissant étranger vivant sur ce territoire. La nationalité d'une personne ne l'exempte pas du respect des lois d'un État auxquelles elle doit se soumettre.

Aujourd'hui, les relations économiques liant le Vietnam au reste du monde ont tendance à faire oublier que ce pays possède un régime totalitaire avec à sa tête un Parti unique, le Parti Communiste. Le totalitarisme excluant toute idée de droits

¹ *Vietnam la répression continue – un dissident condamné pour « espionnage »*, Communiqué de presse. Amnesty International, Index Ai : ASA 41/0163/2003 ÉFAI, mercredi 18 juin 2003.

subjectifs, c'est-à-dire des droits susceptibles de s'opposer au pouvoir, le Vietnam est, par la nature totalitaire de son régime, un pays où une quelconque référence aux droits de l'homme demeure impossible. Dès lors, de nombreux droits fondamentaux, tels que la liberté de se réunir, de penser ou encore la liberté de culte, tendent à disparaître.

C'est de ces atteintes à la liberté dont le peuple degar, peuple autochtone des Hauts Plateaux du Centre du Vietnam, souffre le plus. Pour des raisons historiques et territoriales, ce peuple également connu sous le terme français de « Montagnard », fait, depuis de nombreuses années, l'objet d'abus orchestrés par le Régime communiste arrivé au pouvoir en 1946. Cependant, février 2001 marque une amplification de la fréquence et de l'intensité de ces abus envers ce peuple. Cette date correspond à une intervention massive et démesurée de l'armée et du « Cong An », la sécurité civile, pour réprimer une manifestation organisée par les Montagnards, las de la situation à laquelle le gouvernement les soumettait. Trois ans plus tard, de nouvelles manifestations dans les Hauts Plateaux étaient réprimées de la même façon. La couverture médiatique de ces événements dans les journaux vietnamiens, tous gérés par le Parti, ne faisait état que de légères échauffourées rapidement contenues par le Cong An. Or, les communiqués de presse d'Organisations Non Gouvernementales (ci-après O.N.G.) telles qu'Amnesty International ou encore Human Rights Watch évoquaient une situation plus que critique, ayant fait de nombreux blessés et plusieurs morts. La fermeture de cette région du centre du Vietnam par le gouvernement à tout étranger, et plus particulièrement aux journalistes et aux diplomates, a renforcé la version des faits soutenue par les O.N.G. de défense des droits de l'homme, version que le Parti niait fortement. Or, si le Parti n'avait rien à cacher, pourquoi couper cette région du reste du monde ?

J'étais au Vietnam quand l'interdiction d'aller dans cette région nous a été imposée sans plus d'explication. J'ai cherché à en connaître la raison mais ma collecte

d'informations sur la situation demeura bien maigre. En même temps, des termes tels que génocide ou nettoyage ethnique me parvenaient aux oreilles sans que je ne sois plus étonnée que cela. Était-ce là mon intuition de départ pour ce mémoire ? Sans doute.

Aussi, le manque d'intérêt que générait cette situation, tant bien sur les plans national qu'international, me désarmait car je prenais conscience, honteusement, que le peuple degar n'était pas un cas à part et que conjointement des peuples autochtones et des minorités ethniques, sur tous les continents, subissaient un sort peu enviable et ce, dans l'indifférence générale. Sans savoir vraiment comment, je décidai de m'impliquer.

Un mémoire ne changera rien à la situation mais il reflètera, je l'espère, ce qui pour moi me semble générer une telle indifférence pour ces peuples : une impasse communicationnelle dans le système institutionnel international.

Certains diront que cette impasse n'est pas tant communicationnelle que politique ou idéologique. Je ne conteste pas ce fait. Cependant, j'appuie la tendance communicationnelle car c'est l'affrontement de deux visions de la situation (la vision occidentale incarnée par les O.N.G. et les O.I. et la vision vietnamienne) en tant que constructions de sens qui m'intéresse. L'impasse vient du fait que les discours qui émergent de ces constructions se situent à différents niveaux, formant des hiatus, et qu'il serait nécessaire d'accorder ces discours pour que les acteurs se comprennent et, ainsi, dépassent l'impasse dans laquelle se trouve la situation du peuple degar. Si les enjeux sont tantôt politiques, tantôt idéologiques, il reste qu'on peut toujours parler d'une impasse communicationnelle.

En effet, selon moi, la situation à laquelle font face les Degars ne peut se solutionner sans la reconnaissance internationale. Pour ce faire, ce peuple a besoin de l'appui d'O.N.G. mais également d'une représentation officielle sur la scène internationale.

Or, le mode de fonctionnement des Organismes Internationaux (ci-après O.I.) représenterait à lui seul un sérieux frein à la communication. Ensuite, les liens économiques et diplomatiques entre les États-membres siégeant dans les O.I. et les discours en place constitueraient le terreau de l'impasse.

Afin de traiter cette dernière, je m'appuierai sur les méthodes de contextualisation telles que préconisées par Alex Mucchielli car, si les relations interétatiques ne sont pas facilement modifiables, les discours, quant à eux, peuvent être influencés. La contextualisation, qui applique les méthodes de la systémique et du constructionnisme me fournira les outils nécessaires à l'analyse des différents discours en place. Par souci de cohérence interne, je découperai ce mémoire en trois essais. Le premier s'appliquera à décrire le contexte lié à la situation du peuple degar afin de définir les facteurs résultant de l'impasse communicationnelle. Le deuxième essai sera une réflexion sur les raisons profondes de l'impasse qui pour moi peut se concevoir en terme de barrière culturelle. Enfin, le troisième essai appliquera les méthodes de la contextualisation et en particulier celles de la systémique pour éventuellement obtenir des éléments de réponse pour dépasser l'impasse communicationnelle.

De cette manière, le premier essai sur la situation des Montagnards est une façon de mettre en contexte un cas flagrant d'abus d'un gouvernement sur un peuple autochtone et l'impuissance de la communauté internationale à régler ce problème. Le deuxième essai visera à situer ce cas dans un autre contexte, soit en passant d'un cas concret à une réflexion plus philosophique du problème. Cette gradation dans la rédaction s'inspire librement des méthodes d'écriture anthropologique, notamment celle de la monographie, mise en avant dans « L'invention de l'autre » de Mondher Kilani. L'approche initiale de ma recherche, qui se voulait anthropologique, m'avait amenée à lire cet ouvrage de l'anthropologue suisse désireux d'explorer le thème de l'approche de l'altérité. Son questionnement sur un certain nombre de figures du

discours anthropologique ainsi que sur celui de ses propres reconstructions culturelle fondées à travers ses expériences de terrain me poussaient à me questionner sur la manière de retracer ma propre expérience au Vietnam et le regard que je portais sur les Vietnamiens. L'exquise richesse de la réflexion anthropologique de cet auteur m'inspirait tant qu'elle avait tendance à m'éloigner de la pertinence communicationnelle de ma recherche. Cependant, partir d'une situation donnée (concrète) pour arriver à une situation globale s'inspirant d'idées philosophiques (abstraite) m'aiderait à rendre mon texte plus compréhensible pour le lecteur.

Le glissement progressif de l'environnement physique de la société vers ses manifestations les plus symboliques, bref le glissement du concret à l'abstrait, de la périphérie au centre, induit chez le lecteur un même mouvement de glissement progressif au cœur de la société. C'est l'articulation progressive des unités entre elles (écologie, parenté, économie, politique, religion) qui crée finalement l'effet d'ensemble dans la monographie anthropologique standard.²

Cette manière de procéder me semblait particulièrement pertinente pour la mise en forme de ma recherche. Mon plan de mémoire se dessinait enfin. De plus, cette méthode d'écriture paraissait se fondre dans les méthodes de contextualisation et, parallèlement, se fondre aussi dans la systémique : les deux approches me permettant de construire ma propre vision de la situation, la proposition de sens que je désire soumettre au lecteur et qui apporte une cohérence à l'ensemble de ma réflexion.

Ainsi, en appliquant cette méthode, les deux premiers essais permettront de contextualiser une situation donnée, en partant d'un contexte situationnel pour ensuite traiter d'un contexte référentiel, pour finalement nous faire évoluer vers un dernier essai aux contours plus empiriques. Il s'agira d'une réflexion sur l'impasse communicationnelle faisant, à la manière d'une synthèse, le lien entre la situation des Montagnards et le cadre institutionnel du monde des O.N.G. et des organismes internationaux face au régime totalitaire vietnamien qui, pour des raisons historiques,

² Kilani, Mondher. *L'Invention de l'Autre, Essais sur le discours anthropologique*. Payot Lausanne, 2000, p. 56.

demeure hermétique à toute rhétorique occidentale. Une fois démontrée l'impasse communicationnelle, la principale question de cet essai sera « Comment dépasser cette impasse ? »

La raison pour laquelle la rédaction de trois essais me semble la méthode la plus appropriée à l'écriture de mon mémoire est que, pour moi, l'essai s'apparente à la dissertation, mais une dissertation libre et laissant court aux opinions de l'auteur. Ces opinions doivent être, nonobstant, étayées et justifiées par des arguments s'inscrivant dans les relations historiques, politiques, culturelles, religieuses, etc. en lien avec le thème et le sujet choisi. Un essai permet donc de mettre en forme une réflexion personnelle, de la structurer sans pour autant prétendre à l'exhaustivité. Il vise à lancer des éléments de réponses à un certain nombre de questions relatives à un sujet, que ce dernier soit à tendance philosophique, idéologique ou encore critique. L'essentiel, pour moi, est que le chercheur vienne enrichir de son point de vue (contestable ou non) la littérature d'un thème sur lequel il désire réfléchir.

Il est donc très probable que les réflexions rapportées dans chacun des trois essais soient discutables. Toutefois, le fait qu'il s'agisse d'essais ouvre la voie à ce type d'avancées cohérentes, avant tout, axées sur des choix de théories servant à illustrer le sens de mon entendement de la situation dans les Hauts Plateaux et ses répercussions au niveau local et international. Ce sens reflète la démarche réflexive personnelle avec laquelle je me sens le plus à l'aise.

La couverture de ce type de sujet étant vaste, sans doute permettait-il l'emploi d'autres approches théoriques que celles de la contextualisation et de la systémique. Cependant, étant moi-même influencée par ces cadres de réflexion, ce sont ceux qui me permettaient de m'exprimer le mieux.

J'espère ainsi, à travers ces trois essais, mener une réflexion qui ne prétend pas apporter de solution à une situation dont la complexité rend le travail des défenseurs des droits de l'homme pénible mais ô combien passionnant celui du chercheur.

ESSAI I

LE CONTEXTE ET L'IMPASSE COMMUNICATIONNELLE

ESSAI I

LE CONTEXTE ET L'IMPASSE COMMUNICATIONNELLE

INTRODUCTION

Afin de mieux cerner le sujet de ce mémoire, j'aimerais délimiter le cadre de ma recherche pour la placer dans son contexte. C'est la raison d'être de ce premier essai dont l'objectif est de révéler, d'une part, les différents éléments fondateurs de la situation que nous observons et d'autre part, la situation problème en particulier et l'objet communicationnel qui en découle. Dans le but de comprendre les phénomènes de communication entre les différents acteurs de cette recherche, j'essaierai de faire ressortir les sens qui émergent de la situation. C'est pourquoi la contextualisation, qui est une mise en relation avec des éléments constitutifs de l'environnement, semble être la méthode empirique idoine pour ce travail. De plus, elle s'inspire du constructionnisme qui est l'étude des processus de construction du sens tout en appliquant les méthodes systémiques qui décrivent les jeux d'interactions que Mucchielli appelle « *des communications-relations enchevêtrées*.³ »

En utilisant les méthodes de contextualisation, je souhaite offrir au lecteur une description précise de la situation communicationnelle autour de la problématique du peuple degar. Pour cela, je m'emploierai à décrire les différents acteurs et les relations qu'ils entretiennent au niveau institutionnel. Ce niveau institutionnel sera lui-même décrit en fonction de la position et du rôle occupé par les acteurs, soit les O.N.G. (Montagnards Foundation Inc, Human Rights Watch, Amnesty International

³ Mucchielli, Alex, *Étude des communications : approche systémique dans les organisations*.

et Transnational Radical Parti) et les O.I. (Conseil de l'Europe et Conseil des droits de l'homme). Ce sont leurs interactions communicationnelles qui constitueront le champ de cette recherche.

Une fois appliqués ces processus de contextualisation, je pourrai observer comment les communications entre ces acteurs influencent leurs visions de la situation et de sa problématique.

Pour comprendre la situation-problème du peuple degar, il est nécessaire de savoir comment les acteurs de ma recherche construisent leurs visions du monde, comment ils gèrent leurs différences d'interprétations et comment ils agissent pour résoudre les problèmes qui surviennent. Pour moi, il est essentiel de connaître leurs définitions de la situation pour les amener à communiquer et interagir pour, ensuite, la solutionner.

La situation du peuple degar n'a réellement attiré l'attention des O.N.G. de défense des droits de l'homme qu'en février 2001 suite à la répression violente par le « Cong An », la sécurité civile, d'une manifestation pacifique montagnarde qui dénonçait les violations des droits de l'homme à l'encontre de ce peuple. Après ces événements, le Vietnam s'est empressé de fermer la région, y interdisant l'accès à quiconque voulait se faire une idée de la gravité de la situation.

Depuis cette date, aucune O.N.G., aucun diplomate ni journaliste n'a pu se rendre compte du sort des Degars dans les Hauts Plateaux. Les rares rapporteurs spéciaux dépêchés par les O.I. étaient étroitement encadrés et ne pouvaient circuler en toute liberté. Quel avantage le Vietnam tire-t-il de tant de mystères ? Par ce comportement, il semble confirmer les accusations sévères de manquements aux droits de l'homme dans cette région, accusations qu'il nie pourtant fortement. Mais, fait bien plus inquiétant, les décisions prises au niveau institutionnel international donnent raison à ses agissements. Dernièrement, le Vietnam est devenu le 150^{ème} pays membre de l'Organisation Mondiale du Commerce (O.M.C.) dont les conditions d'adhésion

impliquent, pourtant, le respect et l'application des droits de l'homme. Alors, que se passe-t-il au niveau institutionnel pour que de tels faits se produisent alors que sur le terrain, le sort du peuple degar ne s'améliore pas ?

Plus nous observons le système de relations entre les différents acteurs et plus le problème communicationnel se dessine. Il apparaît que le système prend la forme d'un cercle vicieux dans lequel les communications des acteurs n'aboutissent pas. J'appelle ce phénomène l'impasse communicationnelle. Cette impasse communicationnelle se répercute à deux niveaux : le premier, étant l'impasse communicationnelle entre O.N.G. et O.I., le deuxième, étant l'impasse communicationnelle entre le groupe O.N.G. / O.I. et le gouvernement vietnamien.

Révélés par mon terrain, les cadres d'appartenance et de référence des acteurs de ma recherche dévoilent trois niveaux de discours. Chacun propose la définition de la situation qui fait sens pour lui, en suggérant des solutions en fonction de cette définition. Or, étant donné que les autres ont une définition différente de la situation, leur apparaissant plus pertinente, ils ne peuvent s'entendre sur la proposition de solution. Il s'opèrerait alors, à plusieurs niveaux, des hiatus politiques se manifestant par l'impossibilité d'accorder les discours. C'est en cela que le problème m'apparaît communicationnel. Les acteurs attachés à leurs idéaux politiques seraient fermés, ou à tout le moins campés sur leurs positions, réfractaires à la vision de la situation selon l'entendement des autres. Nous nous retrouverions face à un problème communicationnel engendré par la dimension politique et idéologique intimement liée à la nature et au rôle de ces mêmes acteurs. Il serait donc nécessaire de prendre en compte toutes les visions pour aboutir à une définition commune de la situation. Pour cela, une négociation doit s'engager pour parvenir à partager une même définition. Or, dans le cas qui nous concerne, cette négociation est, d'une part, ralentie par la nature anticomunicationnelle du système des O.I., terrain des négociations, et d'autre part, elle est impossible à établir avec le gouvernement

vietnamien qui refuse de négocier avec toute entité à même de nuire à sa politique. De là, l'impasse communicationnelle.

Afin d'éclaircir le contexte de la situation des Degars, je m'emploierai dans un premier temps à établir de manière constructionniste les différents processus communicationnels en jeu entre les différents acteurs. Ainsi, dans un deuxième temps, je pourrai procéder à la définition de la situation-problème, soit l'impasse communicationnelle.

1.1 LE CONTEXTE

Afin de bien connaître la situation dans les Hauts Plateaux (le Tai Nguyen) je souhaite avant tout présenter le peuple autour duquel s'organise tout le système interrelationnel des O.N.G., des O.I. et du gouvernement vietnamien. Une description très détaillée est nécessaire pour bien comprendre l'enjeu de la situation et mettra en évidence les points sous-jacents sur lesquels se fonde la problématique communicationnelle.

1.1.1 Qui sont les Montagnards ?

Le terme « Montagnard » renvoie à la population d'Asie du sud-est résidant dans les Hauts Plateaux de cette région du monde. C'est pourquoi dans cette partie je m'attacherai à décrire le peuple degar qui, en dépit de son appellation de Montagnard, ne représente qu'une partie de la population de ce groupe d'ethnies.

1.1.1.1 Origines

Si les Montagnards représentent une minorité à l'intérieur des frontières vietnamiennes, ils n'en sont pas moins un peuple autochtone :

« Autochthons they are indeed, yet they too come from elsewhere. We know nothing specific about their migrations. Probably some arrived from the North West and passed through the valleys of the Red River, the Mekong and the Menam. This flow could account for populations in Indochina, Borneo, and Indonesia. Whatever their origin, we know that they are the oldest inhabitants of the country and the oldest occupants of these lands.⁴ »

Ces quelques mots de Jacques Dournes viennent corroborer ceux d'anthropologues tels que Jean Michaud, Oscar Salemink ou encore Georges Condominas, tous spécialistes de ce peuple qu'ils ont côtoyé durant de nombreuses années et dont les écrits coïncident pour ce qui est de l'historicité du peuple degar. La confirmation de cette identité indigène par le corps d'experts qu'incarnent ces anthropologues est facteur de reconnaissance internationale et appuie les revendications de droit à leurs terres. Le fait que leur histoire soit associée à leurs terres, et reconnue comme telle au sein de la communauté internationale, participe à la volonté d'affirmation identitaire de ce peuple qui souhaite pouvoir vivre sur et de ses terres. De cette affirmation identitaire émerge aussi un mode de vie et des croyances différents de ceux des Vietnamiens.

1.1.1.2 Mode de vie et croyances

Il semblerait que nous ne puissions détacher mode de vie et croyances dans le contexte degar. Cependant, ces cinquante dernières années ont amené bien des changements à ce qui rendait la culture degar unique au Vietnam. Le communisme, par sa volonté de développer les minorités ethniques pour qu'elles rattrapent le niveau de la population majoritaire Kinh, a fait en sorte que la culture degar soit associée à un mode de vie et des croyances rétrogrades voire stupides. Ces connotations renvoient fortement au terme dégradant de *moï*, qui signifie sauvage, terme extrêmement péjoratif au Vietnam, et dont ce peuple souhaite se départir. Il résulte

⁴ Dournes, Jacques, *Minorities of Central Vietnam : Autochthonous Indochinese Peoples*. Minority Rights Group, Report N°18, Paris, 1980.

que la culture ancestrale a quasiment disparu avec la perte de ses terres, cependant l'abandon de cette culture n'a pas entaché la certitude d'être un peuple à part entière et d'avoir des droits. Les expropriations forcées pour faciliter l'arrivée de nouveaux habitants provenant des plaines laissent ce peuple sans ressource et la révolte contre le régime semble sans espoir. De fait, en guise de protestation, beaucoup de Montagnards se tournent vers la religion, notamment certaines formes de catholicisme et de protestantisme non autorisées par le Parti. L'importance de ce fait réside en ce qu'au Vietnam, comme dans la plupart des pays d'Asie du sud-est, la religion est pressentie comme un mode de vie – vision qui diffère en bien des points de la vision occidentale de la religion – d'où l'importance pour le gouvernement vietnamien d'en garder le contrôle absolu. À l'heure actuelle, la plupart des Montagnards emprisonnés le sont pour des raisons religieuses. De plus, la religion apparaît comme étant la seule échappatoire à leur sort. Abandonnés par les Français après la guerre d'indépendance, puis par les Américains après leur départ du Vietnam en 1975, et enfin, face à l'indifférence que suscite leur situation auprès de la communauté internationale, ils préfèrent s'en remettre à Dieu...

1.1.2 Au Vietnam

Le peuple degar compte un peu plus d'un million de personnes. Il ne représente qu'une infime partie d'une population de 65 millions d'âmes répartie à travers le massif montagneux de l'Asie du sud-est. Ce massif s'étend sur 2,5 millions de km² et comprend le Sud-Ouest de la Chine, le Nord et l'Ouest de la Birmanie (Myanmar), le Nord de la Thaïlande, l'Est du Cambodge, la quasi-totalité du Laos et le Nord et le Centre du Vietnam. L'ampleur de ce massif abrite une riche diversité physique, climatique et ethnolinguistique à laquelle appartiennent plus de 50 groupes ethniques officiellement reconnus et dont la plupart peuvent être qualifiés de Montagnards.

La majorité des 54 ethnies vietnamiennes occupent les régions montagneuses du Nord et du Centre du pays. Si les Montagnards du Nord et ceux du Centre du Vietnam revendiquent leur appartenance à un même groupe, ils n'en demeurent pas moins des peuples différents. Comme nous l'avons vu, la population montagnarde du massif de l'Asie du sud-est est tout sauf homogène et la proximité géographique des Montagnards du Nord et de ceux du Centre n'en fait pas un même groupe. Les différentes ethnies formant ces deux groupes ne partagent ni le même langage ni la même culture.

La raison qui me pousse à choisir de parler des Montagnards du Centre du Vietnam est purement fortuite car, quelles qu'elles soient, les ethnies appartenant à ces deux groupes subissent, certes à des niveaux différents, des pressions du gouvernement vietnamien. Cependant, durant mes deux années au Vietnam, ce sont les événements dans le Tai Nguyen (la région des plateaux du Centre) qui ont le plus attiré mon attention. J'ai eu la chance de côtoyer certaines minorités montagnardes du Nord sans jamais avoir eu à me justifier de ces contacts auprès des autorités locales. J'ai toujours pu me déplacer librement dans les villages de la plupart des provinces du Nord. Or, lors d'un voyage dans les provinces frontalières avec le Laos, plus précisément dans le sud de la province de Lai Chau, j'ai été interpellée par les autorités locales qui m'ont demandé le but de ce voyage, dans une région nullement touristique, ont contrôlé mes papiers et m'ont formellement interdit d'aller dans certains villages Thai qui émergeaient de la montagne et qu'elles me désignaient du doigt. En tant que française, doté d'un fort esprit de contradiction de surcroît, cette interdiction m'a frustrée au plus haut point. Qu'y avait-il donc à cacher ? Quelle raison le Parti avait-il pour interdire tout contact avec ces populations qui passaient le plus clair de leur temps dans leurs rizières à se casser le dos pour récolter de quoi se nourrir pendant l'année ? Je ne pouvais m'empêcher de faire le lien avec les événements qui venaient de se reproduire en avril 2004 dans le Tai Nguyen, ces

manifestations pacifiques réprimées avec démesure par le Cong An faisant de nombreux blessés et une dizaine de morts.

Cet épisode dans la province de Lai Chau, loin de me laisser indifférente m'a laissé un arrière goût d'injustice et d'impuissance. Je m'imaginai le bouillonnement d'émotions qui avait dû envahir les Montagnards des Hauts Plateaux pour qu'ils en viennent à se rassembler et manifester contre les oppressions gouvernementales, pleinement conscients des représailles encourues dans un régime où la Constitution interdit ce type d'actions. Cette surveillance et cette liberté conditionnelle, cette pression qui rend presque paranoïaque et que j'avais ressentie en posant les pieds sur le sol vietnamien, eux la vivaient dans une toute autre mesure depuis plus d'un demi-siècle.

1.1.3 Dans les Hauts Plateaux du Centre

Les minorités du centre n'appartiennent pas toutes au peuple degar. Tout d'abord, juste après la guerre contre les Américains qui a ravagé le pays, le gouvernement a été contraint de prendre des mesures drastiques afin de subvenir aux besoins alimentaires de la population. Dans cette optique, une partie de la population qui occupait les régions de plaines, trop densément peuplées, a été déplacée dans le Tai Nguyen. Aujourd'hui encore, cette région accueille de nombreux habitants des plaines qui se voient offrir des lopins de terre par le gouvernement. Les Kinh, la majorité ethnique au Vietnam et autrement dit les Vietnamiens, sont devenus majoritaires dans cette région du Vietnam. Ils investissent les terres ancestrales des Degars, ce qui crée des tensions entre autochtones et nouveaux arrivants. Les premiers s'estiment volés par le gouvernement qui distribue les terres sans même les consulter préalablement. Ils se sentent floués et ont le net sentiment que le gouvernement ne manifeste aucune estime à leur égard.

Pourtant, au Vietnam, les différents groupes ethniques font intégralement partie de la population, ils sont les « enfants de la nation », et en tant que tels, ils se doivent d'être éduqués pour rattraper le niveau de vie de la majorité Kinh. Cet attachement aux minorités ethniques explique en partie pourquoi le Vietnam favorise une approche gouvernementale de type paternaliste plutôt qu'une répression effrénée ou encore une épuration ethnique.

Si nous prenons en compte ce paternalisme gouvernemental, nous sommes en droit de nous demander les raisons pour lesquelles le peuple degar, peuple autochtone relégué au statut de groupe minoritaire par le gouvernement et dont les natifs sont considérés comme citoyens de seconde zone, subit de telles répressions. Quelles sont les raisons profondes qui amènent le gouvernement à s'opposer de manière aussi farouche aux revendications de droits à l'exercice de la culture de ce peuple et à la récupération de ses terres ancestrales ?

Nous savons qu'après 1975, l'État vietnamien réunifié s'empessa d'essayer de reprendre le contrôle des frontières stratégiques dans les régions montagneuses en tentant de sédentariser les communautés ethniques dans des villages, et en réinstallant un grand nombre de Kinh venant des régions densément peuplées des plaines vers les « Nouvelles Zones Économiques » que représentaient les régions montagneuses. C'est dans ces régions que le Vietnam faisait la récolte du café et du caoutchouc. Après 1990, les Hauts Plateaux du Centre – la ceinture de café du Vietnam – sont devenus un lieu convoité pour la migration engendrant, de fait, la déforestation massive, un risque accru d'appauvrissement des terres, et l'appropriation par les nouveaux arrivants de terres revendiquées par les autochtones. En 2000, le Vietnam était le premier producteur de Robusta et le deuxième producteur de café au monde, alors que dix années auparavant, sa présence sur le marché était insignifiante. Cependant, de 1995 à 2001, il a quintuplé sa superficie de production de café dont 85% de la superficie totale se situe dans les Hauts Plateaux. Cette augmentation de

l'espace dédié à la récolte du café a forcé, par la même occasion, des milliers de Montagnards à quitter leurs terres. Même si depuis 2001, le cours du café a chuté, cette denrée reste la deuxième source de devises du pays, juste après le riz. Le Vietnam cherchant à faire sa place auprès des grandes économies de ce monde, nous ne voyons pas pourquoi elle se départirait de ces terres.

1.1.3.1 Place des minorités ethniques dans la société vietnamienne et dans les Hauts Plateaux

L'article 5 de la constitution de 1992 indique que :

L'État de la République socialiste du Vietnam est un État uni de toutes les ethnies vivant ensemble sur le territoire vietnamien. Il applique la politique préconisant l'égalité, la solidarité et l'entraide mutuelle entre les ethnies en interdisant tout comportement raciste et de désunion entre les ethnies.

Toute ethnie a droit à l'usage de sa propre langue et écriture, à la préservation de son identité, à la valorisation de ses belles mœurs et traditions culturelles.

L'État applique la politique de développement de tous les domaines en faveur des membres des ethnies minoritaires en améliorant progressivement leur vie dans tous ses aspects matériels et moraux.

Si, à l'écrit cet article semble en quelque sorte progressiste, en pratique, il résonne de manière différente. Finalement, en préconisant cette égalité, cette solidarité et même cette entraide mutuelle, l'État nie en quelque sorte l'identité culturelle de ces minorités. Il est plutôt dans un processus d'assimilation culturelle des minorités, ce que met en exergue l'interdiction de « désunion entre les ethnies » puisque la majorité est elle-même considérée comme une ethnie : les Kinh. De fait, aucune ethnie ne peut exprimer un droit à la différence si celui-ci s'avère autre que folklorique et doit s'adapter au rythme et à la philosophie de vie menés par les Kinh, qui eux même composent la majorité des membres du Parti.

1.1.3.2 Les racines : l'histoire oubliée du peuple degar

Autochtones, les Degars occupaient, il y a deux mille ans, un territoire s'étendant sur une bonne partie du centre de ce qui est aujourd'hui le Vietnam. Des conflits successifs avec ce qui était alors le Royaume du Champa puis l'arrivée des Vietnamiens vers l'an 1000 a repoussé ce peuple à la frontière du Cambodge, dans les Hauts Plateaux du Centre. Dès lors, ils ne furent que très rarement en contact avec les Vietnamiens et quand ces derniers se produisaient, ils se faisaient en dehors du territoire des Hauts Plateaux. À l'époque, les Vietnamiens ne s'aventuraient guère sur ces terres qu'ils associaient au domaine des démons car les rivières qui en venaient apportaient avec elles le paludisme.

Ce n'est qu'à partir de la colonisation française – couvrant toute l'Indochine et, donc, les Hauts Plateaux du Centre du Vietnam où s'étaient réfugiés les Degars – que ce peuple fut à nouveau en contact avec l'ethnie majoritaire du pays, les Kinh, engagés comme domestiques par les colons français.

Dès lors, les Montagnards connurent une série de ruptures bouleversant leur organisation sociopolitique. La première de ces ruptures fut territoriale et se produisit alors que leurs terres devenaient accessibles. La deuxième s'effectua sur le plan religieux avec l'arrivée de missionnaires dans les années 20, convertissant la population autochtone au christianisme ou au protestantisme. La troisième eut des conséquences sur le plan politique. En effet, les Montagnards, qui jusqu'à la colonisation n'avaient connu qu'un système de chefferies de villages, durent composer le 27 mai 1947 avec une ordonnance créant le « gouvernement fédéral pour les Montagnards de l'Indochine du Sud. » Les Hauts Plateaux cessèrent d'être sous la juridiction du Commissariat de la République de l'Annam du Sud, faisant de ce peuple, enthousiasmé par cette autonomie, un allié de valeur pour les Français lors de la guerre d'indépendance – qui sera, en dépit de leur aide, remportée par le Viet Minh [le Parti communiste vietnamien], les forces de Ho Chi Minh, en 1954.

Après 1954, le gouvernement du Vietnam sud relocalisa des milliers de Vietnamiens, dépossédés durant la guerre d'indépendance, sur les terres des Montagnards. Ces derniers étant considérés comme des traites de la patrie, ils furent repoussés hors des terres cultivables des Hauts Plateaux. En 1957, ils formèrent un mouvement pacifique appelé Bajaraka militant pour leur autonomie mais dès 1958 les dirigeants de ce mouvement furent emprisonnés. À partir de 1961, les États-Unis commencèrent à recruter des Montagnards dans un but strictement militaire. Pendant la guerre du Vietnam, un nouveau mouvement de résistance s'organisa, à partir du Cambodge, contre le gouvernement vietnamien, soit le Front Unifié de Lutte des Races Opprimées (F.U.L.R.O.). Ce mouvement reprenait les revendications d'autonomie du peuple degar – mouvement initié par le Bajaraka quelques années auparavant. Après 1975, le F.U.L.R.O. continua de résister militairement contre le gouvernement de la République Socialiste du Vietnam jusqu'en 1992, année de sa reddition aux Nations Unies.

C'est ainsi que leur mode de vie traditionnel, leur lutte pour l'autonomie tout au long de l'histoire ainsi que leurs alliances avec la France et les États-Unis valurent au peuple montagnard d'être considéré par les Vietnamiens comme des sauvages – ce qui au Vietnam est extrêmement péjoratif – et une menace à la sécurité intérieure du pays.

Depuis la réunification du Vietnam en 1975, le gouvernement a commis à leur endroit de nombreuses violations des droits de l'Homme. Mais ce n'est que depuis février 2001 que leur situation a réellement soulevé l'intérêt de certaines associations humanistes.

En effet, des milliers de Montagnards se réunirent dans plusieurs villes des Hauts Plateaux pour manifester leur mécontentement par rapport à la situation actuelle et dans laquelle le gouvernement les a enfermés. Les représailles excessives de la police et de l'armée ont causé la mort de plusieurs manifestants et de multiples blessés.

Suite à ces événements, le gouvernement vietnamien a interdit l'accès à cette région, tout particulièrement aux journalistes, diplomates et représentants des Nations Unies, lesquels étaient désireux de se faire une idée de la situation.

En avril 2004, toujours pour manifester leur mécontentement, les Montagnards décidèrent de célébrer Pâques dans les rues des principales villes de la région. Les réunions et la pratique de leur religion étant interdites, la police et l'armée réprimèrent encore une fois de manière violente la manifestation, provoquant de surcroît l'indignation des O.N.G. et des organismes internationaux travaillant sur ce dossier.

La présentation de ce peuple et les relations qu'il entretient avec le Vietnam, au niveau local, seraient à elles seules un sujet de mémoire en communication. Cependant, j'ai choisi d'aborder le déplacement de ces relations au niveau international, impliquant, de fait, d'autres acteurs : le gouvernement vietnamien, les O.N.G et les O.I.

1.1.4 Les acteurs

Savoir d'où viennent les acteurs, ce qu'ils défendent, ce qu'ils revendiquent quant aux événements dans le Tai Nguyen est la première étape d'une mise en contexte. L'objectif de cet exercice est de mettre en relief les cadres d'appartenance et de référence de chacun d'entre eux.

Pour commencer, je ferai une description du gouvernement vietnamien, principal protagoniste de ma recherche car, comme nous allons le voir, de lui dépend le bon déroulement communicationnel.

1.1.4.1 Le gouvernement vietnamien

Le gouvernement vietnamien est formé des membres du parti unique, le Parti Communiste Vietnamien. Il s'agit de l'institution administrative suprême du pays qui veille à l'application des lois et de la Constitution. À sa tête, le Premier Ministre doit rendre compte de ses actions devant l'Assemblée Nationale, cœur du pouvoir législatif. Outre diriger les activités de ses ministères, gérer la construction et le développement économique du pays ou encore s'assurer de la sécurité nationale, il est censé prendre les mesures permettant de protéger les droits de ses citoyens. Or, même si ces droits font l'objet de plusieurs articles dans la Constitution vietnamienne de 1992, il semble que l'application qu'en fait le gouvernement ne correspond pas tout à fait à celle exigée par la communauté internationale.

Pour sa défense, le gouvernement invoque l'unité nationale, la stabilité politique et sociale et les impératifs d'ordre public pour justifier l'emploi de restrictions aux libertés ainsi que la surveillance policière⁵. De plus, si les libertés de croyance et de religion telles que garanties par la Constitution sont, dans leur ensemble, respectées, le régime maintient toutefois de nombreuses limitations à leur encontre. Dans les Hauts Plateaux, ces limitations deviennent des interdictions. Des rapports présentés par des O.N.G. reconnues pour la rigueur et le sérieux de leurs recherches font état d'usage de la torture et de reniements publics de leur foi, par la force, contre des Montagnards⁶.

Notons, cependant, que pour élargir l'ouverture de son économie extrêmement florissante – avec un taux de croissance de 8%, le Vietnam talonne la Chine sur le plan économique – Hanoi a du faire des concessions en matière de droits de l'homme

⁵ Les témoignages d'affectations de policiers à même le domicile de Degars ont été rapportés maintes fois...

⁶ The Human Rights Watch Report, *No Sanctuary: Ongoing Threats To Indigenous Montagnards In Vietnam's Central Highlands*, 2006.

pour pouvoir accéder à des organismes internationaux tel que l'O.M.C., dont il est membre depuis le 18 novembre 2006. Il a également repris, depuis quelques mois, le dialogue sur les droits de l'homme, avec les États-Unis notamment, et semble plus enclin à faire évoluer sa politique dans ce domaine vers un respect des normes juridiques internationales. Il a d'ailleurs très récemment indiqué qu'il comptait abandonner le décret 31/CP autorisant la « détention préventive » sans procès qu'il avait mis en vigueur il y a une dizaine d'années. Ce décret a permis au gouvernement d'emprisonner sans procès de nombreux dissidents politiques qui nuisaient au régime. Désormais, il aura l'obligation de donner la raison pour laquelle il arrête et emprisonne un individu. Nonobstant, le Vietnam n'a toujours pas aboli sa loi sur la détention préventive sans motifs autorisant la sécurité civile à détenir une personne en prison pour une période allant jusqu'à deux ans. De fait, l'O.M.C. vient d'accueillir dans ses rangs un membre bien peu scrupuleux des droits de l'homme. Si cet organisme international appuie sa politique, alors quelle autre institution pourra dissuader le Vietnam de continuer ses infractions envers sa population ?

De plus, accepter d'aborder le sujet n'implique en rien d'accepter de changer ses actions. La situation dans les régions montagneuses du Vietnam, éloignées des centres urbains, bien loin des intérêts économiques de l'État, ne semble pas affectée par les relations internationales du pays. Les comités populaires, représentations locales du Parti, sont souvent le fief de représentants plus soucieux de leurs intérêts personnels que de ceux de la population et bien peu informés de la politique extérieure du pays.

Le gouvernement revendique une amélioration sur le plan des droits de l'homme, or dans les faits, elle est largement insuffisante. C'est la raison pour laquelle les O.N.G. de défense des droits de l'homme militent pour que le Vietnam continue de figurer sur la liste des principaux violateurs de ces droits et pour que les autres États ne se laissent pas endormir par sa rhétorique tautologique.

1.1.4.2 Les O.N.G. militant pour les droits du peuple degar

Afin de procéder à la schématisation du problème lié à la situation du peuple degar, je vais décrire les principales O.N.G. militant pour la défense des droits de l'homme et les actions qu'elles mettent en œuvre pour les faire appliquer à la situation des Montagnards.

D'ampleur et de moyens différents, ces associations répondent néanmoins aux trois fondements principaux des O.N.G., à savoir qu'elles sont, tout d'abord, une manifestation du phénomène associatif international c'est-à-dire « *le regroupement de personnes privées pour défendre un idéal ou une conviction et assurer la réalisation d'un dessein commun non lucratif* »⁷. Elles sont, ensuite, de nature privée et ce dans le but de garder leur indépendance par rapport aux États même si cela n'exclut en rien les liens avec ces derniers. Enfin, elles sont construites autour de valeurs, « *lesquelles impliquent un engagement librement consenti, et la volonté fréquemment affichée d'inscrire l'action dans une dimension citoyenne* »⁸. Pour finir, soulignons que les O.N.G. ne constituent pas, en droit international, une catégorie juridique spécifique. Ce dernier point diffère du statut juridique dont répondent les O.I.

La Montagnard Foundation Inc.

La Montagnard Foundation Inc (M.F.I.) est une association privée à but non lucratif située à Spartanburg en Caroline du Sud, aux États-Unis. Elle s'est fixée pour mission de défendre la vie et la culture du peuple degar, les Montagnards des Hauts Plateaux du Centre du Vietnam. Dans cette perspective, M.F.I. aspire à restaurer, sauvegarder et veiller aux droits fondamentaux et inaliénables de ce peuple comme il l'est inscrit dans les conventions et déclarations des Nations Unies. Cette O.N.G. prône la défense

⁷ Ryfman, Philippe et Afsané, Bassir Pour, *Organisation Internationales et Organisations Non Gouvernementales : partenaires, concurrentes ou adversaires ?*, Les Cahiers Français, n°302, mai-juin 2001, p 18-27.

⁸ *loc. cit.*

du peuple degar dans un esprit respectant les conditions pacifiques et humanitaires en concordance avec la coopération internationale.

Cette O.N.G. est présidée par M. Kok Ksor, ancien membre du F.U.L.R.O. C'est ce lien entre l'ancien groupe armé et cette O.N.G. qui vaut à M.F.I. d'être taxée par le gouvernement vietnamien d'organisation terroriste. M.F.I. s'en défend, assurant militer pour les droits fondamentaux des Montagnards de manière pacifique, conformément aux méthodes prônées par le Gandhisme. L'organisation intervient auprès des Nations Unies dans des groupes de travail pour les peuples autochtones et est représentée dans de nombreuses missions permanentes.

M.F.I. est en contact constant avec les Montagnards restés dans le Tai Nguyen. Elle reçoit de nombreuses informations en provenance de la région. Les informateurs font face à de graves sanctions si jamais les militaires du Cong An apprennent leurs actions. Après vérification des informations, M.F.I. les transmet à Human Rights Watch et Amnesty International. Toutefois, il semble que Human Rights Watch soit la plus disposée à parler de la situation des Degars dans le Tai Nguyen.

Human Right Watch

Human Right Watch est une O.N.G. américaine de défense des droits humains et elle lutte pour la prévention de toute forme de discrimination, la préservation des libertés politiques, la protection des individus contre tout comportement inhumain en temps de guerre et la traduction en justice des coupables de non-respect des droits de l'homme. Elle est indépendante et ses fonds proviennent de contributions financières de particuliers et de fondations du monde entier. Elle n'accepte aucun appui financier offert par les gouvernements quels qu'ils soient.

Cette organisation enquête sur les atteintes aux droits humains et produit de nombreux rapports faisant état de certaines situations critiques au regard des droits de l'homme. H.R.W. travaille au respect des lois internationales relatives aux droits de

l'homme et veille à ce que les personnes ou les gouvernements y dérogeant soient tenus responsables de leurs actes. Pour cela, cette O.N.G. met en œuvre de nombreuses campagnes pour les droits de l'homme à travers le monde afin de recueillir le plus de soutien possible de la part du grand public qu'elle tient à conscientiser.

Dernièrement, l'organisation a publié un rapport sur la situation des Montagnards. L'auteur de ce rapport était à Phnom Penh au Cambodge et a assisté au rapatriement forcé de Montagnards vers le Vietnam où leur sort était plus qu'incertain.

Amnesty International

Amnesty international est une organisation entièrement dédiée à la protection, en toute impartialité, des droits humains. Elle est essentiellement composée de bénévoles et est indépendante de tout gouvernement, de toute tendance politique et de toute croyance religieuse. Elle milite pour un monde dans lequel tout individu bénéficierait de la totalité des droits inscrits dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et dans l'ensemble des textes de lois régissant le droit humain international. Pour cela, elle mène campagne dans le but de faire cesser toute forme d'atteinte aux droits à l'intégrité physique et mentale, à la liberté de conscience et d'expression ainsi qu'à la protection contre toute forme de discrimination.

Les méthodes d'intervention d'Amnesty International consistent à agir auprès des gouvernements, des organisations intergouvernementales, des groupes politiques armés, des entreprises et d'autres O.N.G. Elle s'efforce de faire campagne auprès de la communauté internationale dans le but de mettre au grand jour les atteintes aux droits humains en se souciant de l'exactitude, de la célérité et de la constance de ce qu'elle avance. Ainsi, par ses recherches systématiques et impartiales, elle appuie de nombreux cas individuels subissant des abus au regard du droit humain. Souvent les recherches sur un cas spécifique d'atteinte aux droits de l'homme donnent lieu à un

rapport soumis à publication. Pour ce qui est des cas individuels, ce sont les sympathisants et le personnel d'Amnesty International qui sollicitent l'opinion publique pour faire pression sur les gouvernements ou autres institutions afin que cessent les abus, souvent par l'envoi de lettres ou de pétitions.

Amnesty International concourt également à ce que les gouvernements respectent la primauté du droit et les incite à ratifier et appliquer les textes relatifs aux droits de l'homme. Dans cette perspective, elle mène une campagne d'éducation aux droits humains et elle encourage l'ensemble de la société à connaître, promouvoir et respecter les droits de l'homme.

Le Transnational Radical Parti

Le Transnational Radical Parti (T.R.P.) est un projet collectif qui se perçoit comme une réalité politique. Ce projet est reconnu par les Nations Unies en tant qu'O.N.G. – statut jamais obtenu jusqu'à présent par une organisation politique. Son objectif est de conscientiser les gouvernements et la population mondiale de l'urgence et de la nécessité d'une réelle démocratie internationale. Ce parti ne se présente plus aux élections politiques depuis 1978, et depuis 1988 il a décidé de prêter allégeance à plusieurs partis politiques. À la place, il est représenté aux parlements italien et européen.

T.R.P. est convaincu que les problèmes politiques mondiaux ne peuvent être approchés ni résolus par les moyens traditionnels mis en place par les différentes nations. Selon cet organisme, l'état actuel de la politique mondiale manque d'institutions et d'instruments juridiques et gouvernementaux transnationaux, ainsi que d'initiatives internationales. De plus, il n'existe pas de parti politique transnational capable d'organiser et de promouvoir des initiatives et des propositions aptes à dépasser les limites des territoires et des institutions politiques nationales. En effet, le T.R.P. ne cautionne pas une politique internationale où les médiations

d'intérêts ou de priorités nationales reproduisent les frontières territoriales imaginaires des États. Au contraire, il identifie l'arène internationale en tant qu'instrument conçu pour répondre aux problèmes engendrés par les faiblesses et le manque de ressources des politiques nationales.

Les O.I. observées : le Conseil de l'Europe et le Conseil des Droits de l'homme

Le Conseil de l'Europe et le Conseil des Droits de l'homme des Nations Unies (géré par le Haut Commissariat des Droits de l'Homme, le H.C.D.H.) sont des associations réunissant plusieurs États liés généralement par un traité soulignant leurs statuts. Pour que ce document entre en vigueur et prenne une valeur juridique, il doit être ratifié par un nombre établi de membres. Pour ce qui est du Conseil de l'Europe, le document duquel il tire sa légitimité est la Charte des Droits Fondamentaux adoptée en 2000, alors que pour le Conseil des Droits de l'Homme, il s'agit de la Charte des Nations Unies de 1945 et la Déclaration Universelle des Droits de l'homme de 1948. Les O.I. sont le lieu d'un consensus entre des États partageant des intérêts communs. Ces intérêts sont gérés par un appareil institutionnel permanent permettant leur réalisation.

Même si O.N.G. et O.I. diffèrent sur le plan identitaire, ils ont toutefois bon nombre de points communs en terme d'aide et d'actions sur le terrain dans les pays en difficulté. Finalement, sur le plan pratique, ce qui les distingue le plus est leur nature privée pour les premières et publique pour les secondes. En revanche, sur le plan institutionnel, ce statut fait toute la différence. C'est pourquoi une description mettant en scène les relations entre O.N.G. et O.I. pourrait baliser les écueils communicationnels d'un tel système.

Chacune des O.N.G. observées bénéficie du statut consultatif auprès du Conseil des Nations Unies pour les droits de l'homme, en revanche, seule Amnesty International a obtenu le statut participatif au Conseil de l'Europe. Dans le système des Nations

Unies, le statut consultatif varie en fonction des O.N.G. Le Conseil Économique et Social, ci-après l'É.C.O.S.O.C., l'organe supervisant les activités du Conseil des droits de l'homme, en a instauré trois niveaux : le statut consultatif général, le statut consultatif spécial et la liste. Le statut consultatif général est attribué aux O.N.G. dont les activités relèvent de l'ensemble des domaines encadrés par l'É.C.O.S.O.C. Les O.N.G. bénéficiant de ce statut ont à peu près les mêmes fonctions et pouvoirs que les États membres. Ainsi, elles peuvent soumettre au Conseil des droits de l'homme des communications écrites ou des pétitions et proposer des points à l'ordre du jour du Conseil. Les O.N.G. dotées du statut consultatif spécial peuvent également soumettre des communications écrites et des pétitions mais n'ont aucune influence sur l'ordre du jour. Le Conseil fait généralement appel à elles quand les sujets traités concernent spécifiquement leur domaine d'action ; domaine dans lequel elles se sont internationalement affirmées. Enfin, les O.N.G. figurant sur la liste participent régulièrement aux activités de l'É.C.O.S.O.C. Cependant, ces dernières ne peuvent que soumettre des communications écrites.

Pour ce qui est du Conseil de l'Europe, les O.N.G. ne disposent pas d'un statut consultatif mais participatif. Ce dernier est accordé aux O.N.G. particulièrement représentatives dans le domaine de leurs compétences ainsi que sur le plan européen. Les O.N.G. bénéficiant de ce statut sont invitées à participer aux différents comités du Conseil et à s'impliquer directement auprès de ces derniers, que ce soit dans la définition des politiques, des programmes ou encore des actions du Conseil. Compte tenu de la diversité du champ d'action du Conseil, les O.N.G. ont formé des regroupements d'action en fonction de leur domaine d'activité, ce qui facilite grandement la communication entre les différents services du Conseil et améliore l'efficacité du processus de consultation et de coopération avec les O.N.G. Les droits de l'homme forment l'un de ces regroupements et à ce jour, des O.N.G. incluses dans ma recherche, seule Amnesty International possède le statut participatif auprès du Conseil de l'Europe.

L'objectif de cette partie est de montrer les associations et partenariats entre les O.N.G. Certaines d'entre elles n'ont pas de statut auprès des O.I. et doivent donc s'allier avec les O.N.G. bénéficiant de ces statuts. Ceci constitue un premier fossé à franchir : il est nécessaire de tisser des liens avec des O.N.G. qui partagent le même intérêt pour un domaine et ont les moyens et la volonté de représenter la cause commune auprès d'un O.I. Arrivée devant ce dernier, la cause doit se faire entendre. Souvent, en plus des communications orales ou écrites qu'elles soumettent à l'assemblée, les O.N.G. vont pratiquer le lobbying. Cette pratique implique le maintien des contacts avec les membres des Conseils en dehors des sessions afin de les sensibiliser davantage à une cause, et si possible de les convaincre, afin que ces derniers votent pour des résolutions allant dans le sens d'une plus grande protection des droits de l'homme. Dès lors, imaginons le nombre de sollicitations dont sont sujets les membres des Conseils... Combien de temps les O.N.G. passent-elles à tenter de convaincre et à attendre que leur cause soit entendue puis débattue, puis votée avant que ne soit envoyé un expert sur les lieux ? Autant s'allier avec des O.N.G. puissantes et ayant le statut consultatif général ou participatif, car l'important est de faire passer le message... oui, mais à qui ?

Qui ou quel organisme est reconnu des trois parties (O.N.G., Gouvernement vietnamien, Montagnards) pour parler au nom du peuple degar ? Sur quelle scène institutionnelle devrait se tenir une éventuelle rencontre entre ces trois parties ?

1.1.5 La situation-problème

Les O.I., c'est-à-dire le H.C.D.H. et le Conseil de l'Europe sont la base institutionnelle sur laquelle se créent les relations entre les O.N.G. observées. Cette base institutionnelle est normative. Elle est fortement influencée par le système démocratique occidental dans son mode de fonctionnement.

Fondés en vertu de chartes ou de traités, ces organismes sont le résultat de la collaboration entre les grandes puissances internationales pour réguler les relations interétatiques. Dans le cas qui nous concerne, il s'agit de chartes et de traités relatifs aux droits de l'homme. Or, même si l'époque à laquelle nous vivons aujourd'hui connaît l'émergence de nouvelles puissances, notamment en Asie, l'ordre mondial demeure actuellement sous le joug des règles occidentales. Sur le site Internet du H.C.D.H., à propos de ce dernier, nous pouvons lire :

La vision des Nations Unies est celle d'un monde où tous les hommes jouiraient pleinement du respect et de l'exercice des droits de l'homme dans un climat de paix universelle. Le Haut-Commissaire ouvre [sic] pour que cette vision reste un objectif en encourageant systématiquement la communauté internationale et les États membres de celle-ci à faire appliquer les normes universellement approuvées des droits de l'homme.

Notre rôle consiste à alerter les gouvernements et la communauté internationale face à la réalité quotidienne, à savoir que ces normes bien trop souvent méconnues ou restent lettre morte, et à être la voix de tous ceux qui dans le monde sont victimes d'une violation des droits de l'homme. Notre rôle, c'est aussi de faire pression sur la communauté internationale pour que celle-ci prenne des mesures susceptibles de prévenir de telles violations, notamment en soutenant le droit au développement⁹.

Des normes donc... mais comment les acteurs de la scène internationale combinent-ils ces normes à leurs enjeux ? De ces enjeux dépendent aussi les relations et la vision de la situation. Mucchielli affirme qu'« *une situation-problème est toujours situation pour un acteur social et, un acteur social est acteur social pour et dans une situation.*¹⁰ » Nous allons voir que les acteurs que nous observons n'ont pas toujours la même vision de la situation en fonction d'enjeux, de positions et de relations différentes. Nous allons voir que ces différences sont particulièrement présentes entre les O.N.G. et les O.I., d'une part et d'autre part, entre le groupe O.N.G. / O.I. et le Gouvernement vietnamien. Ces oppositions seraient, selon moi, les manifestations

⁹ <http://www.ohchr.org/french/>

¹⁰ Mucchielli. Alex, *Étude des Communications Approche par la contextualisation*, Armand Colin, Paris, 2005.

d'une impasse communicationnelle se répercutant à ces deux niveaux. C'est ce que nous nous employons à décrire plus en détail maintenant.

1.2 LA DOUBLE IMPASSE COMMUNICATIONNELLE

Avant de décrire les relations communicationnelles qu'entretiennent les acteurs de ma recherche, j'aimerais évoquer un point qui, pour moi, témoigne de la fermeture de l'environnement institutionnel que je voulais observer. Il me semble que la difficulté à rencontrer mes intervenants en terrain révèle à quel point appartenir au « clan des avertis » est essentiel. La raison pour laquelle j'avais choisi d'aborder mon terrain de manière anthropologique se justifiait donc. Cependant, j'avais été trop ambitieuse. Un terrain de trois mois peut-il prétendre au qualificatif anthropologique ? Il peut être tout au plus une observation participante, et même à cela, la durée de mon terrain ne m'a pas permis de prétendre à cette méthode pourtant valide pour une analyse anthropologique. Voici pourquoi :

1.1.6 Un objet de recherche difficile à observer

1.1.6.1 Les aléas du terrain

Mon terrain s'est déroulé du 19 décembre 2005 au 29 mars 2006, en France. Initialement, ce dernier prévoyait une observation participante au sein d'une O.N.G. de défense des droits de l'homme et des peuples autochtones à partir du Cambodge, à Phnom Penh. Ce choix géographique était justifié car la réalisation d'un tel terrain s'annonçait stérile à partir du Vietnam en raison de l'inexistence sur le territoire vietnamien d'O.N.G. de défense des droits de l'homme. En effet, le Parti, instance suprême au pouvoir, n'admet pas la présence de tels organismes qui selon lui remettent en cause la stabilité du pays et constituent une menace pour la sécurité nationale. Au Vietnam, les individus ou les organismes qui remettent en question les politiques gouvernementales encourent de lourdes représailles, conséquences d'un

marasme politique se cachant derrière des lois ambiguës. Les formulations vagues de ces dernières autorisent de nombreuses interprétations quant au caractère des faits répressibles liés à la sécurité nationale.

De fait, en raison du peu d'ouverture que présentait le Vietnam pour ce terrain, j'avais donc décidé de quêter les informations à partir du Cambodge où de nombreux Montagnards venaient grossir les effectifs des camps de réfugiés chapeautés par le Haut Commissariat aux Réfugiés (U.N.H.C.R.) dans les régions frontalières de Mondolkiri et de Rathanakiri. Or, dernièrement, les pressions que subit cet organisme quant à l'accueil réservé aux réfugiés ainsi que la corruption soutenue par certains de ces fonctionnaires dans les camps de réfugiés et le renvoi de certains Montagnards au Vietnam sans que leur sécurité ne soit totalement assurée, a rendu mon arrivée dans cet organisme peu souhaitable. Mon stage a été refusé.

1.1.6.2 Un réseau de personnes

C'est en cherchant d'autres organismes de défense des droits de l'homme que je me suis rendue compte que beaucoup d'entre eux, non autorisés à exercer au Vietnam, avaient choisi la France pour poursuivre leurs activités. Ainsi, j'ai pu contacter une militante appartenant à l'association Alliance Vietnam Liberté, dont l'objectif principal est l'instauration d'une démocratie pluraliste au Vietnam prenant en compte la liberté et les droits de l'homme, la justice sociale et le développement de l'économie de marché. La deuxième association que je suis parvenue à contacter est le Comité pour la Défense des Droits de l'Homme au Vietnam (C.D.D.H.V.), rattaché à la Fédération Internationale pour les Droits de l'Homme (F.I.D.H.). Ce comité milite principalement pour une prise de conscience internationale sur la situation des droits de l'homme au Vietnam, le soutien aux victimes des violations des droits de l'homme et la promotion de la démocratie dans ce pays. Enfin, l'association dont le témoignage revêt un caractère essentiel pour ma recherche est, sans conteste, la Montagnard Foundation Inc. Le président de cette association est M. KOK Ksor,

ancien membre du F.U.L.R.O. (Front Unifié de Lutte des Races Opprimées), qualifié de terroriste au même titre que M. VO Van Ai (Président du C.D.D.H.V. et vice-président de la F.I.D.H.), dans un Livre Blanc publié en juillet 2005 par le Parti Communiste Vietnamien. Les quelques conversations échangées avec ces représentants m'ont éclairée sur un certain nombre de points et ont quelque peu réorienté mes perspectives heuristiques. Cependant, ces échanges ont confirmé l'hypothèse que non seulement, les O.N.G., les Montagnards et le Gouvernement Vietnamien ne s'accordent pas sur les tenants et les aboutissants de cette crise dans les Hauts Plateaux, mais qu'en plus les O.N.G. de défenses des droits de l'homme au Vietnam avaient chacune leur propre cheval de bataille¹¹. Toutes étaient parfaitement au courant des activités exercées par les autres, se soutenant mutuellement ou faisant valoir leurs causes conjointement lors de rassemblements sans toutefois travailler ensemble. J'ai également pu constater que la plupart des activistes appartenaient à plusieurs groupes à la fois. À ce titre, M. VO Van Ai, le Président du C.D.D.H.V. et représentant de l'Église Bouddhique Unifiée du Vietnam est-il certainement le meilleur exemple car il est impliqué dans au moins trois O.N.G. différentes, à savoir la F.I.D.H., le C.D.D.H.V. et le Parti Radical Transnational. Ces trois O.N.G. interviennent auprès de l'Union Européenne et des Nations Unies.

Ainsi, du peu de rencontres que j'ai réussies à faire, il est ressorti que le réseau d'O.N.G. que je cherchais à intégrer était surtout un réseau de militants. Alors que je m'attendais à trouver des structures organisées, je faisais face à un ensemble de personnes ayant pour objectif commun de faire cesser les violations des droits de l'homme au Vietnam mais qui, finalement, s'impliquaient individuellement. Bien que chacun soit conscient des actions des autres, il n'y a pas de partenariat entre les O.N.G. Cependant, ces militants partagent les mêmes idées voire les mêmes valeurs et nous pouvons retrouver plusieurs d'entre eux participer en leur nom (et non en

¹¹ Allant de la cyber dissidence à la liberté de religion.

celui de l'O.N.G. ou de l'association qu'ils ont fondée) au Transnational Radical Parti, O.N.G. que nous retrouvons dans mon corpus. Si je voulais faire une observation participante, alors il fallait que moi-même je devienne militante. C'était la seule manière pour moi de justifier l'orientation anthropologique que je souhaitais donner à ma recherche.

1.1.6.3 La méfiance

La plupart des militants à qui j'ai parlé sont qualifiés de terroristes par le gouvernement vietnamien en raison de leur opposition au régime. Dans le cas de M. Kok Ksor, c'est son adhésion au F.U.L.R.O. qui lui vaut ce titre. Le Vietnam utilisant toute une palette de méthodes d'intimidation à ne pas prendre à la légère, mes intervenants étaient donc extrêmement froids et méfiants face à cette soudaine démonstration d'intérêt pour leurs activités. Je n'aurai finalement réussi à rencontrer le président de la Montagnard Foundation Inc que très récemment, après qu'il eut connu le fondement de mes intentions. Après cela, il aura été très coopératif. Signe particulièrement encourageant de cette confiance, M. Ksor me tient informée de ses activités et déplacements alors même qu'il tient à divulguer le moins possible ces renseignements pour des raisons de sécurité.

1.1.6.4 Le choix de l'engagement

Ce qui m'est apparu le plus difficile lors de ce terrain, c'est la constante remise en question de mes prévisions. L'inscription sur le papier n'est malheureusement pas gage de réalisation de projet. D'un terrain que j'espérais à tendance anthropologique, je suis passée à une recherche essentiellement documentaire à tonalité sociopolitique. J'ai principalement étoffé mon corpus d'articles de presse ou de revues spécialisées, de conventions et déclarations internationales, de sites Internet, etc. J'ai également découvert de nouveaux auteurs, surtout des anthropologues spécialistes des peuples montagnards d'Asie du Sud-est, à inscrire dans ma bibliographie.

La réalisation d'un terrain anthropologique demande du temps. Les trois mois que j'avais prévus n'approchent même pas de la période minimale d'un terrain à caractère anthropologique. Je suis donc passée à une autre stratégie, sans doute plus engagée que celle que je m'étais imaginée. La méthode anthropologique m'apparaissant toujours la meilleure, je me suis résolue à faire du réseau de ces O.N.G. et associations le terrain nécessaire à la réalisation de ma recherche. Pour ce faire, mon intégration personnelle au sein de ce réseau, au titre de chercheur¹² et identifiée comme tel par les acteurs de ma recherche, s'inscrirait dans le temps et m'attirerait sans doute plus facilement la confiance nécessaire à la quête de données substantielles. De fait, aujourd'hui je communique toujours régulièrement avec mes intervenants et leur fait également part de l'avancement de ma recherche.

Cette méthode me permet d'être moi-même un maillon du système de relation que je désire observer. Mais...

1.1.6.5 L'éloignement de mon objet d'étude

J'avoue que l'éloignement géographique de mon objet ainsi que le temps passé à essayer de tisser des liens avec mes intervenants, toujours par monts et par vaux, à régulièrement militer sur presque tous les continents, a fini par me décourager. Cette difficulté à les rejoindre me conforte également dans la certitude que l'information me file entre les doigts tout comme mes intervenants. Ce qui me dérange le plus c'est que je sais que les rassemblements auxquels ils participent ne leur laissent que très peu la parole pour évoquer les droits de l'homme au Vietnam. Cette régulation du temps de parole, quand celle-ci est accordée, est une caractéristique liée à l'impasse communicationnelle.

¹² Les différents intervenants rencontrés étaient particulièrement sensibles au fait d'intéresser la communauté universitaire.

1.1.7 Le premier niveau de l'impasse communicationnelle : O.N.G. versus O.I.

1.1.7.1 Liens diplomatiques entre les États membres des O.I.

Depuis les années 80, l'État de droit, c'est-à-dire l'État assujéti au droit et qui agit au moyen du droit, est devenu la norme sur le plan international. Comme le souligne Jacques Chevallier « *l'État de droit est devenu une référence incontournable, un des attributs substantiels de l'organisation politique, au même titre que la démocratie, avec laquelle il entretient des rapports complexes.*¹³ » Peu à peu, au sein de la communauté internationale, s'est élevé un discours dont le but est la légitimation et l'imposition d'une autorité politique correspondant au courant actuel du libéralisme. Les États en marge de ce courant voient leur fiabilité mise à l'épreuve et font face à une méfiance due à la crainte de la possible oppression dont ils pourraient être capables. De fait, le modèle libéral tend à s'imposer comme le seul modèle légitime sur la scène internationale et s'oppose au totalitarisme et à l'autoritarisme.

C'est ainsi que les États-membres des O.I. doivent se soustraire à des règlements qui s'inscrivent dans la lignée du libéralisme et où l'État de droit s'impose comme la condition *sine qua non* pour manifester de la crédibilité politique auprès des autres États. Aussi, l'État de droit devient un enjeu en ce que chacun cherche à s'assurer le monopole de la définition qu'il en a. Or, les définitions varient. Elles diffèrent notamment au gré de la coopération et de la concurrence que se livrent les acteurs politiques.

Les O.I. se trouvent être la scène de relations diplomatiques où se créent des associations entre États-membres partageant des intérêts communs. Ces intérêts se situent souvent sur le plan économique. De fait, quand les O.N.G. mettent l'accent sur les infractions de certains pays, remettant en cause leur adhérence au concept d'État de droit, alors il est probable qu'elles aient à faire face, non pas seulement au pays en

¹³ Chevallier, Jacques, *L'État de droit*, Montchrestien, Clefs - politique, Paris, 1999.

question, mais à une association d'États-membres protégeant leurs intérêts. De fait, les liens diplomatiques sont souvent le premier obstacle auquel se heurtent les O.N.G. quand elles veulent dénoncer les agissements d'un État envers sa population.

1.1.7.2 Le caractère anticomunicationnel du mode de fonctionnement des O.I.

Le deuxième obstacle rencontré par les O.N.G. est le système de fonctionnement des O.I. Non seulement les O.N.G. réagissent plus rapidement que les O.I. aux situations d'urgence mais de surcroît, au lieu de les aider dans la progression rapide de leurs actions, les O.I. ont tendance à ralentir le travail en raison de leur lourdeur administrative et protocolaire. Souvent, faire passer une communication pour que celle-ci puisse être entendue relève du parcours du combattant.

Prenons l'exemple du Conseil des Droits de l'Homme : une fois par an, un groupe de travail est formé par la sous-commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme. Ce groupe de travail des communications se rassemble pour examiner les plaintes émanant de particuliers ou d'O.N.G. Il examine aussi ce que les gouvernements avancent pour leur défense. Si le groupe de travail considère que des manquements aux droits de l'homme sont manifestes, au regard de preuves jointes à la communication, alors il envoie le dossier au groupe de travail des situations. Ce dernier est composé de cinq représentants régionaux qui se réunissent au minimum un mois avant l'ouverture du Conseil des Droits de l'Homme. Ce sont eux qui décident si un dossier peut lui être présenté ou non. C'est lui qui a le pouvoir de renvoyer ou non ce dossier à l'É.C.O.S.O.C. Toutes ces étapes sont strictement confidentielles. Et c'est seulement si, au cours de ce processus, la situation n'a pas été rétablie que l'affaire est portée à l'attention de la communauté internationale.

Ce processus est si fastidieux, si long, que bien souvent il est trop tard pour faire quoi que ce soit et les interventions ne sont plus adaptées à la situation, voire, n'ont plus de raison d'être. Aussi, à ce stade, les relations diplomatiques, vues plus haut, s'avèrent

redoutables. Que faire si l'un des représentants dans un groupe de travail est ressortissant du pays violateur ? L'inquiétude et les critiques à l'encontre du Conseil des Droits de l'Homme sont valables si nous considérons que la décision finale quant à une situation revient à des membres du Conseil tels que la Chine, Cuba, le Nigeria, l'Arabie Saoudite ou encore la République de Corée, qui comptent parmi les principaux violateurs des droits de l'homme.

1.1.8 Le deuxième niveau de l'impasse communicationnelle : le groupe O.N.G./O.I. versus le gouvernement vietnamien

Les organisations font face au mutisme d'un gouvernement pour qui tout opposant constitue un ennemi du régime, donc un individu ou un organisme avec qui le dialogue ou la négociation n'est pas envisageable. L'article 13 de la Constitution de 1992 du Vietnam, contrairement à la plupart de ce qui est édicté dans ce document, est remarquablement clair à ce sujet :

La Patrie vietnamienne est sacrée et inviolable.

Toute tentative ou tout acte de nuire à l'indépendance nationale, à la souveraineté nationale, à l'unité, à l'intégralité territoriale du Vietnam ou à l'oeuvre d'édification et de défense de la Patrie socialiste du Vietnam doivent être punis sévèrement conformément à la loi.

N'acceptant aucune remarque teintée de critique, le Vietnam est un interlocuteur susceptible. Dans le but de l'amener à négocier, les États-membres des O.I. essayent de le ménager en adoucissant les accusations alléguées par les O.N.G., car à l'orée de son entrée dans l'O.M.C., il devient un partenaire économique séduisant. Cependant, avant d'envisager des négociations, il serait bon que les parties ajustent leurs discours et que chacune voit la situation d'un même œil.

1.1.8.1 Les discours discordants

Tout d'abord, il apparaît qu'aucune des trois parties concernées, les organisations, les Montagnards et le gouvernement vietnamien, ne parlent de la même chose. Les O.N.G. et les O.I. parlent de droits de l'homme, les Montagnards de droits des peuples et minorités et le Parti vietnamien crie au terrorisme, terme très à la mode à l'heure actuelle pour légitimer des décisions politiques. Il semble nécessaire de définir la situation telle qu'elle est réellement, sur le plan politique et humain en faisant état des diverses positions des intervenants sur le problème, les irritants et les solutions envisagées. Observons les discours en place.

O.N.G. : la plaidoirie en faveur des droits de l'homme

Les O.N.G. appartenant à mon corpus sont occidentales ou bien côtoient étroitement le milieu occidental et partagent une même vision des droits de l'homme : celle à tendance universaliste. De plus, elles insistent sur le fait qu'elles militent pour que les abus du gouvernement vietnamien envers la population degar cessent. Elles mettent particulièrement l'accent sur le respect de la liberté d'expression et de religion surtout quand elle se fait de manière pacifique. Au Vietnam, la Constitution reste très floue à propos de ce sujet et va à l'encontre des règles du droit international. C'est ce pour quoi militent ces O.N.G.

Montagnards : la quête de reconnaissance historique, culturelle et politique pour le droit à l'existence de leur peuple

Bien que certains Montagnards revendiquent l'autonomie de leur territoire, la tendance générale est moins extrémiste. Les Degars demandent que le Vietnam tiennent ses engagements vis à vis des différents traités qu'il a signés et auprès desquels il s'est engagé. Il est également redevable auprès de la communauté internationale de ses actions envers les minorités qui peuplent son territoire car il est l'un des pays signataires de la Convention internationale sur l'élimination de toutes

formes de discrimination raciale. Le peuple degar demande donc que le Vietnam respecte ce que stipule l'article 1 de cette convention, à savoir « *la reconnaissance, la jouissance ou l'exercice, dans des conditions d'égalité, des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans les domaines politique, économique, social et culturel ou dans tout autre domaine de la vie publique.* » Ces revendications s'accompagnent de celles pour le droit à la liberté de religion et à la pleine jouissance de leurs terres ancestrales.

Les revendications du peuple degar vont de pair avec celles que mettent en avant les O.N.G. Cependant, quand les O.N.G. traitent de droits de l'homme, les Degars, eux, en appellent aux droits des peuples autochtones et des minorités.

Gouvernement vietnamien : la non négociation avec les « ennemis » du Parti, discours mû par la tendance politique au pouvoir.

Le régime vietnamien est de type totalitaire. De fait, il ne tolère aucune ingérence dans ses affaires d'État puisque le Parti détient les pleins pouvoirs. Les remarques provenant d'autres États ou d'O.N.G. / O.I. sont donc très mal reçues. De plus, le régime estime être dans son bon droit, jugeant appliquer dans les règles l'article 5 de la convention de 1992. Rappelons toutefois la nature imprécise et équivoque de ce texte.

Il se targue également d'avoir mis en place un Comité Gouvernemental des Ethnies Minoritaires. Le ministre Président de ce comité est M. Ksor Phuoc, un Montagnard des Hauts Plateaux du Centre. D'un point de vue occidental, toutes ces mises en place ne représentent qu'une mise en scène qui ne trompe personne. Cependant, si nous nous référons aux valeurs confucéennes qui régissent la vie sociale de ce pays et pour lesquelles une apparence irréprochable est de mise, nous nous rendons compte qu'elles se répercutent immanquablement dans leur application politique. Le Vietnam applique ces valeurs auprès de son peuple, qui les reçoit tout à fait naturellement, et

fait de même dans ses relations extérieures, créant un malaise lorsque ces valeurs rencontrent les valeurs occidentales.

1.1.8.2 Définitions différentes des mots et de la situation.

Au cours de mon terrain, j'ai eu l'occasion d'observer que les acteurs, O.N.G. / O.I. et gouvernement vietnamien, utilisaient les mêmes expressions mais le faisaient dans des contextes différents, adaptant les définitions à leur perception de la situation. Ces variantes m'ont semblé être un moyen de tourner la situation à leur avantage. Ainsi, chaque partie invoque le fait que tout ce qui ne leur est pas pertinent est hors propos. Ceci est une autre manifestation de l'impasse communicationnelle. Nous la retrouvons particulièrement au moment de définir la nature minoritaire ou indigène du peuple montagnard. Cela a un impact direct quant aux droits qui leur reviennent. Doit-on parler de droit de l'homme, de droit des minorités ou bien de droits des peuples autochtones ?

Groupe ethnique minoritaire ou peuple autochtone ?

Pour des raisons d'unité de la patrie, le Vietnam ne reconnaît pas l'indigénisme du peuple degar. Comme nous l'avons vu, maintenir le statut de groupe ethnique minoritaire pour ce peuple permet au gouvernement de légaliser ses actions dans les Hauts Plateaux. Pourtant, l'Union Européenne et les Nations Unies s'accordent sur la nature autochtone du peuple degar. Preuve en est la participation de la Montagnard Foundation Inc dans le groupe de travail pour la déclaration des droits des peuples autochtones.

La différence entre un groupe ethnique minoritaire et un peuple autochtone, bien que les deux termes soient souvent amalgamés, réside dans la dimension d'appartenance d'un peuple à un territoire. Cette notion est absente dans la définition de groupe ethnique à l'intérieur d'un pays. Barth le définit comme une population qui :

- 1 / se perpétue biologiquement dans une large mesure,
- 2 / a en commun des valeurs culturelles fondamentales, réalisées dans des formes culturelles ayant une unité manifeste,
- 3 / constitue un espace de communication et d'interaction,
- 4 / est composée d'un ensemble de membres qui s'identifient et sont identifiés par les autres comme constituant une catégorie que l'on peut distinguer des autres catégories de même ordre.¹⁴

Cette définition convient également au peuple autochtone excepté que ce dernier, en plus de ces caractéristiques, désigne aussi les premiers habitants d'un pays. Le groupe de travail des Nations Unies sur les populations autochtones définit ces dernières comme :

celles qui, liées par une continuité historique avec les sociétés antérieures à l'invasion et avec les sociétés précoloniales qui se sont développées sur leurs territoires, se jugent distinctes des autres éléments des sociétés qui dominent à présent sur leurs territoires ou parties de ces territoires et elles sont déterminées à conserver, développer et transmettre aux générations futures leurs territoires ancestraux et leur identité ethnique qui constituent la base de la continuité de leur existence en tant que peuple, conformément à leurs propres modèles culturels, à leurs institutions sociales et à leurs systèmes juridiques.¹⁵

Avec une telle définition, et rappelons que la Montagnard Foundation Inc fait partie de ce groupe de travail, il n'est somme toute pas très surprenant que le Vietnam, au regard de son régime, soit totalement contre la reconnaissance des Degars comme peuple autochtone. Ajoutons qu'en ratifiant la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, le Vietnam soutient le droit à l'autodétermination des peuples. Si le gouvernement vietnamien reconnaissait l'indigénisme des Degars, alors, il serait soumis au respect du droit des peuples.

¹⁴ Barth, Fredrick, *Les Groupes Ethniques et leurs frontières*, In *Théorie de l'Ethnicité*, Presses Universitaires de France, Paris. 1995.

¹⁵ <http://unesdoc.unesco.org/images/0012/001237/123744f.pdf>

Droits de l'homme, droits des minorités ou droits des peuples autochtones ?

Il semblerait également, qu'étant donné les divergences de reconnaissance de l'indigénisme des Degars, les acteurs de ma recherche s'en remettent à plusieurs formes de droits, mélangeant droits subjectifs (droits de l'homme) et collectifs (droits des minorités et droits des peuples autochtones).

Ainsi, j'ai souvent lu que les droits de l'homme étaient invoqués sans distinction avec le droit des minorités pour parler de la situation du peuple degar.

Au cours de mes recherches, les différents documents traitant des droits des Montagnards ont révélé à quel point les cultures occidentales et confucéennes jouaient un rôle majeur dans la perception de la situation de ce peuple. En fonction de leur culture, les acteurs invoquent un droit plus qu'un autre. Selon moi, un parallèle entre l'importance accordée à un droit plus qu'à un autre révèle la mouvance culturelle mondiale actuelle. La norme, sur le plan institutionnel et international aujourd'hui, implique que les relations internationales s'effectuent dans le respect des droits de l'homme tels qu'entendus par le pôle occidental. Les droits de l'homme sont désormais plus qu'un concept occidental puisque certains auteurs parlent même de paradigme des droits de l'homme. De fait, leurs fondements sont de plus en plus critiqués par les pays non occidentaux.

De plus, lors de mes entrevues, je voulais savoir plus particulièrement si les O.N.G. militaient pour les droits de l'homme ou pour les droits du peuple degar – le terme droit des minorités n'était même pas évoqué puisque pour elles, les Degars ne sont pas une minorité mais un peuple autochtone – et les réponses obtenues étaient confuses. Les O.N.G. militent pour les droits de l'homme parce que les Degars subissent toutes sortes de traitements contraires à ce qui est édicté dans la Déclaration de 1948, cependant, elles militent pour que ces abus cessent envers un peuple. Ainsi, il semble que la ligne entre le militantisme humaniste et le militantisme

politique soit parfois difficile à définir. Toutefois, avouons que les deux sont étroitement liés dans cette situation.

CONCLUSION

Ces quelques pages avaient pour objectif de définir le contexte situationnel montagnard et comment, dans cette optique, s'engageaient les O.N.G. et le gouvernement vietnamien sur la scène institutionnelle des O.I. pour définir la problématique de cette situation. En m'inspirant de la méthode communicationnelle de l'approche par la contextualisation avancée par Mucchielli, ce premier essai s'inscrit dans la première application méthodologique de description du contexte menant à la situation problème. Ainsi nous avons vu que la problématique se résume à la volonté du peuple degar à voir ses droits fondamentaux, sa culture et son histoire reconnus par la communauté internationale. Or, ce peuple fait face à un blocage des négociations à propos de sa situation que nous appelons l'impasse communicationnelle. Cette impasse se manifeste sur deux niveaux, le premier étant la difficulté des O.N.G. et des O.I. d'adapter mutuellement leurs modes de fonctionnement non seulement pour des raisons administratives mais aussi pour des stratégies diplomatiques. Le deuxième obstacle rencontré, une fois accordés O.N.G. et O.I., est le mutisme vietnamien, manifestation de sa résistance à laisser sa souveraineté être entamée.

L'impasse communicationnelle est également source de découragement et en dépit du militantisme affirmé des O.N.G., ces dernières sont affectées par la désillusion. Si elles ne parviennent pas à dépasser cette impasse elles craignent qu'il ne soit trop tard pour la survie du peuple degar. Les manquements aux droits de l'homme dans cette région du monde impliquent la stérilisation forcée des femmes. Les rapports d'Amnesty International et Human Rights Watch témoignent de ces violations et la communauté internationale ne peut prétendre ignorer la situation. Pourtant, au lieu de

dissuader le Vietnam de ce que les O.N.G. n'hésitent pas à appeler un nettoyage ethnique, la communauté internationale encourage le gouvernement à perpétuer ses actions dans les Hauts Plateaux. Récemment admis au sein de l'O.M.C., le Vietnam devient intouchable sur le plan diplomatique et économique en ce qui concerne les droits de l'homme. Que dénoncer si, au regard de ce qu'exige l'O.M.C. en matière de respect des droits de l'homme, le Vietnam fait office de bon élève ? Cette année, la communauté internationale a décidé de récompenser le Vietnam pour ses avancements quant aux droits de l'homme. Il est vrai que pour maximiser ses chances d'intégrer l'O.M.C., le gouvernement vietnamien a assoupli quelques-unes de ces lois notamment en matière de cyberdissidence. Cependant, dans le même temps, la région des Hauts Plateaux demeure fermée et les nouvelles qui parviennent à franchir les frontières grâce à des informateurs sur le terrain, risquant leur vie et celle de leur famille, ne sont guère réjouissantes.

Il apparaît donc qu'un déblocage de la situation s'avère nécessaire pour relancer les activités de défense des droits de l'homme pour ce peuple. Pour cela, toujours en suivant l'approche des communications en jeu par les méthodes de contextualisation, il est requis de placer la situation au regard d'un contexte encore plus large. Cette méthode s'applique relativement bien au sujet de ma recherche puisque, selon moi, le contexte institutionnel m'apparaît insuffisant pour expliquer les raisons profondes de l'impasse communicationnelle. Cette dernière est, toujours selon moi, la manifestation de visions du monde et de cadres de références qui s'opposent et qui prennent racine dans la part culturelle du cadre d'appartenance. En effet, il n'est rien étonnant qu'il se produise un blocage entre les O.I. dominées par la culture occidentale et le Vietnam, culture orientale de type confucéenne. N'oublions pas non plus que le gouvernement vietnamien prône la doctrine communiste de type marxiste-léniniste et qu'à ce titre les droits de l'homme ne représentent qu'une invention des sociétés capitalistes. De plus, dans le but de parvenir à une société égalitaire et de mettre fin à la lutte des classes, l'homme doit se soumettre à la classe ouvrière pour

que cesse l'exploitation de l'homme par l'homme. C'est pourquoi dans la pensée communiste les termes de « droits de l'homme » ne figurent pas. Si nous ajoutons à cela le caractère collectiviste des sociétés confucéennes, dont l'élément central se trouve être le groupe et non l'individu comme dans beaucoup de sociétés occidentales, alors sans doute comprendrons-nous mieux les écarts et les divergences de points de vue qui ressortent dans les discours des acteurs de cette recherche pour ce qui est des droits de l'homme.

C'est au regard de cette dimension culturelle que je souhaite aborder le deuxième essai de mon mémoire. Inscrire la situation-problème dans un cadre culturel permettra de mettre en exergue les raisons profondes fomentant l'impasse communicationnelle. Cette dimension culturelle facilitera la démarcation des cadres d'appartenance et de références de chacun des acteurs. Ainsi, nous pourrons voir quelle place occupent les droits de l'homme dans les cultures en question et comment la considération de l'être humain en fonction de ces cultures justifie ou non l'application des droits de l'homme.

ESSAI II

LES FACTEURS GÉNÉRATEURS DE L'IMPASSE COMMUNICATIONNELLE

ESSAI II

LES FACTEURS GÉNÉRATEURS DE L'IMPASSE COMMUNICATIONNELLE

INTRODUCTION

À l'aide des définitions de culture collectiviste et individualiste, cette partie soulignera que, en dépit d'un prétendu conformisme lié à la mondialisation, l'interprétation et la compréhension de la situation qui nous concerne ne sont en rien homogènes en raison des cultures dont viennent les acteurs de ma recherche. La situation-problème étant construite autour du concept des droits de l'homme, nous verrons comment les cultures en jeu interprètent ces derniers et, de fait, comment ces interprétations conditionnent l'impasse communicationnelle.

Ce qu'édictent les Droits de l'homme traduit la pensée occidentale depuis plus de deux cents ans. Cette dernière suppose la préexistence du concept de droit par rapport à l'homme. Le 1^{er} article de la déclaration des droits de l'homme de 1948 stipulant que tous les hommes naissent libres et égaux en droit le confirme. Or, les hommes ne naissent pas égaux. Il n'y a rien de plus inégale que la nature, et le fait de naître sous des climats différents, dans des lieux différents, avec une couleur différente, etc. engendre une diversité tant sur le plan physique, qu'économique ou encore spirituel. Il en va de même pour la notion de liberté¹⁶, les hommes ne naissent pas libres. Ils sont contraints de vivre avec les membres de leur entourage et de se subordonner aux normes régissant la société dans laquelle ils évoluent s'ils veulent apprendre à

¹⁶ Ici, le terme de liberté est limité aux besoins de l'exposé.

survivre. C'est sans doute pour cela que l'expression « l'homme est un animal social » se justifie.

En soulignant le fait que les hommes ne sont finalement qu'en liberté conditionnelle et que les déclarer égaux revient à nier pour beaucoup une grande part de leur identité, on ne peut échapper à la vague de réclamations qui voudrait que soient pris en compte les points de vue culturels autres que ceux édictés par la société occidentale.

Nous assistons, à l'heure actuelle, à une remise en question de l'application et de la valeur universelle des droits de l'homme en raison de l'incompatibilité de certaines cultures qui se côtoient pourtant sous l'égide des O.I. « D'où vient cette incompatibilité ? », « quelles sont les limites des droits de l'homme ? » et « qui décide de ce qui est juste pour tous les hommes ? » seront les principales questions auxquelles je tenterai de répondre en m'appuyant sur des auteurs tels que Danièle Lochak et Henri R. Pallard. Un corpus de textes ayant pour sujets minorités, culture et droits de l'homme me permettra d'approfondir ma réflexion.

Le Vietnam compte parmi les pays qui contestent la valeur occidentale des droits de l'homme. En effet, cette vision des droits de l'homme remet en cause son régime. De fait, il n'est pas disposé à négocier sur ce sujet quand la question est levée sur la scène internationale. Ce qui contribue grandement à l'impasse communicationnelle. C'est pourquoi un éclairage sur ce que sont les droits de l'homme ainsi qu'une explication sur quoi se fonde le débat culturel autour d'eux seront les moteurs de cet essai.

De même, n'oublions pas que les droits de l'homme sont nés d'un contexte socio-historique donné et que, depuis, ces derniers n'ont cessé d'évoluer en fonction des changements inhérents à cette histoire. De fait, les droits de l'homme sont appelés à évoluer sans cesse car leur instauration n'est ni éternelle, ni immuable. Faut-il

également préciser que l'effectivité des droits de l'homme requiert l'établissement d'un État de droit, de la démocratie et de la justice sociale ? Outre le fait que ces éléments peuvent entrer en contradiction, loin s'en faut pour que certains pays envisagent même leur mise en place. L'État-nation n'est-il pas là un obstacle majeur à l'universalité des droits de l'homme ? S'ils semblent, sans conteste, faire l'unanimité auprès de la communauté internationale, leur réalisation n'en reste pas plus aisée car l'équilibre entre l'idéologique, le politique et le juridique ne tient souvent qu'à un fil. De fait, dans ce contexte, comment aborder la question du respect des droits de l'homme auprès des États dits totalitaires, comme le Vietnam ? Nous allons voir que les références aux termes de collectivisme et d'individualisme permettent d'avancer certaines hypothèses à cette interrogation.

2.1 VISION COLLECTIVISTE VERSUS INDIVIDUALISTE

Nous remarquons que deux visions principales du droit s'opposent aujourd'hui sur la scène internationale. Il s'agit des visions subjectiviste et holiste. Ces deux visions s'ancrent pour la première dans la culture individualiste que nous associons aux sociétés occidentales et la deuxième dans la culture collectiviste dont le confucianisme est issu et sur lequel nous nous attarderons plus tard. Pourquoi je m'attarde sur ces deux cultures ? Parce que, dans un souci de contextualisation, je désire mettre en relief les différences majeures entre ces deux catégories culturelles. Mais ne nous méprenons pas ! Il existe plusieurs formes de collectivisme et d'individualisme. Les travaux de Triandis, Brislin et Hui, dans *Cross-Cultural Training Across the Individualism-Collectivism Divide*¹⁷, montrent que, dans chacune des deux catégories culturelles, nous retrouvons des allocentriques, c'est-à-dire des individus qui prêtent attention aux besoins des autres, et des idiocentriques, soit des

¹⁷ Triandis, Brislin, et Hui, *Cross Cultural Training Across the Individualism-Collectivism Divide*, In *Communicating Interculturally: Becoming Competent*, International Journal of Intercultural Relations, 1988, Vol. 12, N°3, pp. 269-289.

individus centrés sur leurs propres intérêts. Cette nuance prend toute son importance quand on sait qu'un État-membre d'un O.I. est avant tout représenté par un individu. Le fait que ce dernier soit allocentrique ou bien idiocentrique peut changer toute la donne dans les relations internationales même si cet individu est fortement influencé par la catégorie culturelle dont il est issu.

2.1.1 Culture individualiste

2.1.1.1 Une culture de l'Occident

Oui, une culture de l'Occident ou plutôt une culture que nous retrouvons principalement à travers les sociétés nord-américaines, du nord-ouest de l'Europe, en Australie et en Nouvelle-Zélande. Des sociétés qui ont marqué l'histoire mondiale par leurs impérialismes - l'Australie et la Nouvelle-Zélande en sont les filles. Des sociétés, qui en raison de ces impérialismes, ont vu émerger en leur sein des idées humanistes. Le XVIII^{ème} siècle en est l'apogée. Les philosophes de l'époque prônent l'égalité entre les hommes. C'est alors une révolution (au sens propre et au sens figuré) redéfinissant les dimensions sociales et les relations humaines. Avec l'avènement des droits de l'homme, l'individu devient le moteur de la société.

2.1.1.2 Prédominance de l'individu

La culture individualiste, comme son nom l'indique, est avant tout une société fondée sur l'individu. L'unité minimale de survie est l'individu et ce dernier a tendance à favoriser ses objectifs personnels à ceux du groupe. Ceci se caractérise par des sociétés où compétition et dépassement de soi sont particulièrement appréciés, alors qu'au Vietnam, par exemple, de telles attitudes seraient perçues de manière négative car impolies.

Les relations sociales dans les sociétés individualistes diffèrent donc sur bien des points avec les sociétés collectivistes. Servaes, dans *Cultural Identity and Modes of Communication*, s'appuie sur Stewart pour expliquer l'importance de l'individu dans les sociétés occidentales :

« Their behavior is largely determined by their perception of self, a concept we define as the identity, personality, or individualism of a given person as distinct from all other people. For them, the self is a unifying concept. It provides a perspective in thinking, a direction for activity, a source of motivation, a locus in decision-making and a limit to group involvement.¹⁸ »

Ainsi, ce qui définit l'identité d'une personne dans les sociétés individualistes n'est pas le groupe mais bien sa propre personne et ses actions : « Dis-moi ce que tu fais et je te dirai qui tu es ! » Cela dit, l'homme, de quelque culture qu'il soit, demeure un être social. Dans les sociétés individualistes, cela se manifeste par l'attachement de l'individu à un nombre de groupes supérieur à celui d'un individu provenant d'une société collectiviste. Cependant, contrairement à ce qui se passe avec la culture collectiviste, la plupart du temps dans les sociétés individualistes, l'homme choisit les groupes auxquels il appartient. Ces groupes reflètent ce qu'il est, son identité. En effet, un individu aura tendance à intégrer un groupe en fonction de ses envies, de ses besoins, de ses intérêts ou de ses ambitions. S'il ne se sent plus en connivence avec ce qui l'entoure, il pourra se retirer sans trop de difficulté. Triandis explique ce phénomène en avançant que, dans la culture individualiste, la quantité de groupes (religieux, sportifs, de recherche, de loisirs, culturels, etc.) fait en sorte que les liens sociaux ont tendance à ne pas être durables, moins intenses et par conséquent dispensent l'individu d'une trop grande implication dans le groupe.

¹⁸ Leur comportement est largement déterminé par leur perception du soi, un concept que nous associons à l'identité, la personnalité ou l'individualisme d'une personne donnée se distinguant de toutes les autres. Pour eux, le soi est un concept unificateur. Il donne accès à une pensée déterminée, oriente les activités, est une source de motivation, délimite un espace de décision et offre un cadre pour pouvoir s'impliquer au sein du groupe.

2.1.2 Une culture collectiviste : le Vietnam et le confucianisme

Puisque cette recherche s'intéresse au gouvernement vietnamien et ses relations avec d'autres États sur la scène internationale, il me semble impossible de laisser de côté le pendant culturel par lequel ces relations s'établissent. Je suis de l'avis de Jan Servaes qui affirme que la culture est un fondement social définissant le déroulement communicationnel :

« In this sense culture can be defined as social setting in which a certain reference framework has taken concrete form or has been institutionalized and orients and structures the interaction and communication of people within this historical context.¹⁹ »

Le fondement de la culture vietnamienne est le confucianisme. Une fois mises en évidence les spécificités culturelles de ce dernier, nous pourrions interpréter, autrement que par les références occidentales, qui sont les nôtres, le comportement vietnamien sur la scène internationale.

2.1.2.1 Mais pour commencer, qu'est-ce qu'une culture collectiviste ?

Toujours selon Triandis, une culture collectiviste se caractérise par la propension des individus à substituer leurs objectifs personnels à ceux du groupe ou de la collectivité. Dans ces sociétés, le groupe, et par extension la famille, est la plus petite unité de survie. Dans la plupart des situations, elles ont intégré les normes collectives à un tel point que, bien souvent, nous ne pouvons distinguer les objectifs personnels de ceux du groupe. De fait, le comportement social suit celui dicté par le groupe. Ceci est particulièrement vrai pour les individus à tendance allocentrique. Cependant, les idiocentriques, bien que conscients d'avoir des sentiments incompatibles avec ceux mis en avant dans leur entourage, semblent aussi se soumettre aux normes groupales.

¹⁹ En ce sens, la culture peut se comprendre en tant que fondement social au sein duquel un certain modèle de référence a pris une forme concrète ou a été institutionnalisé. Elle oriente et structure les interactions et les communications entre les gens au sein de ce contexte historique.

Les sociétés collectivistes se caractérisent notamment par la dépréciation du « soi », les activités, l'attitude, les valeurs et le comportement des individus qui les constituent. Cependant, des ouvrages que j'ai lus, je remarque que les auteurs s'étant intéressés à la différence entre culture individualiste et culture collectiviste s'attardent beaucoup sur la différence entre sociétés occidentales et sociétés asiatiques de type confucéennes. J'ai vu beaucoup de références à la Chine. Ces références ne m'ont aucunement incommodée, bien au contraire, puisque le Vietnam applique le confucianisme.

2.1.2.2 Le confucianisme

Confucius est né en 551 avant J.C. dans la province de Shandong au Nord Est de la Chine. Il est l'initiateur d'une philosophie prônant une éthique sociale. À ce titre, il fait office de grand maître spirituel et non de divinité.

L'histoire de sa vie est relatée par la deuxième génération de ses disciples dans une œuvre intitulée *Lunyu* (analectes). Sa doctrine, quant à elle, est transmise à travers cette œuvre : *Chunqiu*, ce qui signifie les printemps et les automnes. Elle stipule que le sage, en se cultivant, devient l'élément propagateur d'un principe d'ordre s'étendant de l'individu à l'univers. Sans doute les huit vertus enseignées par l'école confucéenne dessinent le squelette de ce à quoi aspire cette philosophie : fidélité, loyauté, rite, piété filiale, amour fraternel, sens de l'honneur, équité et intégrité. Ces vertus sont l'apanage de l'honnête homme.

L'honnête homme

L'individu est soumis à ce principe d'ordre qu'il doit connaître et respecter pour que, à son niveau, il en reflète l'harmonie. Pour cela, il s'appuie sur l'exemple des grands hommes et sages du passé. L'objectif est d'atteindre la perfection en sachant porter secours aux autres, en respectant les biens et le statut social de chacun. Évidemment,

on attend des dirigeants d'un peuple qu'ils atteignent cette perfection reconnaissable chez l'honnête homme, c'est-à-dire l'homme vertueux, sage et confiant, connaissant parfaitement les principes et ne les transgressant jamais. L'apprentissage de ses principes passe par l'éducation, implique la vertu et l'adhésion à un idéal politique. Nous reviendrons plus tard sur cet idéal politique... le Vietnam ayant choisi le Communisme. Cette doctrine sied d'ailleurs aisément à la vision que les sociétés collectivistes portent sur le « soi ».

Le soi

Comme nous venons de le voir, les sociétés collectivistes privilégient le groupe à l'individu. D'ailleurs, l'idéal d'une telle culture serait de parvenir à totalement absorber le « soi » dans le collectif de manière à ce que connaître le groupe revienne à connaître, au bout du compte, l'individu. Cette approche de l'autre est propice à la prolifération des stéréotypes et révèle assez distinctement une pensée subordonnée à celle du groupe. De plus, dans ces cultures, l'attachement au groupe ou à un sous-groupe est un puissant définisseur d'identité. C'est l'une des possibles raisons pour laquelle, selon moi, le Vietnam continuerait d'interdire certaines formes de religions et plus particulièrement celles exercées par les Montagnards. L'attachement à un groupe religieux étant, dans le cas de ce peuple, bien plus fort que l'attachement à la patrie, chose impensable pour le Parti, la dimension culturelle serait encline à éclairer notre lanterne quant au maintien des positions vietnamiennes sur la scène internationale par rapport à la question religieuse.

Il n'est pas très étonnant non plus, au regard de la dimension culturelle, que le Vietnam refuse de conférer aux Degars le statut de peuple autochtone. En effet, depuis la formation du territoire vietnamien tel que nous le connaissons aujourd'hui, la multitude de peuples minoritaires, occupant principalement les régions montagneuses du pays, a été assimilée au peuple vietnamien et ce en dépit de la diversité des origines de chacun. Ils font, dès lors, office de sous-groupes : les

groupes minoritaires. Cependant, étant donné que dans les sociétés collectivistes l'identité dépend grandement du groupe, des modifications dans la structure de ce dernier peuvent entraîner des changements majeurs d'attitudes et de comportements. De fait, le refus d'assimilation soutenu par les Degars ne plaît absolument pas au Parti. Toutefois, si les agissements de ce dernier dans les Hauts Plateaux sont motivés par d'autres motifs que le refus d'assimilation, à savoir des sanctions territoriales s'appuyant sur les raisons historiques relatées dans le premier essai, il semble que les revendications de droit à la différence de ce peuple viennent tirer une corde sensible dans les sphères du pouvoir, à Hanoi, qui tient à ce que les Degars ne se politisent pas. Et en effet, le pouvoir a de bonnes raisons de s'inquiéter si nous nous référons à ce que Triandis évoque pour les sociétés collectivistes :

« The leader (e.g., Mao) often defines the group norms. A change in leader results in an entirely new situation. Furthermore, when a large portion of a group, or body politic, changes attitude, so that decision by consensus is a prominent feature of group decision in collectivist cultures.²⁰ »

Avec l'ouverture de leur pays sur le monde et notamment grâce à Internet que le Parti ne peut totalement censurer, les Vietnamiens commencent à critiquer, bien que très timidement, leur gouvernement. La répression exercée par celui-ci étant toujours forte, ces critiques sont rares, certes, mais la population bien qu'encore muette se conscientise de plus en plus. Une élite intellectuelle souvent bâillonnée parvient à se faire entendre de temps en temps. Son discours : avec une économie emboîtant le pas sur le modèle occidental, la scène politique vietnamienne doit, si elle aspire à suivre le développement économique du pays, elle aussi évoluer sur le modèle occidental et adopter le multipartisme. Évidemment, au regard de l'oppression exercée par le Parti depuis plus de cinquante ans sur son peuple, nous comprenons que les dirigeants actuels ne sont pas prêts de céder leur place. Un autre parti au pouvoir signerait pour

²⁰ Le dirigeant (par ex. Mao) définit souvent les normes groupales. Un changement de dirigeant engendre une situation entièrement nouvelle. De plus, quand une grande partie d'un groupe, ou corps politique, change d'attitude, les décisions par consensus sont une caractéristique importante des décisions de groupe dans les cultures collectivistes.

certaines membres haut placés du Parti Communiste un arrêt de mort puisque nombre de leurs agissements, comme la corruption par exemple, sont passibles de la peine de mort selon la loi vietnamienne. Nous comprenons donc pourquoi les dirigeants actuels, parfaitement conscients de leurs méfaits, feront tout ce qui leur est possible pour maintenir le Parti au pouvoir.

Enfin, pour clore cette réflexion sur le « soi » dans les sociétés collectivistes, et plus précisément selon le confucianisme, je me pose la question de la réaction de la société vietnamienne face au multipartisme. Si un changement de leader dans une société collectiviste peut entraîner une situation entièrement nouvelle, alors je me demande comment le choix d'appartenir à des groupes d'opinions différentes se répercutera sur l'Homme vietnamien. Quelle sera cette réaction au multipartisme si l'on considère qu'il se trouve pour la première fois de son histoire face à ce choix ? En effet, jamais les Vietnamiens ne se sont retrouvés en situation de choix politique. À l'empereur, l'annexion chinoise et à la colonisation, à succéder le P.C.V. qui a pris le pouvoir en 1946, avec le soutien du peuple certes, mais sans réel autre alternative face à lui. Il semblerait que la peur du changement soit l'une des raisons qui maintienne le gouvernement vietnamien dans son refus de négocier.

Attitudes et valeurs

L'attitude à l'intérieur des sociétés collectivistes est dictée par le respect de la hiérarchie. Il en va de même pour le confucianisme. Les relations sont verticales et les aînés sont placés en haut de l'échelle sociale. Les relations d'égal à égal sont relativement rares car elles placent l'individu dans une situation inconfortable... il perd ses repères. En revanche, l'extrême inverse ne le gêne guère. Un patron, par exemple, pourra abuser sans scrupule de son pouvoir sur ses employés. Évidemment, il serait risquer de faire trop facilement le parallèle avec les abus du gouvernement sur le peuple vietnamien et les nombreuses ethnies qui occupent le territoire. Cependant, je ne peux m'en empêcher. De trop nombreux cas de corruptions, alors

que je travaillais à Hanoi, me restent en tête. Combien de ministres et sous-ministres, fomenteurs de gros coups, sont-ils sortis blanchis des tribunaux ? Combien de leurs subordonnés sont-ils passés devant le peloton ? Il me semble qu'aujourd'hui, si le Vietnam s'est lancé dans une lutte contre la corruption, c'est avant tout pour sauvegarder les liens économiques qui l'engagent auprès des autres États. Parfois, un grand nom du Parti fait office d'exemple, histoire d'endormir les bailleurs de fonds. Attendons de voir ce qui adviendra une fois que le pays se sera fait les dents au sein de l'O.M.C. !

En attendant, le Vietnam se doit de maintenir une image d'harmonie et de cohésion entre ses dirigeants. Ceci, est aussi une caractéristique des sociétés collectivistes où ce qui compte avant tout c'est l'harmonie à l'intérieur du groupe. Servaes le confirme :

« Appearances, such as clothes and etiquette, play a major role. The Confucian ethic, for instance, attaches a lot of importance to tradition and manners. One individual is not equal to another, one is always of a higher or a lower rank or status. This ranking applies to every social form or organization – family, enterprise or school.²¹ »

Il prend ensuite l'exemple de la Chine, mais ce dernier convient également au Vietnam :

« In China, this performance of rank is called *li*, and involves the ability to value the position one has to take up in each specific relationship pattern and consequentially to be able to follow the right ritual. An investigation into the way in which the Chinese Communist Party is organized and operates on the basis of Confucian principles, would, in my opinion, yield many revealing views about modern day China.²² »

²¹ Les apparences, telle que l'habillement ou l'étiquette, jouent un rôle majeur. L'éthique confucéenne, par exemple, attache beaucoup d'importance aux traditions et aux manières. Les individus ne sont pas égaux, chacun occupe un rang ou un statut plus ou moins élevé. Cette hiérarchie s'applique à toutes les formes d'organisation sociales – famille, entreprise ou école.

²² En Chine, cette identification par le rang est appelée *li* et implique la capacité d'évaluer le rang d'une personne en fonction de chaque modèle de relation spécifique et par conséquent implique d'être

La coopération au sein du groupe est grandement encouragée. Or, lorsque cette coopération est requise intergroupe, les collectivistes éprouvent de la difficulté à s'intégrer. Triandis les qualifie de « poor joiners of new groups. » L'une des raisons de ce rejet des autres groupes réside sans doute dans la méfiance. Cette dernière peut même fomenter une certaine hostilité, voire du racisme. N'oublions pas que les collectivistes ont tendance à se fier aux stéréotypes. En effet, un collectiviste dans une situation le plaçant à l'extérieur de son groupe aura tendance à se méfier de tout. Dans sa logique, les autres chercheront toujours à prendre avantage sur lui, à lui faire « perdre la face »...

La face ! S'il existe un garant de l'apparente harmonie, c'est bien elle. Au Vietnam, elle est primordiale. Laisser paraître une erreur, une défaillance, c'est avouer une faiblesse. Avouer une faiblesse, c'est admettre que l'on perd le contrôle et que l'harmonie n'est plus assurée. Par des moyens détournés, le Vietnamien nous fera comprendre que la situation lui échappe, mais c'est à nous de décoder les signes qu'il nous envoie. Jamais il ne le dira de manière explicite. Dévoiler sa faiblesse revient à lui faire perdre la face, la plus grande humiliation qui soit pour lui. Ceci n'est pas à prendre à la légère si nous faisons un bref retour sur l'histoire du pays. L'annexion chinoise, la colonisation française, l'invasion américaine sont autant des passages humiliants pour le Vietnam qui ont renforcé son nationalisme. Ce dernier est désormais résolu à asseoir sa souveraineté et à ne plus la laisser lui échapper. Il aspire à prouver de quoi il est capable et qu'il est largement à la hauteur des pays industrialisés d'où proviennent les nombreuses multinationales qui profitent de sa main d'œuvre. Il n'est pas disposé à recevoir les critiques concernant son régime totalitaire instauré par le Parti Communiste. Pour cette même raison, les O.N.G. dont les activités sont tournées vers la promotion des droits de l'homme ne sont pas les bienvenues sur le territoire. Elles y sont d'ailleurs inexistantes. De plus, le Parti

capable d'adopter le bon rituel. Une recherche relatant comment le Parti Communiste Chinois s'organise et opère suivant les principes du Confucianisme révélerait, selon moi, des informations percutantes sur la Chine d'aujourd'hui.

assurant le bien du peuple, selon ce qu'édicte la constitution, leur présence n'est ni requise ni désirée.

2.1.3 Un régime totalitaire

En quoi le gouvernement vietnamien est-il totalitaire ? Mais, tout d'abord, qu'est-ce qu'un état totalitaire ? Selon Danièle Lochak, un état totalitaire est à l'opposé de l'état libéral : « *supériorité du tout, c'est-à-dire de l'état, sur l'individu, idée d'un pouvoir qui englobe la totalité des sphères d'activité, absorption de la société civile dans l'État.* »²³. Les régimes totalitaristes se distinguent par l'officialisation d'un Parti unique au pouvoir, d'une idéologie et par la suppression de toute liberté individuelle et politique. Souvent, les totalitarismes reposent sur les velléités d'accomplissement de projets utopiques impliquant la subordination totale de la masse par la violence.

Le Vietnam est un État totalitaire en ce qu'il répond à tous ces critères : un parti unique au pouvoir (le Parti Communiste Vietnamien), l'application des principes Marxistes Léninistes, et le contrôle de la vie privée et politique des citoyens vietnamiens qui, s'ils osent s'opposer au régime, se retrouvent vite sévèrement punis. D'ailleurs, l'ambiguïté des textes juridiques vietnamiens restreint les libertés des citoyens. De peur de voir leurs actions (tout à fait légales dans la plupart des pays) interprétées comme menaçantes envers la sécurité nationale, ils préfèrent rester passifs. Les représentants internationaux des institutions des droits de l'homme jugent ces pratiques tout à fait préoccupantes. De nombreux opposants au régime parviennent toutefois à s'exprimer et à se faire entendre, cependant ils le font à partir de l'étranger et un retour sécuritaire au pays est alors grandement compromis. De plus, leurs familles restées au Vietnam font les frais des répercussions engendrées par ces critiques.

²³ Lochak, Danièle, *Les droits de l'homme*, ed. La Découverte, Paris, 2005, p 33.

Ajoutons que le Parti Communiste Vietnamien compte 2 millions de membres sur une population comptant plus de 80 millions d'habitants. Il s'agit d'une minorité au pouvoir. Exerce-t-elle ce pouvoir selon la volonté du peuple ? Pour le savoir des élections libres nous apporteraient sans doute quelques éléments de réponses. À nouveau, les intellectuels en exil parviennent à se faire entendre quant à la voie du multipartisme. Cependant, cette idée mettant en péril la bonne santé du Parti, tout défenseur de cette idée s'expose à de sévères sanctions.

2.2 LE CONFLIT IDÉOLOGIQUE EN FONCTION DE LA CULTURE

2.2.1 Droits individuels ou collectifs ?

2.2.1.1 Les droits de l'homme

Les droits de l'homme, droits individuels par excellence, sont nés de la fusion des idées politiques et philosophiques en vogue dans le milieu intellectuel du siècle des Lumières, en France, et consacrés avec la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen en 1789. Les répercussions de ce texte fondateur ont permis à la notion de droits de l'homme de s'inscrire dans les pratiques et de favoriser, de fait, l'instauration de la démocratie. Cependant, il faudra attendre la Déclaration Universelle de 1948 pour que ces idées s'étendent à la communauté internationale et continuent de se développer, notamment auprès de groupes et populations distinctes, allongeant de nouveaux droits la liste des lois. De nos jours, les droits de l'homme sont fortement rattachés au discours politique et font désormais partie de la joute rhétorique des politiciens pour désamorcer les débats idéologiques houleux.

Les droits de l'homme sont plus exactement, selon Danièle Lochack, un

système d'idées, de représentations, de valeurs, par une certaine conception de l'homme, de la société, du pouvoir [...] Ils mettent en jeu – c'est là leur dimension proprement politique – les rapports entre l'individu et l'État, mais aussi entre le Pouvoir et le droit : c'est par la médiation des normes juridiques, en effet, que les droits de l'homme acquièrent leur force et leur effectivité.²⁴

Garder à l'esprit ce système d'enjeux permet d'éviter les écueils d'un discours humaniste exacerbé ou encore, celui d'un discours juridique positiviste et hermétique.

Les droits de l'homme sont aussi, avant tout, un droit subjectif faisant de l'individu l'élément central de leurs revendications. Nous avons vu également que leurs fondements étaient de plus en plus critiqués par les élites culturelles du monde non occidental. Elles reprochent notamment leur vision trop occidentale du monde et l'élan de bienveillance qui les caractérise au sortir de la deuxième Guerre Mondiale. De même, nous avons vu que les sociétés confucéennes favorisaient la notion de groupe à celle de l'individu. Le groupe, et par extension la famille, est la base des sociétés confucéennes. Son rôle est d'éduquer. Pierre Huard et Maurice Durand expliquent que « *la représentation du monde sino-vietnamien est caractérisée non par l'anthropocentrisme mais par la prédominance de la notion d'autorité sociale.* »²⁵ De fait, en fonction de ses référents culturels, le Vietnam se joint aux voix s'élevant contre cette vision occidentale, prédominante dans les textes des droits de l'homme.

Cependant, il existe d'autres textes de droits humains dont le sujet n'est pas l'individu mais bien le groupe. Tel est le cas des textes de droits des minorités. Pourtant, on s'aperçoit aussi qu'il est difficile d'appliquer ce qu'ils édictent.

²⁴ *op. cit.* [Les parties soulignées sont de moi.]

²⁵ Huard, Pierre et Maurice, Durand, *Connaissance du Vietnam*, École Française d'Extrême Orient - Hanoi, Paris, 1954

2.2.1.2 Droit des minorités

Hassan Habeldelhamid reprend la définition de la minorité de F. Capotorti :

Un groupe numériquement inférieur au reste de la population d'un État, en position non dominante dont les membres ressortissants de l'État possèdent du point de vue ethnique, religieux ou linguistique des caractéristiques qui diffèrent de celles du reste de la population et manifestent même de façon implicite un sentiment de solidarité, à l'effet de préserver leur culture, leurs traditions, leur religion ou leur langue.²⁶

Le droit des minorités ne va donc pas défendre un seul individu. En ce sens, il ne s'insère pas dans la logique des droits de l'homme qui ne mentionnent pas de droit des minoritaires ou encore de droits des personnes appartenant à une minorité. Cette perspective irait à l'encontre de la dite égalité prônée par les droits de l'homme. Or, il apparaît que deux perspectives s'affrontent quant à la perception du droit des minorités versus les droits de l'homme. La première considère que droits de l'homme et droits des minorités renvoient à deux perceptions différentes : « *La notion de droits de l'homme renvoie à un paradigme individualiste, laïque et universaliste, tandis que la notion de droits des minorités renvoie à un paradigme communautariste dans lequel le groupe prévaut sur l'individu.*²⁷ » Une telle affirmation rend, dans le premier cas, le minoritaire sujet de droit alors que dans le second cas, c'est la minorité qui est sujet de droit.

La deuxième perspective combine les deux logiques de protection des deux notions : l'une de droits naturels et universels et l'autre de droit d'affirmation identitaire. Cependant, il apparaît que dans cette perspective, la notion de droits de l'homme prévaut sur celle de droits des minorités. « *la notion de droits des minorités étant en position subordonnée par rapport au paradigme des droits de l'homme lorsque les*

²⁶ Pallard, Henri et Stamatis, Tzitzis, *Minorités, culture et droits fondamentaux*, L'Harmattan, Paris, 2001, p. 65.

²⁷ *Op. cit.*

*droits des minoritaires sont à faire valoir en tant qu'expression d'une identité communautaire.*²⁸ » Le droit des minorités serait donc un droit spécifique subordonné. Nonobstant, son application est loin d'être aisée puisque allouer des droits à une minorité peut équivaloir à en enlever à des individus appartenant à la majorité. Il apparaît toutefois que cette combinaison séduit les instances internationales.

Ainsi, face au phénomène social qu'est le racisme, auquel aucune de nos sociétés n'échappe, les Nations Unies ont pris des mesures. En 1992, l'Assemblée Générale a adopté la Déclaration sur les Droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques. Ce texte réaffirme les droits des minorités à jouir de leur propre culture sans ingérence et le droit de participer pleinement aux décisions au niveau national. Il prie également les États de prendre les mesures nécessaires dans le domaine de l'éducation pour que soient développées les connaissances de l'histoire, des traditions, de la langue et de la culture des minorités vivant sur leur territoire. De même, les intérêts des minorités sont à prendre en compte lors des décisions politiques ainsi que dans l'élaboration de programmes nationaux.

Ces droits sont surveillés par différentes instances des Nations Unies. Il s'agit du Conseil des Droits de l'homme, de la sous-commission pour la promotion et la protection des droits de l'homme, le comité des droits économiques, sociaux et culturels et le comité pour l'élimination de la discrimination raciale.

En plaçant le minoritaire comme sujet du droit, la Déclaration sur les droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses ou linguistiques s'inscrit dans la deuxième perspective, puisqu'elle subordonne les droits des minorités à ceux des droits de l'homme.

²⁸ *op. cit.* p.14

2.2.1.3 Droits des peuples autochtones

Le droit des minorités ne s'applique pas aux cas des peuples autochtones. Lors d'une entrevue avec M. Kok Ksor, président de la Montagnard Foundation Inc, je lui demandai si son organisation fondait ses revendications sur les Droits de l'homme ou sur le droit des minorités. Il me répondit vigoureusement que son peuple n'était pas une minorité mais bel et bien un peuple autochtone, c'est-à-dire les premiers habitants de cette partie du Vietnam. À ce titre, son peuple ne revendique pas uniquement le droit d'exercer une culture, il aspire à avoir le droit de cultiver et de vivre sur ses terres.

Depuis 1994, année du début de la décennie des peuples autochtones promulguée par les Nations Unies, le groupe de travail de la Commission des droits de l'homme était chargé d'élaborer un projet de déclaration des droits des peuples autochtones. Le 29 juin 2006, le Conseil des droits de l'homme a finalement adopté cette déclaration et a recommandé son adoption par l'Assemblée générale des Nations Unies.

Pour les peuples autochtones, il s'agit d'un grand pas. En effet, en dépit d'une avancée du droit des minorités sur la scène internationale et de l'existence de mesures de protection des minorités ethniques, linguistiques ou religieuses, le droit international continue à faire prévaloir les droits fondamentaux des États. De plus, les relations entre peuples autochtones et États sont souvent fondés sur d'anciens textes, traités ou accords pouvant dater de plusieurs siècles. En nous replaçant dans un contexte de colonisation, nous ne serons pas surpris de constater que plusieurs de ces textes furent négociés de manière inéquitable ou encore que ce qu'ils stipulaient ne fut pas respecté. C'est d'autant plus regrettable que pour les peuples autochtones ces textes revêtent une grande valeur symbolique. Ils prennent la forme d'une promesse solennelle qui lie un peuple à un autre et engendre une confiance et un respect mutuels, deux aspects qui incitent la promotion et la protection des droits de l'homme et par extension celles des peuples autochtones.

Dans la situation des Montagnards, le texte de référence en terme de droit s'intitule Ordonnance du Gouvernement Fédéral et est daté du 27 mai 1946. Nous savons, aujourd'hui, que ce document avait pour but de rallier les populations montagnardes à la cause française, car à cette époque, les négociations entre le gouvernement français et Ho Chi Minh, à la tête du Viêt Minh, piétinaient. Pour des raisons stratégiques, il était impératif pour la France d'extraire la Cochinchine, c'est-à-dire le sud Vietnam et l'est du Cambodge, à l'influence du Viêt Minh. Les velléités d'indépendance du pays se faisant plus pressantes, le gouvernement français voulait le soutien des minorités en leur accordant plus de souveraineté sur leur territoire. La suite de l'histoire ne sera pas favorable aux Montagnards. La défaite française en 1954 les poursuivra jusqu'à l'arrivée des Américains qui ne feront qu'aggraver leur situation.

On attend donc beaucoup de la déclaration des droits des peuples autochtones. Cette dernière prévoit des dispositions en cas de conflits ou de désaccords entre les États et les autochtones. Il s'agit aussi d'une première du genre dans le domaine de la promotion et de la protection des droits fondamentaux et des libertés fondamentales des peuples autochtones. Ses 19 alinéas et 45 articles rassemblent les revendications universelles de ses peuples à savoir le développement des caractéristiques ethniques, culturelles et identitaires. Cela passe par la reconnaissance de leurs religions, leurs langues, leurs modes d'enseignement, leurs propriétés (intellectuelles, terres et ressources naturelles), leurs environnements, leurs implications dans la vie politique, économique et sociale de l'État ou des États auxquels ils appartiennent. Cette déclaration ayant pour auteurs les peuples autochtones eux-mêmes, c'est le désir de bien-être de ces derniers qui y est avant tout exprimé.

2.2.2 L'inapplicabilité de l'universalisme des droits de l'homme dans un monde pluriculturel

On remarque que deux visions principales du droit s'opposent aujourd'hui sur la scène internationale. Il s'agit des visions subjectiviste (individualiste) et holiste (collectiviste) du droit.

On peut [...] opposer les théories politiques selon qu'elles accordent la primauté au tout social ou à l'individu. D'un côté, les conceptions organiques ou « holistes » (de holon, le tout, en grec), caractéristiques des sociétés traditionnelles qui accordent la prééminence au corps social et considèrent les hommes comme les simples parties du tout, à l'harmonie duquel ils doivent contribuer ; de l'autre, les conceptions « mécaniques » ou « individualistes » caractéristiques de la modernité, pour lesquelles l'individu est premier, la société étant le résultat d'une association volontaire des individus destinée à permettre leur épanouissement.²⁹

Bien que le droit soit une discipline régie par des règles extrêmement strictes, il n'en restera pas moins que sa mise en application est humaine et que, de fait, ce facteur humain implique un biais culturel.

J'ai également choisi de parler d'universalisme et non d'universalité des droits de l'homme. Voici pourquoi : le Petit Robert définit l'universalisme comme la « doctrine qui considère la réalité comme un tout unique, dont dépendent les individus » et l'universalité comme le « caractère de ce qui est universel ou considéré sous son aspect de généralité universelle. » Au regard de ces deux définitions, j'ai tendance à penser que les textes des Droits de l'homme tendent plus vers l'universalisme que vers l'universalité.

²⁹ Lochack, Danièle. *Les droits de l'homme*, Repères, La Découverte, Paris, 2002, p. 8.

De plus, cet universalisme s'oppose au pluralisme culturel qui caractérise la société mondiale. Selon la déclaration sur la diversité culturelle de l'UNESCO, le pluralisme culturel « *constitue la réponse politique au fait de la diversité culturelle. Indissociable d'un cadre démocratique, le pluralisme culturel est propice aux échanges culturels et à l'épanouissement des capacités créatrices qui nourrissent la vie publique.* » Il faut pour cela comprendre que la diversité culturelle « *constitue le patrimoine commun de l'humanité* » en ce qu'elle « *s'incarne dans l'originalité et la pluralité des identités qui caractérisent les groupes et les sociétés composant l'humanité.* »³⁰

De fait, le pluralisme culturel est issu de l'environnement que constitue la diversité culturelle : environnement auquel on demande aux Droits de l'homme de s'adapter.

Si je me réfère au courant d'idées particulièrement en vogue ces derniers temps au sein de la communauté internationale, à savoir la critique de l'occidentalisme des Droits de l'homme, il semblerait que ces derniers soient voués à évoluer. En effet, si les Droits de l'homme sont issus de la pensée occidentale, comment peuvent-ils prétendre à la représentation de l'ensemble des cultures ? Et comment faire pour que toute culture, dont l'expression est reconnue par plusieurs instruments internationaux comme droit fondamental, puisse se sentir concernée par un texte à vocation universelle des droits de l'homme ? La tâche est titanesque. Par exemple, la seule représentation de la femme selon les sociétés et son implication dans la vie sociale engendre des débats passionnés. La place qu'occupe la famille, notamment dans la culture confucéenne, est également de taille à soulever nombre de contestations à l'encontre des droits de l'homme et l'individualisme qui ressort des textes qui les édictent. Si l'individu est le cheval de bataille des droits de l'homme, il faut garder à l'esprit que dans les sociétés confucéennes, l'individu n'est rien. Seul compte le

³⁰ http://portal.unesco.org/ci/fr/ev.php-URL_ID=5429&URL_DO=DO_PRINTPAGE&URL_SECTION=201.html

groupe et ce dernier est grandement imprégné de la conception familiale au sens large. Les relations sociales sont régies par les relations familiales. Au Vietnam, les termes de Anh (grand frère), Chi (grande sœur), Em (petit frère ou petite sœur), Ba (grand mère) ou Ong (grand père), sont ceux employés pour s'adresser à toute personne dans la société en fonction de l'âge ou du poste occupé par rapport à soi. Dans cette société où l'harmonie prévaut, les droits de l'homme tels que préconisés par les textes internationaux sont déjà intégrés aux valeurs confucéennes. Les mettre sur papier alors qu'ils leur sont innés ne revêt aucun sens. Cela équivaut à enfoncer une porte ouverte. De plus, respecter autrui est du devoir de chacun. Il ne s'agit pas d'un droit dont on bénéficie. De là, une première différence entre la vision subjectiviste et la vision holiste du droit. Et pourtant...

2.2.2.1 Vision subjectiviste

Bien que de plus en plus critiquée, la vision subjectiviste des droits de l'Homme reste dominante en Occident.

Le subjectivisme implique la prédominance de l'individu, sujet de droit, dans la société. Dans la société moderne, l'individu se voit soumis à des obligations et conféré des droits.

La notion de droit subjectif [...] sera le soubassement nécessaire pour construire la théorie des droits de l'homme : ces droits dits « naturels », car inhérents à la nature humaine, seront pensés comme des droits subjectifs dont chaque individu est titulaire et qui sont opposables au pouvoir.³¹

En raison des valeurs défendues par les sociétés individualistes en Occident, notamment l'égalité et la liberté, la vision subjectiviste et ce que cela reflète des valeurs culturelles inhérentes aux pays occidentaux font que les droits de l'homme

³¹ Lochack, Danièle, *les Droits de l'homme*. La Découverte, Paris, p. 8.

deviennent une référence pour ces sociétés, un idéal à atteindre tout comme l'harmonie sociale est l'objectif du confucianisme.

2.2.2.2 Vision holiste

À la vision subjectiviste du droit, nous opposons la vision holiste. Cette dernière implique une conception organique de la société. Le corps social prévaut sur l'individu qui n'est qu'un élément d'un ensemble auquel il doit contribuer au bien être. Les sociétés d'Extrême Orient adhérant au confucianisme, par exemple, sont de type holiste.

Cependant, il serait hasardeux d'englober l'ensemble des sociétés « non occidentales » et de les étiqueter sous le label holiste car nombre d'entre-elles adhèrent à la vision subjectiviste du droit. C'est pourquoi pour éviter de verser dans les généralités, je concentrerai cette partie sur la vision holiste des droits de l'homme dans les sociétés susmentionnées, à savoir les sociétés confucéennes et plus particulièrement la société vietnamienne.

2.2.3 L'inapplicabilité des droits de l'homme au Vietnam

Les droits de l'homme sont interprétés et appliqués en fonction des valeurs vietnamiennes, elles-mêmes édictées par la culture confucéenne qui facilite une conception holiste des droits de l'homme.

De plus, la doctrine communiste de l'État, qui se réclame du Marxisme Léninisme, renforce cette conception holiste de la société. Les droits de l'homme sont, dans cette société, interprétés et appliqués en fonction de ce que nous retrouvons dans cette doctrine qui diffère sur bien des points des doctrines capitalistes trop souvent amalgamées, elles, aux États dits démocratiques. Nous avons vu plus haut qu'un État totalitaire se caractérisait par un contrôle absolu sur la société civile et ce dans tous

les domaines. En ce sens j'établis un parallèle avec l'« État Communiste » car, personnellement, ces deux expressions m'apparaissent complémentaires. Selon moi, un État communiste ne peut être qu'un État totalitaire. En effet, le communisme est l'idéologie selon laquelle l'avènement d'une société sans classe et sans État se fonde sur l'abolition de la propriété privée des moyens de production et d'échange au bénéfice de la propriété collective. Pour y parvenir et de fait aboutir à une société sans État, une phase transitoire de dictature du prolétariat s'avère nécessaire.

Le père du Communisme moderne est Lénine. Ce dernier favorise les idées révolutionnaires mises en avant par le Marxisme ainsi que la dictature du prolétariat. Or, c'est oublier la nature intrinsèque de l'homme à vouloir dominer son prochain. De fait, la nature totalitaire et holiste du communisme a bien favorisé une dictature, cependant il ne s'agissait pas de celle du prolétariat. Avec la dictature du parti communiste, les libertés individuelles ont très rapidement disparu, créant la controverse et ne faisant qu'un concept théorique de la société communiste telle qu'imaginée par Marx.

Face au régime communiste, les Degars, qui ont vu naître des espoirs de gouvernement autonome d'inspiration capitaliste auprès des États occidentaux français et américain, aspirent à un retour à l'établissement de leurs propres valeurs, réflexion de leur culture. C'est l'étouffement de ces valeurs, pressenties par le Parti comme rétrogrades, qui fait naître chez une bonne partie d'entre eux un sentiment d'injustice dont l'écho résonne partout où est lue la Déclaration Universelle des Droits de l'homme, et en particulier l'article 18 qui énonce que :

Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion ; ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction seule ou en commun, tant en public qu'en privé, par l'enseignement, les pratiques, le culte et l'accomplissement des rites.

Les minorités ethniques du Vietnam ont une place au sein de la nation et sont prises en considération par le gouvernement. Cependant, cette considération s'effectue à l'intérieur du cadre communiste de développement des minorités ethniques. Le gouvernement souhaite que les minorités rattrapent le niveau économique et social des *Kinh*. Rappelons également la prééminence de la notion de famille dans la culture vietnamienne. Cette notion impose le devoir familial de l'éducation et la protection du plus faible. Le Parti se fait donc un devoir d'apporter son soutien aux minorités ethniques. Nonobstant, cette relation très paternaliste du Parti envers les minorités, reflet de la culture confucéenne, n'implique qu'une seule vision du développement : celle du Parti Communiste. De plus, cette perception du développement semble contourner nombre de points soulignés dans les traités de protection des droits de l'homme pourtant signés par le Vietnam.

Alors, comment le Vietnam aborde-t-il la question de son propre multiculturalisme ? Toujours dans la perspective d'offrir au monde une image positive de sa gouvernance, le Vietnam met en avant le caractère multiculturel de sa population. Il a récemment découvert que cette richesse culturelle attirait les touristes ! C'est que 54 ethnies et autant de cultures différentes cohabitent sur le territoire vietnamien. Ces différentes ethnies sont représentées auprès d'un Comité national chargé des affaires ethniques et des régions montagneuses. Cependant, les représentants de ce comité appartiennent au Parti et sont rarement représentatifs des populations minoritaires. De plus, le gouvernement restant discret quant au processus de consultation des communautés montagnardes, nous ne savons pas vraiment comment ce comité fonctionne ni comment ses travaux sont reçus par le comité national. De fait, il semble que les problématiques de ces peuples sont traitées en fonction des priorités du Parti et à la manière du Parti.

CONCLUSION

Ainsi s'achève ma réflexion sur la dimension culturelle génératrice de l'impasse communicationnelle autour de la situation problème du peuple degar. D'une situation bloquée au niveau institutionnel, nous avons évolué sur les causes culturelles du problème. Bien que ces causes ne soient pas l'unique raison de l'impasse, selon moi leur prise en compte forcerait sans doute les acteurs de cette recherche à se pencher sur les moyens de contourner cette impasse. Évidemment, pour cela, il est également nécessaire que les acteurs aient envie de la contourner...

Pourtant, une connaissance mutuelle des caractères spécifiques des cultures de chacun permettrait d'avancer sur la scène diplomatique. Les revendications des Montagnards se réclamant avant tout des droits de l'homme, l'interprétation de ces derniers en fonction des cultures en jeu serait à même d'influer sur les stratégies de communication des O.N.G. Car, si le gouvernement vietnamien sait pourquoi tant de critiques à l'encontre de sa politique des droits de l'homme sont avancées sur la scène internationale, la communauté internationale, elle, ne comprend pas toujours pourquoi, en dehors des raisons économiques, le Vietnam s'évertue à nier les faits. C'est dans ce climat d'incompréhension que deux visions s'affrontent. Comme nous l'avons vu, les visions individualiste et holiste du droit dépendent essentiellement de la culture, déterminante pour les référents et donc la compréhension.

Ici, les droits de l'homme et leur respect dans la région des Hauts Plateaux est devenu le cheval de bataille de quelques O.N.G. de renommées variées. Pourtant, en dépit de leurs actions sur la scène institutionnelle, puisque sur la scène locale elle est impossible, la situation du peuple degar n'évolue guère et les assassinats, les disparitions, la torture et les intimidations persistent. Il est vrai qu'avec la tendance actuelle à favoriser la participation des peuples à leur propre développement, sur la scène institutionnelle des O.I., présenter un problème à une assemblée ne débloquera pas la situation. Ce que les membres attendent des O.N.G., c'est qu'elles proposent

des projets aptes à désenrayer le problème. Dans le cas qui nous concerne, il est nécessaire d'amener le gouvernement vietnamien à travailler avec les O.N.G. et les Montagnards. Pour l'heure, le Vietnam a récemment fait des avancées en matière de respect des droits fondamentaux puisque l'enjeu de l'O.M.C. était capital pour le développement de son économie. Cependant, ces avancées demeurent faibles. Elles servaient, avant tout, à atténuer les remontrances de la communauté internationale, juste assez pour lui donner accès au marché mondial. Le Vietnam opère toujours ce que les O.N.G. appellent un nettoyage ethnique dans les Hauts Plateau et le Parti en interdit encore l'accès à quiconque veut se faire une idée de la situation. Cependant, les témoignages des réfugiés qui viennent grossir les effectifs dans les camps de Mondolkiri et de Ratanakiri au Cambodge et les quelques appels téléphoniques qui parviennent à prévenir les défenseurs des droits de l'homme attestent du désespoir de la situation. Des pressions économiques sur le Vietnam pour le contraindre à respecter les droits de l'homme seraient vaines.

Désormais, d'un point de vue communicationnel, une alternative pourrait amener le Vietnam à négocier et cesser ses abus sur la population degar. Les méthodes systémiques et en particulier celle du recadrage pourraient faciliter l'ajustement des discours de ces acteurs afin de mettre un terme à l'impasse communicationnelle qui résulte de la discordance des points de vue.

ESSAI III

**LES MÉTHODES PRÉCONISÉES PAR LA SYSTÉMIQUE POUR
DÉPASSER L'IMPASSE COMMUNICATIONNELLE**

ESSAI III

LES MÉTHODES PRÉCONISÉES PAR LA SYSTÉMIQUE POUR DÉPASSER L'IMPASSE COMMUNICATIONNELLE

INTRODUCTION

Cet essai est une application des méthodes de contextualisation à la situation du peuple degar. Pour cette partie de la recherche, je mets en avant les méthodes systémiques car ce sont celles qui m'apparaissent les plus adaptées à la formation de scenarii possibles (et non de solutions) pour amener le gouvernement vietnamien à entamer des négociations avec les O.N.G.

Dans un premier temps, l'étude des jeux d'interaction entre les acteurs me permettra de donner du sens aux actions car « *le système d'interaction est la toile de fond primordiale à laquelle toutes les communications doivent être rapportées.* »³² Pour qu'une interaction ait un sens, il est nécessaire de l'analyser en fonction du système d'interaction auquel elle appartient. Il faut également garder à l'esprit que chaque acteur agit et communique au sein d'un jeu complexe d'implications mutuelles, d'actions et de rétroactions.

Dans le systémisme, chaque interaction est donc à concevoir comme la note d'un instrument de musique dans le concert des autres instruments qui jouent au sein de l'orchestre. C'est alors cet ensemble qu'il faut s'efforcer d'analyser.³³

³² Mucchielli, Alex, *Étude des communication : Approche systémique dans les organisations*. Armand Colin, Paris, 2004.

³³ *Op.cit.*

Ainsi, en analysant la situation du problème de gar, nous nous efforcerons de comprendre pourquoi les acteurs se laissent emprisonner dans ce jeu d'interactions, fondement de l'impasse communicationnelle.

L'objectif de cet essai étant d'appliquer les méthodes systémiques pour dépasser cette impasse, nous observerons trois d'entre-elles susceptibles de s'appliquer à la situation-problème.

La première d'entre elle est le recadrage fondé sur l'expérience du contact intergroupe. Cette méthode est utilisée dans le but de favoriser la coopération entre des groupes distincts. Pour qu'il y ait rapprochement, il est nécessaire de créer des conditions favorables. Elles se caractérisent par la définition d'un objectif commun, la supervision des activités par une instance tutélaire et l'équité entre les groupes. Les acteurs et la situation qui nous occupent se prêtent à cette méthode car ils répondent aux trois facteurs susmentionnés.

La deuxième méthode est celle de la médiation culturelle. Avec le deuxième essai, nous avons déjà effectué un recadrage en élargissant le champ de recherche à la culture. Or la médiation culturelle est un processus de contextualisation s'appuyant sur les relations entre des acteurs et leurs référents culturels pour changer une situation commune. Cette méthode aspire à modifier la définition de la situation et de son sens. Les objectifs de cette méthode sont l'intercompréhension et la participation à une identité culturelle en fabriquant un sens partagé de la situation et donc, un lien collectif.

Enfin, la troisième méthode abordée est celle de la manipulation des contextes. Le sens étant construit à travers les différents contextes, cette méthode vise à modifier la structure de la communication, et par conséquent le sens de cette dernière en manipulant les définitions des relations, des normes ou encore des identités culturelles.

En fonction des résultats des analyses faites à partir des différents discours des acteurs de ma recherche et appliqués à ces différentes méthodes, j'espère apporter ma contribution pour enrayer l'impasse communicationnelle qui pèse sur la situation du peuple degar.

3.1 POURQUOI LA SYSTÉMIQUE ?

La contextualisation de la situation degar ayant été clarifiée dans les deux premiers essais de ce mémoire, reste à définir les relations qu'entretiennent les acteurs les uns avec les autres. Ces relations sont déterminantes puisqu'elles sont la charpente du système construit autour de la situation problème des Degars. En m'inspirant de l'approche systémique des organisations telle qu'Alex Mucchielli la perçoit, c'est-à-dire un système de relations, j'espère développer ma propre vision des phénomènes de communication autour du cas des Montagnards. Pour cela, je fonde mon analyse sur un état des lieux, réalisé lors de mon terrain, décrivant les différents systèmes et sous-systèmes apparaissant au niveau international et local de la situation. Le niveau international fait référence au système institutionnel des O.I. alors que le niveau local se caractérise par le réseau interrelationnel essentiellement concentré dans la région du Vietnam. Cette analyse me permet de mettre en exergue les jeux d'interactions que Mucchielli appelle « des communications-relations enchevêtrées »³⁴. La visée de cette perspective systémique est de dégager du sens par rapport à un état communicationnel apparaissant mal défini – débouchant sur une impasse – et de faire une lecture de ce contexte « construit » pour mieux comprendre ce qui se passe à travers les échanges et ce qui en ressort.

L'approche systémique permet de mieux cerner les interactions entre les différents acteurs de ma recherche et de voir comment ces derniers passent de leur interprétation de la réalité à une construction de la réalité objective qui, nous l'espérons, serait

³⁴ *op. cit.*

révélateur de sens pour chacun des intervenants afin de trouver un terrain d'entente apte à faire s'asseoir les trois parties autour de la table de négociation.

En effet, dans le cas qui nous occupe, celui des Montagnards, l'état des lieux préliminaire à mon terrain m'avait permis de réaliser que chacun des acteurs – O.N.G. / O.I., Gouvernement vietnamien et Montagnards – a sa propre perception de la situation-problème. De fait, chacun fabrique sa propre réalité, soit une réalité subjective. Or, pour que les différentes parties parviennent à négocier, il serait nécessaire qu'elles s'entendent sur une situation précise, telle que produite par elles, ce qui équivaldrait au concept de réalité objective.

Il apparaît que les différents intervenants ne s'entendent pas sur la teneur de ce que représente pour eux la situation dans les Hauts Plateaux. Les O.N.G. dénoncent les violations des droits de l'homme dans la région ; les O.I., dans leur rôle d'arbitre demandent des explications au Vietnam qui, lui, nie ces accusations et dénonce l'acharnement de certaines O.N.G. à vouloir mettre en péril sa sécurité nationale. Or, pour qu'il y ait négociation, il serait nécessaire que les acteurs s'entendent sur ce dont ils parlent et ajustent leurs discours. C'est pourquoi nous allons observer puis analyser les concepts de réalité objective et de réalités subjectives dans les différents échanges et interactions opposant les groupes concernés. Les droits de l'homme serviront de toile de fond à cette analyse.

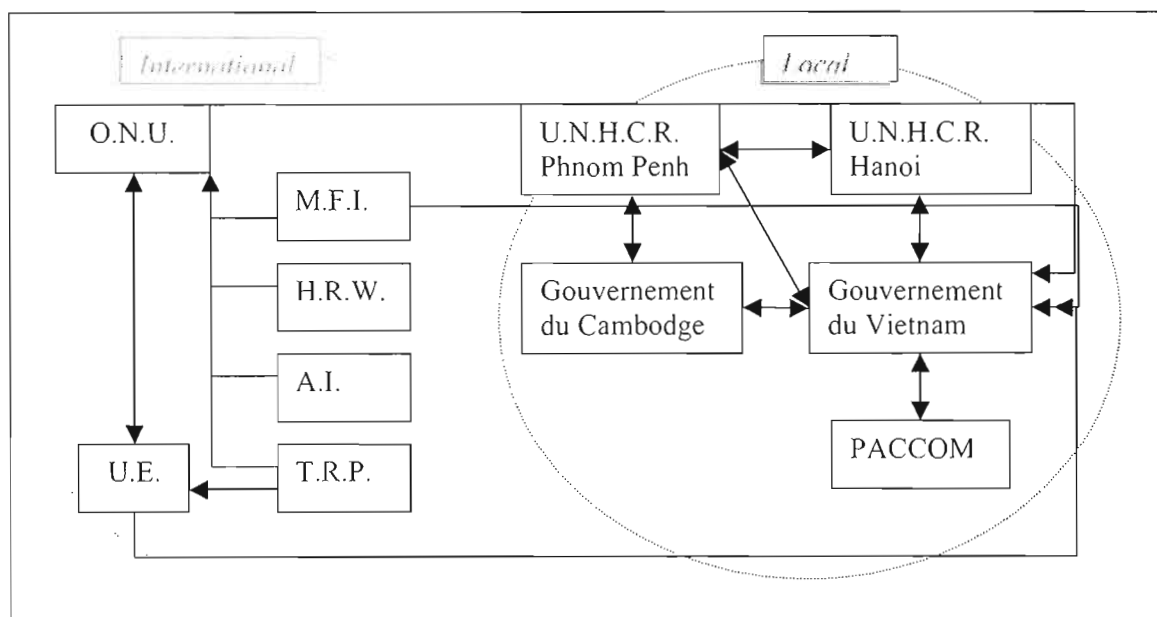
Nous ancrons ce travail dans l'analyse de la dialectique réalité subjective / réalité objective apparues en terrain et donc dans les interactions symboliques émanant des visions hétérogènes de la situation. Il s'appuie également sur une représentation constructionniste visant à éclaircir la réalité en terrain, cette même réalité objective

« c'est-à-dire, extériorisée (s'émancipant des acteurs qui la produisent) et objectivée (constituée de mondes d'objets séparés).³⁵ »

3.2 REDÉFINITION DE LA SITUATION

3.2.1 Étude des jeux d'interaction dans leurs contextes

Les jeux d'interaction, au niveau local et international, peuvent être schématisés de la manière suivante :



Titre : Le réseau interorganisationnel local et international.

Nous pouvons y voir apparaître des acteurs que je ne mentionne pas dans le premier essai sur la contextualisation. Il s'agit notamment de l'U.N.H.C.R. et du Paccom. Tous deux appartiennent au réseau local de relations.

³⁵ Corcuff, Philippe, *Les nouvelles sociologies · Constructions de la réalité sociale*, Nathan, ed. 128. Paris, 1995.

L'U.N.H.C.R. est l'agence des Nations Unies chargée de la prise en charge des réfugiés. Elle possède des bureaux à la fois à Hanoi et Phnom Penh. Un accord tripartite passé en janvier 2005 entre l'U.N.H.C.R. (engageant les bureaux de Phnom Penh et de Hanoi), le Cambodge et le Vietnam avait pour but d'assurer le bien-être des réfugiés montagnards. Il s'est tissé des liens entre ces trois parties pour traiter du cas des réfugiés montagnards ayant fui le Vietnam pour le Cambodge. Cependant, cet accord tripartite ne s'occupe que du cas des réfugiés et non des Montagnards dans leur ensemble et n'exige que le rapatriement sécuritaire des réfugiés. C'est la raison pour laquelle je maintiens cet organisme au niveau local et non international en dépit de son caractère international. De plus, il s'est avéré que l'U.N.H.C.R. n'a pas respecté ses engagements principaux, à savoir la protection et le respect des droits de l'homme en reconduisant plusieurs centaines de réfugiés montagnards au Vietnam. Ces retours étaient forcés et beaucoup de ces réfugiés ont disparu après leur retour sur le sol vietnamien. Ceci exclut donc cet organisme de mon corpus d'O.N.G. militant pour les droits de l'homme.

Le Paccom, qui est un acronyme anglais signifiant *People's Aid Co-ordinating Committee*, est l'organisme gouvernemental vietnamien chargé de réguler les actions des différentes O.N.G. désireuses de s'installer sur son territoire. Son mandat est de créer un environnement « légal et favorable » aux activités de ces différentes O.N.G. Dans le cadre de ma cueillette de données, j'ai pu constater que le Vietnam, et le Paccom en particulier, n'a pas enregistré d'O.N.G. dont le domaine d'action relève des droits humains. De fait, les O.N.G. figurant dans mon corpus n'ont pas le droit d'œuvrer sur le territoire vietnamien. Comme le Paccom dépend du gouvernement vietnamien, je l'associe à ce dernier.

En raison de l'impossibilité d'œuvrer pour les droits de l'homme dans ce pays, les O.N.G. sont obligées de faire appel aux organismes supranationaux tels que l'O.N.U. ou l'Union Européenne pour que ces dernières les appuient dans leurs démarches. De

toutes ces O.N.G., seule Amnesty International peut intervenir directement auprès du gouvernement vietnamien grâce à l'envoi de lettres écrites par des sympathisants du monde entier.

Sur ce schéma, mis à part l'U.N.H.C.R., nous constatons que les organismes qui consacrent une partie ou la totalité de leurs activités à la cause des Montagnards s'inscrivent dans le réseau interrelationnel de niveau international. Cela s'explique par le refus vietnamien de les voir opérer sur son territoire. Une autre explication tient du fait de l'internationalité même de ces organismes. Hormis M.F.I., les O.N.G. sélectionnées pour cette recherche fonctionnent à la manière d'entreprises multinationales et possèdent plusieurs sièges sociaux à travers le monde. Le cas de T.R.P. est un peu à part mais la nature de cette organisation est profondément internationale, ou devrions-nous plutôt dire « transnationale », et regroupe des militants des droits de l'homme issus de tous les continents.

En 1990, M.F.I. commence ses activités de lobbying auprès du Congrès américain dans l'espoir d'obtenir le soutien de ses membres. Les débuts sont particulièrement difficiles et aucun avancement n'est en vue. C'est avec les événements de 2001 dans les Hauts Plateaux que M.F.I. est consultée par A.I. et H.R.W. Ces deux contacts sont particulièrement importants pour la petite O.N.G. qu'est M.F.I. D'une part, A.I. et H.R.W. bénéficient d'une réputation enviable dans le monde des O.N.G. quant au sérieux et à la crédibilité de leurs activités en matière de droits de l'homme. De plus, elles ont toutes deux le statut consultatif auprès de l'É.C.O.S.O.C. ce qui, en quelque sorte consacre cette reconnaissance de leur travail dans le domaine d'activité des droits de l'homme et en font des spécialistes. Le fait que ces deux O.N.G. s'intéressent aux activités de M.F.I. et lui demandent des informations sur la situation dans les Hauts Plateaux implique, implicitement, qu'elles lui font confiance. De plus, ces trois organisations partagent des intérêts communs, à savoir le respect des droits de l'homme, et communiquent beaucoup entre elles de manière informelle quand

leurs représentants sont amenés à participer à toutes sortes d'événements organisés autour de leurs activités (conférences, colloques, groupes de travail, etc.). D'autre part, obtenir la reconnaissance de ces O.N.G. donne accès à M.F.I. à la scène internationale et notamment celle où les gouvernements sont représentés. Il s'agit surtout des Nations Unies et de l'Union Européenne, où se trouvent les principales instances des droits de l'homme, auprès desquelles elle multiplie les démarches dans l'espoir d'obtenir leur soutien. Or, c'est malheureusement sans compter les priorités nationales et diplomatiques de chaque gouvernement. Les droits de l'homme, et *a fortiori* le cas du peuple d'agar, ne font pas le poids face à la politique internationale, dont ils font pourtant partie, et sont souvent relégués au second plan.

Pourtant, bénéficiant du statut consultatif – et participatif pour ce qui est d'Amnesty International – ces O.N.G. ont parfois le même poids décisionnel que les États-membres. Ces statuts sont d'ailleurs accordés par l'É.C.O.S.O.C., formé de ces mêmes États-membres, au regard de la résolution 1296 (XLIV) qui fixe des critères très stricts auxquels les O.N.G. doivent répondre. L'O.N.U. et l'U.E. ont tout intérêt à coopérer avec les O.N.G. et ce en dépit de modes de fonctionnement distincts. En effet, les O.N.G. se préoccupent moins de la diplomatie... en revanche leur présence permanente sur le terrain est particulièrement riche en expériences qui viennent peser dans la balance décisionnelle. Cette assiduité sur le terrain a, de plus, permis que de nombreuses situations de violations des droits de l'homme soient dénoncées et portées à l'attention internationale. De fait, elles participent immanquablement à la crédibilité des O.I., à condition évidemment que les activités des O.N.G. choisies par ces derniers, ainsi que celles de leurs membres, soient irréprochables.

Être irréprochable, c'est malheureusement ce que M.F.I. n'est pas. L'adhésion de M. Ksor au F.U.L.R.O. (Front Unifié de Libération des Races Opprimées) et son passé militaire auprès des États-Unis lors de la guerre du Vietnam se répercute sur l'O.N.G. dont il est le fondateur. Le Vietnam l'accuse de vouloir continuer les actions du

F.U.L.R.O. à partir des États-Unis tout comme c'était le cas à partir du Cambodge de 1960 à 1992. Ces allégations sont renforcées par le fait que la plupart des membres de M.F.I. sont également d'anciens proches du F.U.L.R.O. réfugiés en Caroline. M.F.I. ne bénéficiant d'aucune subvention, le financement de l'O.N.G. est assuré par les réfugiés montagnards, parmi lesquels de nombreux ex-membres du F.U.L.R.O. C'est grâce à eux que M. Kok Ksor parvient à se déplacer dans le monde entier pour d'une part, informer les militants des droits de l'homme et autres O.N.G. du domaine de ce qui se déroule dans les Hauts Plateaux et d'autre part, établir des partenariats (notamment par le biais du forum des Nations Unies pour les peuples autochtones) avec d'autres représentants de populations autochtones pour continuer de faire valoir le droit des peuples. Évidemment, où qu'il aille, les représentants du gouvernement vietnamien cherchent par tous les moyens à le priver de son temps de parole. Cependant, cette obstination vietnamienne à vouloir le faire taire, mais aussi le fait que le gouvernement ait isolé les Hauts Plateaux du reste du monde, n'attire pas le soutien escompté des autres États. Ainsi, quand le Vietnam a demandé l'exclusion du Transnational Radical Parti parce que Kok Ksor comptait parmi ses membres, il a essuyé un échec. En effet, depuis avril 2002, le gouvernement vietnamien avait émis de puissantes protestations à l'encontre du fait que M. Ksor soit mandaté par T.R.P. à prendre la parole devant la Commission des Droits de l'Homme de l'O.N.U. à Genève, jugeant les activités de ce dernier terroristes et séparatistes. Il réclamait que le statut consultatif de l'O.N.G. italienne lui soit retiré. Cependant, le 23 juillet 2004, l'É.C.O.S.O.C. a rejeté la recommandation vietnamienne. Le vote en faveur du maintien du statut consultatif de T.R.P. lui a évité d'être banni pour une période de trois ans, la durée maximale, de la scène des Nations Unies. La propagande vietnamienne n'a pas fonctionné auprès des membres de l'É.C.O.S.O.C. et comme pour confirmer cette tendance, le parlement européen a invité M. Ksor à s'exprimer en session parlementaire à Bruxelles le 6 décembre 2006. À cette occasion, il a clairement exprimé les objectifs de M.F.I., qu'il préside :

« We, the Montagnard Foundation state clearly however, that we do not want to overthrow the government of Vietnam and do not seek an independent state. We only seek to ensure our people's human rights so we can co-exist with the Vietnamese people as equal citizens.³⁶ »

En déclarant ceci, il dément les accusations du gouvernement vietnamien lui reprochant de fomenter des velléités d'indépendance et de haine envers les Kinh établis dans les Hauts Plateaux. C'est une belle faveur qu'offre l'Union Européenne au président de M.F.I. Pourtant, elle prend une allure paradoxale. En effet, d'un côté elle accorde la parole à un militant des droits de l'homme, ce en quoi elle croit profondément – l'U.E. est un organe supranational essentiellement occidental, de culture individualiste, et ce en dépit de son ouverture vers l'est à tendance collectiviste – et de l'autre, elle subventionne largement le gouvernement vietnamien en dépit de l'Accord de Coopération, et en particulier de son article 1, qui stipule que : « *Le respect des droits de l'homme et des principes démocratiques constitue le fondement de la coopération entre les parties et des dispositions du présent accord et est un élément essentiel de l'accord.*³⁷ » L'Union Européenne est tout à fait au courant des actions du Vietnam dans les Hauts Plateaux. De nombreux documents rédigés par des rapporteurs spéciaux délégués par ses services l'attestent. Du côté des Nations Unies, la tendance est sensiblement similaire... C'est un fait inquiétant. En effet, si ces deux organes supranationaux sont au courant des violations des droits de l'homme au Vietnam, et dans quelque pays qu'il s'agisse d'ailleurs, et les laissent faire alors ils se rendent complices des sévices occasionnés. Concernant le garant de la paix dans le monde, l'O.N.U., c'est un comble !

³⁶ http://www.montagnard-foundation.org/MRelease_061216.htm

Nous, la Mountagnard Foundation faisons clairement état du fait que nous ne désirons nullement renverser le gouvernement du Vietnam ni ne recherchons un État indépendant. Nous voulons seulement que soient assurés les droits de l'homme pour notre peuple de manière à ce que nous puissions co-exister avec le peuple vietnamien et partager le même titre de citoyens.

³⁷ http://europa.eu.int/smartapi/cgi/sga_doc?smartapi!celexapi!prod!CELEXnumdoc&lg=FR&numdoc=51995PC0305&model=guichett

La crédibilité des O.I. est en jeu et avec elle la valeur même des droits de l'homme. En effet, si l'U.E. et l'O.N.U. n'ont pas le pouvoir de sanctionner de manière convaincante les pays violateurs des droits de l'homme comme cela est fait pour les droits du commerce international par exemple, alors les droits de l'homme ne deviennent qu'un ensemble de résolutions de bonnes intentions sans aucune valeur juridique. Il est donc capital que les O.I. restent en contact avec les O.N.G. car ces dernières sont à la source de l'information et développent des stratégies d'actions souvent plus appropriées à la situation puisqu'elles sont présentes sur le terrain, avec les populations locales. Cependant, les O.I. sont également mues par les États-membres, ce qui implique des relations diplomatiques qui ne vont pas toujours de pair avec le type de relations qu'ils entretiennent avec les O.N.G.

Voici donc un aperçu du réseau interrelationnel liant les O.I., O.N.G. et le gouvernement vietnamien à la situation des Montagnards. La complexité des jeux relationnels entre les acteurs participe aussi à l'impasse communicationnelle. Peut-être faudrait-il alors redéfinir les règles du jeu...

3.2.2 Pourquoi les acteurs restent-ils prisonniers des jeux d'interaction ?

Si les acteurs restent prisonniers des jeux d'interaction, cela peut être pour deux raisons. Elles peuvent relever soit de la contrainte institutionnelle à laquelle les acteurs sont soumis, soit de divers avantages qu'ils retirent de cette manière rituelle de communiquer.

3.2.2.1 Les contraintes des règles les empêchent de réguler autrement leurs échanges

En fonction des diverses contraintes qu'établit le milieu institutionnel, les acteurs vont chercher à imposer leurs intérêts, voire leur pouvoir, et vont tout faire pour que les conditions dans lesquelles ils travaillent se déroulent pour le mieux. Sur une scène

où les débats sont avant tout diplomatiques, les O.N.G. et le gouvernement vietnamien, chacun de leur côté, vont chercher à imposer leurs points de vue et leurs stratégies d'actions. Le tout est orchestré par des règles très strictes et souvent différentes d'un O.I. à l'autre.

La lourdeur administrative

La lourdeur administrative s'applique aussi bien au cas des O.N.G. qu'à celui des États-membres des O.I.

Pour ce qui est des O.N.G., dans le cas qui nous préoccupe, cette lourdeur administrative s'est, par exemple, particulièrement manifestée pour la réalisation du projet de déclaration des droits des peuples autochtones. Quand la Commission des droits de l'homme, en 1995, a décidé la création du groupe de travail pour examiner le projet de déclaration préalablement présenté en 1994 par la Sous-commission, des conditions drastiques visant la participation des autochtones à ces travaux furent établies. Pourtant, à cette époque, les O.N.G. bénéficiaient d'un vent favorable au sein des O.I. et leur participation était très attendue car leurs compétences comptaient lourdement dans la balance décisionnelle. Ces contraintes imposées aux O.N.G. autochtones allaient à l'encontre des velléités d'ouverture des O.I. Pourrions-nous y voir le dessein de plusieurs États pour qui cette déclaration serait malvenue ? Toujours est-il que pour pouvoir être du projet, les O.N.G. autochtones devaient présenter une demande de participation au coordonnateur de la décennie des peuples autochtones, qui devait par la suite consulter les États concernés avant de pouvoir transmettre les informations reçues au Comité de l'É.C.O.S.O.C. chargé des O.N.G. Ces procédures drastiques furent mises en application conformément à la résolution 1296, au terme de laquelle l'É.C.O.S.O.C. régissait l'accès des O.N.G. à l'O.N.U., et qui date de 1968. Or, concernant l'accès des autochtones à l'O.N.U., cette résolution, toujours en vigueur, est totalement dépassée. Entre un projet qui se voulait ouvert et une machine administrative hermétique, il aura fallu près de dix-sept années pour que

le projet de déclaration des droits des peuples autochtones soit à l'agenda de l'Assemblée générale des Nations Unies pour y être voté.

Du côté des États, les contraintes administratives se manifestent autrement. Quand un État adhère à un O.I., il doit se conformer à son mode de fonctionnement dans le but de mettre en application les textes qu'il a ratifiés sous son égide. Premièrement, les États s'engagent sur le plan interne, impliquant d'importants efforts que ce soit de transposition juridique, de mise en oeuvre effective, de formation de professionnels du domaine, d'information de ses citoyens ou de garanties d'application des lois. Deuxièmement, sur le plan international, les États ont l'obligation de rendre compte de leurs engagements, doivent faire face à des recours individuels, accepter la présence de rapporteurs spéciaux sur leur territoire et sont appelés à présenter des rapports périodiques. Or, ces rapports qui doivent être présentés, dans la situation qui nous concerne, au Haut Commissaire aux droits de l'homme, tardent souvent à arriver. Un an après la signature d'un pacte le liant aux activités d'un O.I., un État doit présenter un premier rapport puis, généralement, il doit en rendre un tous les quatre ans. Un comité des droits de l'homme examine chaque rapport et rend ses commentaires et recommandations sous forme d'« observations finales ». Ce système actuel de présentation des rapports est ralenti par la lourdeur administrative de leur préparation, la lenteur des comités chargés de les contrôler et le fait que certains pays ne les présentent jamais ou tardent à le faire. Le Vietnam, compte parmi ces derniers. L'éventualité selon laquelle certains pays failliraient à la tâche serait que la signature des Pactes qui marque leur adhésion à un O.I. ne représenterait rien de plus qu'une formalité administrative pour accéder aux programmes de financement et de développement offert par ces mêmes O.I.

Principe de non-ingérence dans les affaires d'État d'un pays tiers

Les États sont les principaux sujets du droit international. Les relations entre les États sont régularisées par différents traités et pactes sur lesquels ils s'entendent. Le principe

de non-ingérence découle du droit international et il est fortement lié au principe de souveraineté nationale auquel les États tiennent particulièrement.

Après la seconde Guerre Mondiale, les États fondateurs de l'O.N.U. remettent en question le principe de non-ingérence, c'est-à-dire l'immixtion d'un État dans les affaires intérieures d'un autre État. Dès lors, la protection des droits de l'homme s'inscrit dans le cadre international. La société d'après guerre exige des normes internationales pour protéger les hommes et leurs droits. Par conséquent, elle implique un droit de regard sur ce qui se passe sur le sol d'un pays où les droits de l'homme ne sont pas respectés. Pour des États autoritaires, tels que le Vietnam, l'ingérence est perçue comme une mise en scène juridique visant à restreindre leur souveraineté. La communauté internationale et l'O.N.U., en particulier, auraient instrumentalisé l'universalisme des droits de l'homme, auquel ils s'opposent, pour mieux les contrôler et amenuiser leur souveraineté. D'ailleurs, cette instrumentalisation ne se révèle-t-elle pas dans le manque d'impartialité de la communauté internationale à agir dans les États en situation d'urgence ? N'est-ce pas là le reflet d'intérêts politiques plutôt qu'humanistes ? Les pays s'opposant au droit d'ingérence le perçoivent donc comme une illusion politique.

Ceci est particulièrement gênant si nous nous attardons sur le fait que ces États qui s'opposent à l'ingérence, même pour des raisons humanitaires, appartiennent au paysage institutionnel des O.I. En effet, les États sont à la fois les fondateurs et les acteurs des O.I. Les décisions qui y sont adoptées traduisent la volonté des États membres. Elles informent également sur les rapports de force opérant entre les États selon les règles qu'ils ont eux-mêmes fixées.

En raison de ce statut spécial, relatif aux O.I., les États ne voient pas leur souveraineté remise en question. Ils gardent leur pouvoir et demeurent intouchables, d'où la raison d'être de la requête d'ingérence dans certains cas, notamment ceux de violations des droits de l'homme.

Nous voyons bien qu'à l'intérieur des O.I. deux courants s'affrontent. Ils sont en général issus des États qui se voient imposer une ingérence de la part de la communauté internationale. Ils dénoncent un acharnement mené à leur encontre par les pays dits du « Nord », c'est-à-dire d'Europe ou d'Amérique du Nord. Or, à nouveau, deux discours s'opposent et sans ajustement nous faisons face à un autre élément de construction de l'impasse communicationnelle. Ici, le Vietnam s'oppose à l'ingérence que veulent exercer sur lui l'O.N.U. et l'U.E. Il impose sa souveraineté en tant que droit inaliénable et interdit à quiconque de pénétrer dans la zone fermée des Hauts Plateaux du Centre.

3.2.2.2 Divers avantages dans les façons rituelles de communiquer

Finalement, face aux O.N.G., les États trouvent des avantages à maintenir ces jeux complexes d'interaction et de communication. En prenant de plus en plus de place au sein des O.I., les O.N.G. s'affirment aussi sur le plan national et deviennent souvent les figures du contre-pouvoir. Même si le Vietnam maintient les O.N.G. des droits de l'homme hors de son territoire, il n'en reste pas moins qu'il a des comptes à rendre à ces dernières et aux autres États de la situation sur son territoire par l'intermédiaire des rapports périodiques. C'est pourquoi, plus le processus administratif est long, plus les États, qui comme le Vietnam ont peu d'intérêt à ce que des sanctions leurs soient imposées quant à leurs agissements envers leurs citoyens, y trouvent un avantage puisqu'ils gagnent du temps. Souvent, d'ailleurs, ils espèrent que les événements au niveau mondial feront peu à peu oublier leurs engagements non tenus et finiront par les effacer de l'agenda.

De plus, bien avant que les O.N.G. n'apparaissent dans le paysage institutionnel des O.I., les États-membres se sont vus octroyés un certain nombre de droits. Connaissant la puissance grandissante des O.N.G., ils sont désormais tout à fait récalcitrants à les abandonner ou même à les partager avec ces dernières. Par exemple, à

l'É.C.O.S.O.C., le comité chargé de l'adhésion des O.N.G., est un organe intergouvernemental à l'intérieur duquel chaque État-membre bénéficie d'un droit de veto quant à l'entrée des O.N.G. au sein de cet O.I. En fonction des actions qu'elles mènent et dépendamment des liens diplomatiques entre les États, les O.N.G. peuvent essuyer un veto contre lequel tout recours est inutile. Plusieurs alternatives à ce mode de fonctionnement pour l'adhésion des O.N.G. ont été soumises au Comité. On a, notamment, proposé que les décisions soient adoptées à la majorité qualifiée, c'est-à-dire par l'obtention d'une majorité au trois-quarts, dans le cas où une objection d'un État-membre serait lancée. Il a également été demandé que le comité se réunisse une fois par année au lieu de tous les deux ans, de manière à ce qu'il puisse se pencher sur davantage de cas soulevés par les O.N.G. De plus, l'examen des rapports périodiques ne s'effectuant qu'une fois tous les quatre ans, on a également suggéré que cette durée soit écourtée. Or, en dépit de ces doléances, peu de changements dans la manière de procéder ont eu lieu. Quand il a été demandé que soit remplacée la Commission des droits de l'homme des Nations Unies par le Conseil des droits de l'homme, les premières remarques essuyées par ce nouvel organe concernaient son manque d'innovations et de souplesse administrative. Accepter de changer, ce serait accorder plus de pouvoir aux O.N.G. et, comme nous l'avons vu, ce serait les asseoir dans leur rôle de contre-pouvoir à l'intérieur d'un pays. Or, nombre d'États sont bien trop attachés à leur souveraineté pour accepter qu'une autre source de pouvoir décisionnel vienne s'introduire dans ses affaires. La lourdeur et la lenteur administrative au sein de l'O.N.U. et de l'U.E. conviennent souvent moins aux O.N.G. qu'aux États, surtout ceux pour qui les droits de l'homme ne sont pas une priorité. Les O.N.G., au fonctionnement plus rapide et plus adapté aux situations qu'elles rencontrent sur le terrain, sont ainsi freinées dans leurs activités. Empêtrées dans le borbier administratif, les appels à l'aide des O.N.G. peinent à se faire entendre. Le temps que les décisions se prennent au niveau institutionnel, la situation a évolué. Soit la décision prise est alors obsolète, soit, il est déjà trop tard.

Pour ce qui est du peuple degar, de nombreuses recommandations faites par les Nations Unies et l'Union Européenne ont été faites mais elles n'ont jamais été appliquées car le Vietnam a toujours nié les exactions dont l'accusent les O.N.G. des droits de l'homme. Quand le gouvernement a accepté l'entrée d'un rapporteur spécial pour qu'il témoigne de la situation dans les Hauts Plateaux, cette visite s'est déroulée sous l'étroite surveillance de l'armée et uniquement là où le gouvernement l'autorisait. Le Vietnam se pliait donc à la volonté internationale mais cette visite n'a, bien sûr, rien révélé d'autre que la mauvaise volonté du Vietnam à coopérer, mais ainsi, il gagnait du temps. Il a pu profiter des délais qu'offraient la rédaction du rapport et de sa présentation devant le comité pour continuer, d'un côté, les persécutions dans cette région, et de l'autre, poursuivre les démarches pour son adhésion à l'O.M.C.

De fait, en maintenant les Hauts Plateaux hors du regard extérieur, ce qui s'y déroule est inconnu du reste du monde. Hormis quelques témoignages qu'arrivent à intercepter les O.N.G., nous avons bien une idée de ce qui s'y passe mais nous n'avons pas accès aux preuves. Le manque d'images rebute les médias à couvrir la situation. Par exemple, ce qui se passe au Darfour est mis au grand jour grâce à un soutien médiatique encouragé par un accès à l'image. On se rend bien compte que cet accès n'accélère en rien une résolution du conflit, puisque les intérêts des États – majoritairement économiques – ne sont pas en jeu. Cependant, il a le mérite d'alerter la communauté internationale.

De même, si un parallèle entre la situation dans les Hauts Plateaux et celle du Tibet peut être fait, on remarque également que la portée médiatique, elle, n'a rien de similaire. Sans doute, la figure emblématique du Dalaï Lama a-t-elle réussi à parler au nom des tibétains. Le peuple degar n'a pas de telle figure emblématique à laquelle s'identifier. La seule voix dénonçant les actions du Vietnam envers ce peuple est celle de M. Kok Ksor. Le fait que ce nom soit inconnu du grand public n'est pas étranger

au caractère hermétique du système institutionnel des O.I. et du petit monde des O.N.G. En effet, le système des O.N.G. et O.I. ne s'adresse qu'à lui-même. Il s'agit d'un monde très fermé, à tendance élitiste ne permettant que trop rarement aux personnes non impliquées de s'informer. Les personnes censées représenter les Degars appartiennent à ce milieu très fermé et sont souvent même inconnues de la population montagnarde du Vietnam. Cet état de fait pose la question de la reconnaissance de ces représentants : représentent-ils leur association ou bien le peuple degar ? Cette question, les États-membres des O.I. la soulèvent également quand leur vient le moment d'accorder le statut consultatif, c'est-à-dire un pouvoir décisionnel non négligeable pour la cause défendue, à une O.N.G.

3.3 LES SCENARII POSSIBLES

3.3.1 Le recadrage

Le recadrage communicationnel, c'est-à-dire le fait de modifier par la parole le sens d'une activité en la plaçant sous une autre perspective, engendre chez un individu ou un groupe d'individu un changement dans la perception qu'il a d'une situation. Pour l'école de Palo Alto, recadrer c'est « *redéfinir la vision de la situation pour les acteurs à travers une modification des relations entre ces acteurs.* »³⁸ La théorie du recadrage s'inspire de la réalité telle qu'on la perçoit d'un point de vue constructiviste. Ne peut être réel que ce qu'un groupe d'individus s'est entendu à percevoir comme tel. C'est pour cette raison qu'un ajustement des discours est nécessaire afin que tous les acteurs parlent de la même chose. En effet, un objet peut se classer dans plusieurs catégories d'appartenance et chacune de ces catégories reflète un aspect apte à qualifier ce même objet. Le recadrage consiste donc à définir un objet en le faisant passer d'une catégorie à une autre, tout aussi valable. Ainsi, la

³⁸ MUCCHIELLI, Alex. *Étude des communications Approche par la contextualisation*, Armand Colin, Paris. 2005.

définition d'une situation dépendra de l'interprétation que les acteurs donnent aux éléments qui la construisent.

Le concept de recadrage communicationnel introduit les concepts de réalités subjectives et de réalité objective que nous allons détailler ci-dessous. Si la réalité est construite, représente-t-elle la réalité objective ?

3.3.1.1 Concept de réalités subjectives / réalité objective

Un diagnostic de la situation générale entre organisations, Montagnards et Parti vietnamien, semble indispensable pour redéfinir la *réalité objective* – la situation telle qu'elle est produite par l'ensemble des acteurs – qui semble entrer en conflit avec les *réalités subjectives* des intervenants – la situation perçue, interprétée par chacun des acteurs – c'est-à-dire les visions de chacun sur le problème, les irritants et les solutions envisagées.

Comme les différents intervenants ne s'entendent pas sur la teneur de ce que représente pour eux la situation dans les Hauts Plateaux, nous allons faire une analyse de la *dialectique réalité subjective - réalité objective* de la situation, puis observer les *interactions symboliques* émanant des visions hétérogènes de cette situation. Cette approche méthodologique et interprétative s'inspire également du constructionnisme, l'étude des processus de construction du sens, car elle aspire à éclaircir la réalité situationnelle, cette même *réalité objective* « *c'est-à-dire, extériorisée (s'émancipant des acteurs qui la produisent) et objectivée (constituée de mondes d'objets séparés).*³⁹ »

³⁹ CORCUFF Philippe, *Les nouvelles sociologies . Constructions de la réalité sociale*, Nathan, ed. 128, Paris, 1995.

3.3.1.2 Une redéfinition de la situation par le contact intergroupe

Le recadrage, dans cette situation, peut être réalisé au moyen du contact intergroupe sur lequel Gordon Allport s'est penché dans son ouvrage « *The Nature of Prejudice* ». En effet, il apparaît que le seul moyen pour que le gouvernement vietnamien accepte de négocier avec les O.N.G. de défense des droits de l'homme concernées par la situation des Degars soit de ne plus les considérer comme ennemies de la patrie vietnamienne.

Allport atteste que les préjugés et l'hostilité peuvent s'estomper, voire disparaître, au moyen du contact intergroupe. Pour cela, trois facteurs doivent être réunis. Le premier réside dans la définition d'un objectif commun. Le deuxième requiert une instance apte à servir le rôle d'appui officiel, reconnue comme telle par les différents acteurs. Le troisième impose l'équité entre les acteurs. Leurs statuts et leurs pouvoirs doivent être égaux. Ce dernier facteur revêt une grande importance car, si les statuts et les pouvoirs s'avéraient inégaux, il y aurait tout simplement un grand risque de consolider et d'accroître les attitudes et les comportements négatifs entre les acteurs.

Pour la situation-problème qui s'impose aux acteurs de cette recherche, le contact intergroupe pourrait se manifester de la manière suivante :

L'objectif commun à atteindre serait la cessation des violations des droits de l'homme dans les Hauts Plateaux. En effet, le gouvernement vietnamien doit parvenir à reprendre le contrôle qui lui échappe dans cette région puisque le Parti délègue ses pouvoirs à une poignée de ses membres. L'éloignement géographique et les difficultés d'accès à cette région montagneuse ont tendance à conforter ces représentants, peu scrupuleux en matière de droits de l'homme, dans leur perception du pouvoir qu'ils associent à de l'autoritarisme. Les dérives sont alors fréquentes. Dans les campagnes vietnamiennes, en raison du niveau d'éducation bien moins élevé que dans les villes, les représentants locaux du Parti sont plus mus par les avantages

que leur octroie la position qu'ils occupent que par des idéaux politiques dont ils n'ont parfois aucune notion. Face à cela, l'objectif commun des O.N.G. des droits de l'homme et du gouvernement vietnamien serait donc l'assainissement des relations entre les autorités locales et les autochtones dans les Hauts Plateaux. Cet objectif pourrait être supervisé par les O.I. dans le rôle d'instances officielles.

La reconnaissance commune des O.I. dans ce rôle est en partie déjà faite puisque nous retrouvons à la fois les O.N.G. et le Vietnam investis dans ce cadre institutionnel. L'État vietnamien y est lié par la signature de textes confirmant son adhésion ou son accord avec les principes que défendent les O.I. tels que le Conseil des Droits de l'Homme et le Conseil de l'Europe. Ce n'est pas le cas des O.N.G. C'est pour cette raison que les statuts, qu'ils soient consultatifs ou participatifs, dépendamment des O.I., revêtent une signification plus que symbolique. Ces statuts sont garants de l'équité – troisième facteur requis pour le contact intergroupe – requise pour qu'O.N.G. et Vietnam acceptent de collaborer.

L'élément positif du contact intergroupe, dans cette situation avec le Vietnam, réside dans la dimension culturelle. En amenant l'État vietnamien à travailler avec les O.N.G. sur un même objectif, la commutation de ces deux acteurs en un groupe ne peut que changer la vision vietnamienne de la situation. Le recadrage opère à ce niveau. Les fondements collectivistes de la culture vietnamienne font en sorte que l'unité d'un groupe est primordiale. Faire accepter au Vietnam que les O.N.G. et lui forment une entité groupale travaillant dans une même perspective, éloignée de toute ambition personnelle, semble une manière efficace d'amener le gouvernement vietnamien à négocier et prendre des décisions quant au sort des Degars.

3.3.2 La médiation normative culturelle

Un autre recadrage apte à fournir aux O.N.G. et au Vietnam les éléments nécessaires à la formation d'un groupe partageant un objectif commun passe également par la

culture. Or, la culture recherchée est une culture commune. O.N.G. et Vietnam, engagés au sein des O.I. partagent une même culture institutionnelle fondée sur des règlements, des textes, des normes, un langage, etc. en fonction desquels ils modulent leurs relations. Il s'agit d'une autre forme de recadrage destinée à faire intervenir de nouveaux cadres normatifs pour engendrer une interprétation différente de la situation.

Ce moyen de procéder s'appelle la médiation normative culturelle. Cette dernière consiste en :

Un processus de contextualisation qui profite de la relation des acteurs sociaux, participants d'une culture ambiante partagée, avec les référents normatifs de cette culture, pour modifier la situation partagée en modifiant les référents normatifs prégnants de la situation commune et, de ce fait, arriver à une modification du sens de ce qui se passe dans cette situation évolutive. La médiation normative culturelle travaille donc essentiellement, comme son nom l'indique, les normes sociales du « contexte normatif » de la « situation pour un acteur.⁴⁰ »

Dans cette situation, l'objectif visé en utilisant la médiation normative culturelle n'est pas de parvenir à convaincre le Vietnam, par des moyens détournés, à faire cesser les violations des droits de l'homme dans les Hauts Plateaux. Cette approche tendrait plutôt à fabriquer un référentiel collectif.

Premièrement, les O.I. peuvent être les arènes permettant aux O.N.G. et au Vietnam de confronter leurs interprétations de la situation. Ces confrontations se font dans le cadre des règles institutionnelles admises et comprises par chacun des acteurs. L'étalage des interprétations peut faire ressurgir un sens commun à leurs activités. À partir de ce sens commun, une évaluation de la situation, dans le sens de « réalité objective construite par les acteurs », peut être faite. En fonction de cette relative compréhension partagée, les O.N.G. et le Vietnam pourront se faire une idée

⁴⁰ MUCCHIELLI, Alex, *Étude des communication · Approche par la contextualisation*, Armand Colin, Paris. 2005.

commune de ce qui se passe et comment ils se placent les uns par rapport aux autres. Ce processus implique que chacun des acteurs se projette, non pas en tant qu'entité isolée, mais bel et bien comme élément d'un groupe.

Deuxièmement, en tant que groupe, les O.N.G. et le Vietnam doivent faire appel à tout ce qui leur est commun. De cultures différentes – individualiste et collectiviste – ces acteurs ont, cependant, en partage la culture institutionnelle des O.I. dans lesquels ils opèrent. Les processus de médiation normative culturelle se feront donc en fonction des règles et de toutes les références faites aux valeurs communes – dont la teneur est révélée par les traités approuvés par les acteurs – les représentations partagées, les normes, etc.

Toutes les communications ou les échanges entre les acteurs vont participer à la construction de référentiels collectifs communs permettant d'accéder à des consensus normatifs. Au fur et à mesure, ces consensus normatifs vont s'ajouter au référentiel culturel commun. En fonction de la création de nouveaux consensus, le référentiel culturel commun évoluera. Il est à noter que la situation dans les Hauts Plateaux, en fonction des actions qui y seront menées, évoluera, elle aussi. Ce sont ces variations de la situation qui influenceront les prises de décisions consensuelles. Les interactions entre les O.N.G. et le Vietnam auront des répercussions sur la situation dans les Hauts Plateaux et ces mêmes répercussions seront de nouvelles matières à débat dont l'issue nécessaire sera un nouveau consensus à intégrer au référentiel culturel commun. La particularité de ce dernier est donc d'être en perpétuelle évolution et constante transformation.

Autrement dit :

La médiation culturelle concerne toutes les procédures et modalités d'activités faites par les acteurs sociaux qui concourent à interpeller ce référentiel pour le rendre plus présent et plus efficace dans l'interprétation des phénomènes de la situation.⁴¹

Mucchielli concède aux processus de médiation normative une relative ressemblance avec les phénomènes observés lors de l'acculturation. Ces phénomènes sont ce qui assure l'intégration de nouveaux acteurs en fonction de leur appropriation des normes et règles sociales d'une culture sans les changer. Il ajoute que la médiation normative culturelle implique l'existence préalable d'une culture de référence ainsi qu'une acculturation à cette dernière. Or, si les phénomènes de médiation s'apparentent à ceux de l'acculturation, il en va autrement pour la médiation normative culturelle en elle-même. Elle est d'ailleurs le contraire de l'acculturation. En effet, ce procédé consiste à extirper des éléments du contexte culturel afin les rendre plus visibles dans la situation. De cette manière, l'interprétation de ces éléments s'impose aux acteurs d'un même groupe et fait qu'ils agissent en fonction de ce que les normes groupales leur recommandent de faire en présence de tels éléments.

3.3.3 La manipulation des contextes

La construction du sens se fait à partir de la mise en relation des actions de communication et de la situation dans laquelle la communication s'installe. Donc, pour qu'il y ait du sens, une contextualisation s'avère nécessaire. Cette dernière peut être comprise comme le découpage d'une situation sous forme de plusieurs contextes superposables. Au regard de cette approche, la situation autour de la problématique du peuple degar peut se décomposer en quatre contextes principaux : le contexte culturel, le contexte normatif, le contexte des positionnements et le contexte

⁴¹ *Op. cit.*

relationnel. Ces quatre contextes sont simultanément présents dans la situation-problème unissant les O.N.G., les O.I. et le Vietnam. Le sens global des communications entre ces acteurs résulte de l'ensemble des significations émanant de ces quatre contextes. Pour amener le Vietnam à négocier, il est nécessaire d'harmoniser les différents discours et points de vue que les acteurs portent sur la situation. Dans cette perspective, le contexte le plus pertinent, à travers lequel les acteurs s'entendront pour comprendre et redéfinir la situation, facilitera la construction d'un sens commun.

Ici, il apparaît que le contexte le plus pertinent soit le contexte culturel. Comme nous l'avons vu plus haut, la scène au niveau de laquelle se développe la situation est d'ordre institutionnel. Le système convenu de normes, de langage, de rites, d'histoire commune, de valeurs, etc. font de la scène institutionnelle des O.I. une véritable entité culturelle, et ce quelles que soient les cultures – collectivistes ou individualistes – nationales ou organisationnelles en interaction. De fait, chaque acteur a assimilé un certain nombre de normes et de valeurs qu'il affirme partager en signant des traités qui les lient à l'O.I. qu'il décide d'intégrer. Les deux O.I. au sein desquels la problématique du peuple degar est débattue sont le Conseil de l'Europe et le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. Tous deux traitent des questions relatives aux droits de l'homme. Le Vietnam est représenté dans ces deux organismes et a ratifié plusieurs documents relatifs aux droits de l'homme afin de pouvoir y adhérer. Nous savons aussi que la signature de ces textes était principalement motivée par les avantages économiques que représentaient de telles adhésions puisqu'elles lui garantissaient des aides financières d'organismes tels que la Banque Mondiale ou le Fonds Monétaire International, sans oublier les financements de projets via les réseaux de la coopération internationale et intergouvernementale. Or, en dépit de son adhésion à ces O.I., le Vietnam reste l'un des principaux pays violateurs des droits de l'homme. Ce qui se déroule depuis plus d'un demi-siècle dans les Hauts Plateaux l'atteste et des O.N.G. telles qu'Amnesty International ou Human Rights Watch,

reconnues pour le sérieux de leurs enquêtes et rapports, dénoncent fortement les actions du Parti dans cette région.

Même si les droits de l'homme ne sont pas l'apanage des pays riches, il ne demeure pas moins que la plupart des exactions commises à leur encontre, de manière chronique, ont lieu dans les pays pauvres ou en développement. La dépendance économique est source de corruption, d'instabilité politique voire de mauvaise gouvernance qui sont autant de portes ouvertes aux abus se répercutant sur les populations.

Cette image, pour les représentants des pays concernés dans les O.I., n'est guère flatteuse. Elle n'est pas en accord avec les principes et valeurs régnant au sein de ces organismes. Elle compromet grandement les relations de confiance entre les États. En effet, si nous superposons au contexte culturel le contexte relationnel, il est probable que le fait de ne pas respecter les traités auprès desquels il s'est engagé entame la crédibilité du Vietnam. Les États-membres des O.I. sont susceptibles de penser qu'il ne tiendra pas plus ses engagements envers eux. Cette méfiance aura également des répercussions sur le contexte de positionnement. Ne pas respecter ses engagements est loin de servir la cause du pays et nuit sérieusement aux offres de coopérations internationales permettant une meilleure intégration du pays au niveau international, ce que le Vietnam souhaite ardemment pour son développement économique.

La manipulation des contextes de l'exemple ci-dessus met l'accent sur le fait que la persistance du Vietnam à ne pas vouloir négocier le problème du peuple dégar, et plus généralement des droits de l'homme, ne l'emmène pas nécessairement là où il en a l'intention. La quête du développement économique à outrance ne peut passer outre son peuple. Ne pas respecter ses engagements sur la scène internationale revient à ôter la crédibilité de son gouvernement. Or, le manque de crédibilité balaye le flux d'investissements économiques sur le territoire national. De fait, rester muet ne le protège en rien. Tout au plus, il gagne du temps.

CONCLUSION

La situation à laquelle les Montagnards font face est complexe et son évolution ne dépend plus tout à fait d'eux. Si les événements au niveau local ne semblent pas évoluer vers une résolution rapide de la situation, les violations répétitives des droits de l'homme attirent cependant l'attention des O.N.G. et de certains États sur la scène internationale. La position vietnamienne, au regard de cette situation, demeure inflexible. Le gouvernement refuse tout échange susceptible de critiquer son régime, ce qu'il considère comme une atteinte à sa souveraineté. Ce mutisme quant au sujet des droits de l'homme n'est pas près de se solutionner puisque le Vietnam est tout à fait conscient de transgresser les lois internationales de droits humains, auxquelles il a pourtant souscrit en signant plusieurs traités l'enjoignant de les respecter. Il sait donc qu'il s'expose aux critiques et choisit de garder le silence en attendant que le reste du monde l'oublie.

De plus, on observe, en utilisant les méthodes de l'approche systémique, que les jeux d'interaction des acteurs révèlent deux tendances. D'une part, les contraintes et les règles institutionnelles en vigueur dans le cadre des O.I. font qu'il est particulièrement difficile d'amener le Vietnam à négocier en raison de la lourdeur administrative qu'une telle démarche implique, mais aussi en raison du principe de non-ingérence dans les affaires d'un État ; principe que le Vietnam défend fermement. D'autre part, il semble que le Vietnam tire avantage des façons procédurières de communiquer au sein des O.I. Plus, elles sont complexes et plus il gagne du temps en souhaitant que les choses se résolvent d'elles-mêmes.

En fonction des éléments que présente la situation, il apparaît que les méthodes systémiques, et plus particulièrement les diverses formes de recadrages qu'elles proposent, soient aptes à rediriger le point de vue vietnamien quant à sa décision de ne pas négocier. En effet, le recadrage engendre une vision de la situation sous un autre angle. Tous les recadrages évoqués dans cet essai s'articulent, d'une manière ou

d'une autre, autour de la dimension culturelle. Dans le cas proposé du recadrage au moyen du contact intergroupe, il s'agit de faire jouer les référents et principes culturels autour desquels s'organise la société vietnamienne auprès d'un ensemble d'acteurs n'ayant pas la même culture en partage. Le but étant de créer du lien et un sens commun à travers un objectif rassembleur incitant le Vietnam à accepter de négocier sur la situation des droits de l'homme dans les Hauts Plateaux. Concernant les recadrages par la médiation culturelle et la manipulation des contextes, l'emphasis est placée au niveau de la culture institutionnelle commune des O.I. Le Vietnam étant le seul acteur en mesure de débloquent la situation en acceptant de négocier, ce qui permettrait un ajustement des discours en scène, il conviendrait de lui fournir les conditions aptes à le défaire de ses préjugés envers les défenseurs des droits de l'homme dont le but n'est pas de renverser le régime communiste du pays. Les fondements collectivistes de la culture vietnamienne favorisent la coopération avec les acteurs qu'il considère comme ses homologues. En parvenant à placer les O.N.G. dans le rôle de partenaires, le Vietnam serait plus enclin à les considérer avec moins de méfiance et serait donc plus favorable à l'option des négociations.

CONCLUSION

Je souhaitais rédiger cette recherche dans le but de faire connaître la situation que vivait le peuple degar. Mon expérience vietnamienne, qui aura duré deux ans, m'a confrontée à la vie dans les régions montagneuses du pays. Ces régions sont occupées par de nombreuses minorités ethniques provenant depuis plus ou moins récemment des régions alentour du Vietnam. De toutes ces ethnies, le peuple degar est un peuple autochtone établi dans les Hauts Plateaux du centre, le Tai Nguyen. Le sort des ethnies au Vietnam n'est pas très enviable et peu d'entre elles peuvent se targuer d'entretenir de bonnes relations avec le gouvernement. Cependant, en raison des soulèvements de 2001 et 2004 dans les Hauts Plateaux, le peuple degar a retenu mon attention. J'étais sur le territoire lors de la deuxième manifestation. Les rumeurs de manifestations réprimées violemment me parvenaient de mes collègues à l'ambassade de France. D'un côté, les Vietnamiens que je côtoyais à Hanoi ne savaient pas de quoi je parlais. De l'autre, les populations ethniques que je retrouvais dans les montagnes, les fins de semaines, me racontaient les agissements similaires à leur encontre. Ce que je leur rapportais ne les étonnait pas. À Hanoi, on ne me croyait pas et on me rétorquait que les Vietnamiens n'étaient pas un peuple violent, ce n'était pas dans leur nature.

Pourtant, pour que des O.N.G. telles qu'Amnesty International ou Human Rights Watch s'attardent sur ce sujet, jusqu'à y consacrer plusieurs rapports sur la situation, je me décidais à investiguer un peu plus. Je travaillais en coopération avec le gouvernement vietnamien et je voulais savoir jusqu'à quel point les projets auxquels je participais venaient agrémenter les caisses de cet État qui ne reconnaissait pas les droits de l'homme.

À côté de cela, j'étais fascinée par la culture des Degars. J'étais touchée par la grandeur des Nhà Rong, ces maisons communautaires aux toits coniques dont la hauteur culminait à plus de trente mètres, le fait que leur vie aille de pair avec celle des esprits auxquels ils croient, leurs sacrifices rituels (celui du buffle étant le plus éminent), leur poésie, leur musique et puis, tout simplement leur manière de vivre en symbiose avec la nature. C'est un peuple attachant. Alors, comme un être aimé qui souffre, quoi de plus révoltant qu'un peuple pacifique aux mœurs ancestrales qui disparaît peu à peu sous le joug d'un État autoritaire ? Que faisait la communauté internationale ? Pourquoi personne n'était-il au courant ?

D'un point de vue communicationnel, pour parvenir à analyser la situation, cette recherche s'est fondée sur la mise en application de la méthode de contextualisation calquée à la situation vécue par le peuple degar. La division en trois essais destinés à éclaircir cette situation à la fois par le constructionnisme (les processus de construction du sens) et par la systémique (l'étude des systèmes de relations enchevêtrées), fait que nous espérons avoir atteint notre objectif en abordant de cette manière les différents contextes définissant la situation-problème, soit l'impasse communicationnelle.

De fait, je me suis intéressée au rôle que les O.N.G. et les O.I. occupaient face à ce qui se déroulait dans les Hauts Plateaux. Un état des lieux de la situation, relaté dans le premier essai, m'aura permis d'une part de mieux cerner le sujet de ma recherche, c'est-à-dire les relations entre O.N.G., O.I. et gouvernement vietnamien, et d'autre part de mettre en exergue le problème de la double impasse communicationnelle résultant, premièrement, de la nature institutionnelle de ces relations et deuxièmement, des différents discours autour de la définition de la situation.

La réflexion proposée dans le deuxième essai est un recadrage de la situation-problème dans un contexte élargi à la notion de droit de l'homme en fonction des cultures des acteurs de cette recherche. Afin de dépasser cette impasse, il était

nécessaire d'élargir le contexte, ce que nous avons fait en appliquant les méthodes du constructionnisme dans le but de construire du sens à la situation. De fait, la vision des droits de l'homme, revendication principale du peuple degar, en fonction des référents utilisés par les acteurs, se devait d'être abordée d'un point de vue culturel.

L'objectif souhaité était de mieux comprendre l'origine des positions de chacun vis à vis de la situation et, de fait, mieux comprendre les raisons de l'impasse communicationnelle. Car, en définissant ces raisons et donc en localisant l'origine du problème, il était dès lors possible de réfléchir, dans un troisième essai, aux diverses méthodes proposées par les sciences de la communication pour débloquer la situation et dépasser l'impasse communicationnelle sclérosant le système interrelationnel étudié. Pour cela, nous avons utilisé les méthodes de la systémique afin de redéfinir la situation en proposant trois stratégies communicationnelles pour dépasser l'impasse. Ces stratégies ne sont que des propositions et toutes visent à faire évoluer la définition que le Vietnam a du peuple degar afin que cessent les atteintes aux droits de l'homme sur son territoire, dans le respect des diverses conventions signées par ses dirigeants à cet égard.

De manière à relater les interactions observées entre les O.N.G., les O.I. et le gouvernement vietnamien, je me suis inspirée de la méthode d'écriture anthropologique soutenue par Mondher Kilani⁴². Une recherche de type anthropologique était ce que je souhaitais mettre en place dès le commencement. Cependant, un stage au sein de l'U.N.H.C.R., à Phnom Penh au Cambodge, qui m'aurait permis d'observer la situation à partir d'un O.I. m'a été refusé car mon temps était apparemment mal choisi. Je faisais mes démarches auprès de cet organisme au moment où il était particulièrement critiqué par les O.N.G. des droits de

⁴² Kilani, Mondher, *L'invention de l'autre . Essais sur le discours anthropologique*, Payot Lausanne, 2000, p. 56

l'homme alors qu'il avait renvoyé du Cambodge une centaine de réfugiés montagnards dont la sécurité, une fois de retour au Vietnam, n'était pas assurée.

Comme ma venue à l'U.N.H.C.R. n'était pas souhaitée, ma quête de données s'est réorientée vers la France, où les principales associations de défense des droits de l'homme au Vietnam se situent. Les résultats escomptés ne furent pas à la mesure de mes espérances et la récolte de données fut plutôt maigre. La raison principale étant que les intervenants principaux étaient souvent en déplacement et donc inabordables pour toute entrevue exploratoire. Je savais qu'un terrain anthropologique se réalisait sur du long terme, mes lectures m'avaient assez mise en garde, cependant je n'avais pas la prétention de faire une recherche anthropologique. Je désirais juste m'inspirer des méthodes préconisées par cette discipline. Cependant, j'ai réalisé amèrement qu'à l'inspiration aurait dû se substituer une toute autre méthode. Un terrain anthropologique se construit, avant tout, avec le temps. Or, le temps de recherche alloué au terrain en Maîtrise n'est que de quelques mois. Je ne m'imaginais pas que rentrer dans le réseau d'O.N.G. lié à la situation des Degars serait à ce point difficile. L'expérience a prouvé que les intervenants principaux, pour des raisons de sécurité, étaient extrêmement méfiants vis à vis des personnes qui s'intéressaient soudainement à la situation. La plupart d'entre eux ne souhaitaient guère me prévenir longtemps à l'avance de leurs déplacements afin que la nouvelle ne se répande pas trop vite. Cela ne rendait pas facile la prévision des rencontres pour les entrevues exploratoires. Ils craignaient notamment les empoisonnements. Au début, je trouvais ce comportement excessif puis, lorsque la mort par empoisonnement d'Alexandre Litvinenko, cet ancien espion russe, a fait la une des journaux dans le monde entier, je me suis dit que ces mesures de sécurités n'étaient pas si déplacées. Je découvrais une pratique employée par les États que je ne soupçonnais guère jusque là. Au regard de toutes ces précautions, ce n'est que très récemment que j'ai réussi à établir un contact avec l'acteur principal de cette recherche : Kok Ksor le président de la Montagnard Foundation Inc, O.N.G. défendant la cause du peuple degar devant les O.I. tels que le

Conseil des droits de l'homme ou le Conseil de l'Europe. Encore aujourd'hui, même si je tente de garder le contact régulièrement, je ne considère toujours pas avoir intégré le réseau des militants.

Le fruit de cette recherche est donc avant tout le résultat de mes lectures, notamment celles des rapports émis par Amnesty International et Human Rights Watch, dont la plupart des informations sont recueillies par des rapporteurs spéciaux en mission au Cambodge d'où ils s'entretiennent avec les réfugiés montagnards qui relatent ce dont ils ont été témoins. Ces deux O.N.G. communiquent également beaucoup avec M.F.I. pour régulièrement mettre à jours les informations dont elles disposent sur la région qui, par mesure de rappel, est toujours coupée du reste du monde. Ma rencontre avec Kok Ksor n'aura pas vraiment été fructueuse sur le plan informationnel puisque bon nombre d'informations passent par lui et que j'avais fait mon travail de recherche. Cependant, elle m'aura permis de vérifier la véracité de mes informations et de ma compréhension de la situation. La confirmation de mon bon entendement de la situation était importante pour moi car à partir de lui, j'allais pouvoir faire les rapprochements avec le concept des droits de l'homme, omniprésent dans ce mémoire. Ces derniers étant la toile de fond sur laquelle les acteurs communiquent, j'ai dû consacrer une bonne partie de mes lectures au sujet. Aujourd'hui, il ressort que l'universalité des droits de l'homme (et selon moi leur nette propension universaliste) est remise en question et suscite un sérieux débat au sein de la communauté internationale. En effet, issus de l'état d'esprit d'après guerre et lancés par les pays occidentaux, ils ne correspondent pas aux principes culturels des autres pays, non occidentaux, qui désirent que les droits de l'homme soient revus en considération de l'ensemble des cultures sur la planète.

Le Vietnam fait partie des pays qui contestent cette prétendue universalité en mettant en avant la nature collectiviste de sa culture, fondée sur les principes du confucianisme. C'est en exploitant les différences entre cultures collectiviste et

individualiste que le troisième essai tente d'ouvrir quelques voies pour dépasser l'impasse communicationnelle entre le groupe O.I. / O.N.G. et le Vietnam. En s'inspirant des méthodes systémiques telles que le recadrage par le contact intergroupe, la médiation des normes culturelles et la manipulation des contextes, il serait possible de parvenir à faire négocier le Vietnam. Ceci constitue les principaux résultats de cette recherche. Si l'emphase du recadrage est redirigée sur la notion de formation d'un groupe de travail sur la situation dans les Hauts Plateaux engendrant une réinterprétation des droits de l'homme non pas comme concept occidental mais bien comme élément fondamental du développement économique d'un pays, alors, le Vietnam, qui vient tout juste de faire ses premiers pas dans l'économie mondiale et dont les preuves dans ce domaine restent à faire, sera plus enclin à négocier autour du sujet.

En effet, il devient urgent d'amener le Vietnam à cesser ses agissements dans les Hauts Plateaux car depuis la réunification du pays en 1975, le gouvernement a mené à leur encontre une politique de nettoyage ethnique. Les méthodes employées par le Parti ont toutes été confirmées par Amnesty International et Human Rights Watch :

- Exécutions sommaires et disparitions ;
- Arrestations arbitraires, interrogatoires, tortures (y compris le harcèlement, l'arrestation et l'interrogatoire de défenseurs des droits de l'homme) ;
- Expropriations de territoires ancestraux sans compensation et relocalisations forcées sur des terres impropres à l'agriculture ou l'élevage, sans ressource en eau – ne permettant pas ainsi, la culture du café, source non négligeable de revenu, ni l'exploitation forestière, ni l'exploitation minière ;
- Des Degars ont été battus et tués à la suite de disputes concernant les terres avec des Vietnamiens provenant des plaines et voulant s'installer dans les Hauts

Plateaux. Lors de ces disputes, les autorités vietnamiennes sont très peu intervenues ;

- Des femmes degars se sont vues offrir de l'argent par les autorités vietnamiennes et d'autres personnes pour se faire stériliser, ont reçu des amendes pour avoir refusé d'être stérilisées, ont été stérilisées de force, ont été blessées ou tuées à la suite de stérilisations mal faites ;
- Coups et tortures sont les conséquences auxquelles doivent faire face les Degars désirant pratiquer leur religion, à savoir celle de l'Église Évangélique Protestante ;
- Assimilation forcée et restriction de l'accès à l'éducation, à l'emploi et à l'utilisation des services gouvernementaux ;
- Restriction des libertés de mouvements et de déplacements dans certaines parties des Hauts Plateaux du Centre et vols de propriétés par des représentants de la police et du gouvernement vietnamien.

Pour toutes ces raisons, en 2001 et 2004 des marches silencieuses ont été organisées dans la région et réprimées de manière très sévère à la fois par des civils et l'armée. Depuis ces événements, plus de 350 Degars demeurent emprisonnés pour avoir participé à ces manifestations, pour avoir refusé d'embrasser la religion autorisée par l'État ou encore pour le simple fait d'avoir été en possession d'un téléphone portable dont l'utilisation aurait pu servir à transmettre des informations au-delà du territoire vietnamien. Les peines de prison s'étendent de 3 à 17 ans. Les conditions médicales des détenus sont inquiétantes et beaucoup d'entre eux sont régulièrement torturés.

La communauté internationale cautionne indirectement ces agissements en contribuant au financement de projets de coopération avec le Vietnam. Or, sur le budget total d'un projet, 20% du financement de ce dernier est ponctionné dès le départ pour de prétendus coûts de gestion. Pour cette raison, une redéfinition de l'aide

au développement serait sans doute nécessaire, c'est d'ailleurs l'une des raisons qui justifiait les demandes de réforme de tout le système des Nations Unies.

Enfin, en guise de recommandation à ceux qui seraient désireux d'entreprendre ce genre de « petite recherche », je dis prudence ! En choisissant de couvrir ce sujet, qui m'apparaissait tellement précis qu'il n'en pouvait être que restreint, j'ai fait face à une multitude d'approches théoriques parmi lesquelles il a fallu choisir. D'un problème communicationnel, le sujet s'est finalement étendu au domaine de la politique, du droit et de la culture; domaines loin d'être restreints, eux... Le choix méthodologique s'est avéré capital. Dans mon cas, les trois essais m'auront permis de mieux organiser, par rapport au sujet traité de l'impasse communicationnelle, les différentes directions vers lesquelles je souhaitais mener cette recherche pour mieux faire émerger le sens que j'en tirais. À cela, venait s'ajouter le contexte géopolitique vietnamien en pleine évolution et très changeant. De fait, ce sujet s'est révélé d'une ampleur démesurée alors qu'il n'en avait pas l'air. Cependant, je me rends compte aussi que le choix méthodologique de la contextualisation et de la systémique a conditionné cette ampleur. En effet, ces deux méthodes impliquent la prise en compte de tous les facteurs liés à un sujet afin de les observer au sein d'un système. De fait, j'avoue qu'en termes imagés, contrairement aux acteurs de ma recherche, je ne me trouvais pas dans une impasse mais bel et bien au milieu d'un carrefour d'où partait un grand nombre d'avenues offrant chacune une manière valable d'aborder mon sujet. J'avais l'embarras du choix et j'ai opté pour ce qui m'apparaissait le plus sensé. Cependant, la rigueur épistémologique et le temps imparti à la rédaction d'un mémoire sont autant de facteurs à considérer lorsque l'on choisit la contextualisation ou la systémique. L'ambition, le désir de bien faire et de tout couvrir sont néanmoins compatibles avec cette exigence d'un travail de recherche en Maîtrise, l'exigence de la cohérence au sein de cadres théoriques choisis.

BIBLIOGRAPHIE

Monographies :

Amnesty International, *Au-delà de l'État : Le droit international et la défense des droits de l'homme (organisations et textes)*, Éditions Francophones d'Amnesty International, Paris, 1985.

Adam, J.-M., Borel, M. -J., Calame, C. et Kilani, M. *Le discours anthropologique : description, narration, savoir*, Méridiens Klincksiek, Paris, 1990.

Barth, Fredrick, *Les Groupes Ethniques et leurs frontières*, In *Théorie de l'Ethnicité*, Presses Universitaires de France, Paris, 1995.

Chevallier, Jacques, *L'État de droit*, Montchrestien, Clefs Politique, Paris, 1999.

Condominas, Georges, *L'espace social à propos de l'Asie du sud-est*, Flammarion, Science, Paris, 1980.

Corcuff Philippe, *Les nouvelles sociologies : Constructions de la réalité sociale*, Nathan, ed. 128, Paris, 1995.

Guillet, Sara, *Nous, peuples de Nations Unies : l'action des O.N.G. au sein du système de protection international des droits de l'Homme*, Montchrestien, Paris, 1995.

Huard, Pierre, et Maurice, Durand, *Connaissance du Vietnam*, École Française d'Extrême Orient - Hanoi, Paris, 1954

Jouve, Edmond, *Le droit des peuples*, Presses Universitaires de France, Que sais-je ?, Paris, 1986

Kilani, Mondher, *L'invention de l'autre : essai sur le discours anthropologique*, Payot Lausanne, Sciences humaines, Lausanne, 1994.

Lochack, Danièle, *Les droits de l'homme*, ed. La Découverte, Paris, 2005.

Michaud, Jean, *Turbulent times and enduring people : Mountain Minorities in the South-East Asian Massif*, Curzon Press, Richmond, Surrey, 2000.

Michaud, Jean, *Les montagnards et l'État dans le Nord du Vietnam entre 1802 et 1975 : Un aperçu historique*, Ethnohistory :-Print. 2000; 47 (2) : 333-368

Mucchielli, Alex, *Étude des communications : approche systémique dans les organisations*, Armand Colin, Paris, 2004.

Mucchielli, Alex, *Étude des communications : approche par la contextualisation*, Armand Colin, Paris, 2005.

Mucchielli, Alex, *Psychologie de la communication*, P.U.F., Le psychologue, Paris, 1995.

Mucchielli, Alex, *L'art d'influencer : Analyse des techniques de manipulation*, Armand Colin, Paris, 2000.

Mucchielli, Alex, *Les méthodes qualitatives*, Que sais-je, Presse Universitaire de France, Paris, 1991, 126 p.

Pallard, Henri, et Stamatios Tzitzis, *Minorités, Culture et Droits Fondamentaux*, L'Harmattan, Paris, 2001.

Trinh, Van Thao, *Vietnam, du confucianisme au communisme*, L'Harmattan, Recherches Asiatiques, Paris, 1990.

Articles :

Pasquier Sylvaine, *Vietnam : Le tigre immobile*, L'Express, no. 2549, jeudi 11 mai 2000, p. 124.

Ryfman, Philippe, et Afsané Bassir Pour, *Organisation Internationales et Organisations Non Gouvernementales : partenaires, concurrentes ou adversaires ?*, Les Cahiers Français, n°302, mai-juin 2001, p 18-27.

Servaes, Jan, *Cultural Identity and Modes of Communication*, Sage, Communication Year Book 12, London, 1989, pp. 383-416.

Triandis, Brislin, et Hui, *Cross Cultural Training Across the Individualism-Collectivism Divide*, In *Communicating Interculturally: Becoming Competent*, International Journal of Intercultural Relations, 1988, Vol. 12, N°3, pp. 269-289.

Sites Internet :

http://www.coe.int/t/commissioner/Activities/mandate_fr.asp

<http://www.hrw.org>

<http://www.montagnard-foundation.org>

<http://www.ohchr.org>

http://www.ngocentre.org.vn/Default.asp?page=comingo_vufo_and_pacom

<http://www.radicalparty.org>

<http://www.unhcr.org>

<http://www.webamesty.org>